

W O R L D
POLICY
C O N F E R E N C E



14^e Édition,
1-3 oct. 2021
Abou Dabi, EAU
www.worldpolicyconference.com



WORLD POLICY CONFERENCE

QUATORZIÈME ÉDITION
1 - 3 OCTOBRE 2021
A B O U D A B I
ÉMIRATS ARABES UNIS



WORLD
POLICY
CONFERENCE

Préface



Le présent ouvrage est le rapport, rédigé sous la direction de Song Nim Kwon, de la 14^e édition de la World Policy Conference (WPC) qui s'est tenue à Abou Dabi du 1^{er} au 3 octobre 2021. Elle est la seule conférence internationale d'envergure à s'être réunie pour l'essentiel « en présence » l'an dernier, grâce à la collaboration sans faille entre les équipes du pays hôte, les Émirats arabes unis, et celles de la WPC. Ce succès est celui de la persévérance, elle-même entretenue par la conviction de la pertinence de notre modèle, qui est d'abord un club, dont les membres s'écoutent et se respectent, et qui repose sur trois piliers. Le premier est que le monde ne pourra éviter la fragmentation en zones d'influence avec les risques de guerres qui en résulteraient qu'en maintenant, à tous les niveaux, tout en s'adaptant pragmatiquement, le principe d'une gouvernance fondée sur des règles dans le cadre du droit international. Ce principe est plus ou moins celui du multilatéralisme, un terme commode mais peu précis¹. Toute la difficulté se cache dans la notion d'adaptation, qui recouvre l'idée de changement mais aussi celle d'interprétation. On le voit bien dans l'ordre économique, par exemple à propos de la négociation d'un nouveau pacte de stabilité au niveau de l'Union européenne; ou plus visiblement, dans le domaine de la sécurité collective en Europe – dont le centre de gravité est en Ukraine – ou en Asie de l'Est avec la volonté affichée du président Xi Jinping de réintégrer Taïwan dans la mère patrie avant qu'il ne quitte le pouvoir. Le deuxième pilier de la WPC est le réalisme. Le multilatéralisme est un idéal vers lequel il faut tendre, parce qu'il caractérise les seules formes de gouvernance susceptibles de prendre en considération – ne serait-ce qu'*a minima* – les intérêts de toutes les parties prenantes. Mais dans la pratique de la diplomatie, les négociations se déroulent toujours à l'ombre de rapports de force, c'est-à-dire de capacités d'aider les autres ou de leur nuire. Parmi elles, les forces militaires jouent un rôle à part. À tous les niveaux, l'action suppose donc une juste compréhension des problèmes en cause. Aucun être humain ne peut à lui seul prétendre tout comprendre, même quand il s'agit de sa ou de ses propres communautés. D'où l'utilité des échanges entre pairs, ou de débats comme au sein de la WPC. À l'issue d'une bonne conférence, chaque participant doit partir avec le sentiment d'avoir mieux compris les questions auxquelles il s'intéresse. Le troisième pilier, fondamental, est que la WPC privilégie le point de vue des puissances moyennes, entendues dans une acception large. Elle n'exclut évidemment pas les superpuissances, comme de nos jours, les États-Unis et la Chine. Mais celles-ci ne commandent pas notre agenda ou notre manière de poser et d'analyser les problèmes. Je suis d'ailleurs convaincu que leur propre intérêt à participer à notre conférence vient justement de là. J'ajoute que la WPC étant à l'origine une initiative française, les questions du sens et de l'avenir de l'Union européenne, de son influence présente et future dans l'ordre mondial, ou encore des relations de toutes natures largement à construire ou à reconstruire avec son voisinage du Sud (Afrique, Moyen-Orient au sens large); ces questions ont vocation à occuper une place essentielle dans nos débats. Je suis de plus en plus convaincu que la façon d'y répondre aura un caractère structurant pour l'évolution du système international dans les prochaines décennies. Avant de rédiger cette préface, j'ai lu soigneusement la transcription intégrale des sessions de la WPC14, l'équivalent d'un gros volume. Le présent rapport en est un excellent résumé, de surcroît présenté de façon fort agréable, mettant aussi en évidence les vertus importantes du networking même en des temps de « distanciation sociale ». Je n'en attire pas moins l'attention des amis de la WPC sur le profit qu'ils peuvent tirer, en fonction de leurs intérêts et de leurs attentes, d'une consultation de nos archives. L'intégralité des contenus de nos éditions successives depuis la première à Évian, en 2008, se trouve en effet sur notre site www.worldpolicyconference.com. La WPC est la seule grande conférence internationale à avoir fait ce choix, exigeant en termes humains et financiers. Dans le même esprit, le rapport est publié en français et en anglais, les deux langues officielles de notre conférence. Notre intention n'est pas (ou pas principalement) l'édification de futurs historiens. Je crois que pour bien tirer parti d'un événement de la qualité de la WPC, il faut pouvoir y revenir tranquillement en tant que de

besoin. C'est ce que j'ai fait moi-même pour cette WPC14. Il ne s'agit pas dans cet avant-propos de faire le résumé du résumé qui fait l'objet du présent rapport, ou de commenter les interventions des hautes personnalités qui se sont parfois exprimées avec une grande liberté de ton. Je me contenterai de quelques mots sur certains aspects de nos débats qui illustrent bien la mission de la WPC. Les deux sessions à dominante économique sont un excellent tour d'horizon de ce que les meilleurs esprits pensent des conséquences à moyen ou à court terme du choc du Covid-19. On en retient par exemple que, malgré la tendance générale pour les unités politiques à rechercher davantage d'autonomie stratégique, la mondialisation n'est pas condamnée à mort à moyen terme. Ce point est essentiel, pour bien cerner les scénarios possibles autour de la rivalité sino-américaine. Dans l'ordre des politiques monétaires et fiscales, les panélistes étaient plutôt néo-keynésiens. Un choix dont j'assume naturellement la responsabilité. Je me rattache pourtant à une tradition plus néo-classique qui prend davantage au sérieux les risques d'inflation et de stagflation post-Covid². Sujet à suivre. Les deux sessions consacrées à la pandémie elle-même envisagée sous différents points de vue ont bénéficié de la conférence en ligne que nous avons consacrée à ce sujet en décembre 2020, avec des intervenants éminents³. S'agissant spécifiquement de la rivalité sino-américaine qui est le grand sujet structurant sur le plan géopolitique, les débats ont bien mis en évidence les principaux termes de l'équation: la crise identitaire sans précédent que traversent actuellement les États-Unis; le virage résolument nationaliste et marxiste-léniniste (à la chinoise bien sûr) pris par Xi Jinping, avec les incertitudes qui en résultent à moyen et long terme sur les performances du capitalisme d'État; et la volonté manifeste de la plupart des autres régions du monde d'échapper à l'obligation de choisir son camp. Les débats sur le monde numérique ont mis en évidence l'importance de bien repenser les notions de rapport de forces et de dépendance à l'ère numérique, ou encore de circulation des idées et de propagande. Bref, tout ce qui fait la puissance. Si la nouvelle guerre froide est pour le moment beaucoup plus tiède que l'ancienne, elle n'en a pas moins désormais une dimension proprement idéologique. Pour des générations par ailleurs perturbées par le wokisme, il est de plus en plus difficile de distinguer entre le vrai et le faux dans tout ce qui circule au sein du cyberspace, même en provenance des États. La Chine ou la Russie bien sûr, mais aussi les États-Unis où la propagande et la désinformation n'ont pas disparu avec le général Powell. Et la liste ne s'arrête pas là. L'un des plus grands risques de notre époque est le débordement des émotions, à force d'entendre n'importe quoi. Se réunissant quelques semaines seulement après le désastreux retrait américain d'Afghanistan, la WPC ne pouvait que s'attarder longuement sur ce sujet et ses multiples dimensions transversales (humanitaires, sécuritaires), régionales (en particulier asiatique au moins autant que moyen-orientale, ne l'oublions pas) et naturellement globales: jusqu'à quel point les Chinois ou même les Russes par exemple pourront tirer les marrons du feu etc. D'une manière générale, je retiens l'insistance de nos amis arabes sur la nécessité de se parler davantage entre eux pour tenter de dégager une vision commune, sur l'importance de la diplomatie qui est d'abord une question de compréhension partagée de visions, sur leur déception vis-à-vis d'une Europe qu'ils souhaiteraient plus unie dans les rapports avec eux. Même impression du côté africain. L'Afrique est de plus en plus présente à la WPC, et d'importantes personnalités de ce continent se sont fortement exprimées dans cette édition. Nos amis africains regrettent eux aussi le peu d'énergie que nous, les Européens, consacrons à la recherche d'une vision commune, sans laquelle aucun grand projet n'est possible. Voilà, pour nous, de quoi réfléchir sérieusement, de façon opérationnelle. Qu'il s'agisse de l'Afrique ou du Moyen-Orient, il y a urgence. Je crois que la WPC est en train de devenir un lieu idéal pour cela, sans pour autant exclure les autres, ce qui serait contraire à l'idéal d'un monde « raisonnablement ouvert », pour reprendre une expression dont depuis quelques années j'ai fait une manière de slogan. Pour conclure, je remercie les équipes de l'Ifri et de la WPC qui ont magnifiquement travaillé dans le contexte pandémique très éprouvant; et le pays hôte, les Émirats arabes unis, qui a compris la finalité de la WPC et sa compatibilité avec son projet national.

Thierry de Montbrial
Fondateur et président de l'Ifri et de la WPC
7 février 2022

(1) Voir Thierry de Montbrial, « Rivalités de puissance, idéologies et multilatéralisme », revue *Défense nationale*, mars 2021. (2) Voir Thierry de Montbrial, « Perspectives », *Ramses 2022*, Dunod, 2021, p. 18-20. (3) Voir le rapport de la conférence WPC – Health, 2 décembre 2020, <https://www.worldpolicyconference.com/fr/2020-conference-proceedings/#wed-dec-2-0>

SOMMAIRE

PRÉFACE	PAGE 3
PROGRAMME	PAGE 4
OUVERTURE	PAGE 6
SESSIONS PLÉNIÈRES	PAGE 14
ATELIERS PARALLÈLES	PAGE 72
DÉJEUNERS ET DÎNERS DÉBATS	PAGE 88
NETWORKING	PAGE 96
CHIFFRES CLÉS	PAGE 106
INVITÉS	PAGE 107
DISCOURS D'OUVERTURE ET DÎNERS	PAGE 116
PRESSE & WPC TV	PAGE 129
PARTENAIRES ET ORGANISATION	PAGE 134



Vendredi 1^{er} octobre

08:30: *Message de bienvenue*

Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

08:30 – 10:00

Session plénière 1: Comment la mondialisation va-t-elle muter ?

Président:

Jean-Claude Trichet, président de la Commission trilatérale pour l'Europe, ancien président de la BCE

Intervenants:

Masood Ahmed, président du Center for Global Development, ancien directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI

Bertrand Badré, associé gérant et fondateur de Blue like an Orange Sustainable Capital, ancien directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale

Bark Taeho, président du Lee&Ko Global Commerce Institute, ancien ministre du Commerce de Corée

Thomas Gomart, directeur de l'Ifri

Yuichi Hosoya, professeur de politique internationale à l'Université Keio

Mari Kiviniemi, directrice générale de la Fédération finlandaise du commerce, ancienne secrétaire générale adjointe de l'OCDE, ancienne Première ministre de Finlande

10:00 – 11:30

Session plénière 2: Perspectives politiques et économiques mondiales après la pandémie

Président:

Lionel Zinsou, coprésident de SouthBridge, président du think tank Terra Nova, ancien Premier ministre du Bénin

Intervenants:

Nicolas Véron, économiste à Bruegel, chercheur invité au Peterson Institute for International Economics

Qiao Yide, vice-président et secrétaire général de la Shanghai Development Research Foundation

Aminata Touré, femme politique sénégalaise, ancienne Première ministre

Serge Ekué, président de la Banque ouest-africaine de développement

Pierre Jacquet, président du Global Development Network, ancien économiste en chef de l'Agence française de développement, ancien directeur adjoint de l'Ifri

11:30 – 13:15

Session plénière 3: Les relations transatlantiques, la Russie et la Chine

Président:

Karl Kaiser, associé principal du projet sur l'Europe et la relation transatlantique du Belfer Center for Science and International Affairs, Harvard

Intervenants:

Jean-Claude Gruffat, président du Competitive Enterprise Institute, membre du Leadership Council de United Way Worldwide

Elisabeth Guigou, présidente fondatrice d'Europartenaires, présidente de la Fondation Anna Lindh pour le dialogue des cultures euro-méditerranéennes, ancienne présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale de France

Bogdan Klích, sénateur au Parlement polonais, président de la commission des affaires étrangères et européennes au Sénat polonais

Zaki Laidi, conseiller principal du Haut Représentant et vice-président de la Commission européenne, professeur à Sciences Po

Ana Palacio, avocate internationale, ancienne ministre des Affaires étrangères d'Espagne, ancienne première vice-présidente et conseillère juridique principale du Groupe de la Banque mondiale

Wang Jisi, président de l'Institut des études stratégiques et internationales de l'université de Pékin

Igor Yurgens, président du conseil d'administration de l'Institut du développement contemporain, vice-président de l'Union russe des industriels et des entrepreneurs

13:15 – 14:45

Déjeuner-débat

Louise Mushikiwabo, secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie

14:45 – 15:15

Session plénière 4

Conversation avec:

Josep Borrell Fontelles, Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, vice-président de la Commission européenne

15:15 – 16:45

Session plénière 5: Le monde digital après la pandémie

Président:

François Barrault, fondateur et président de FDB Partners, président de l'IDATE DigiWorld

Intervenants:

Benoît Cœuré, directeur du pôle innovation de la BRI, ancien membre du directoire de la BCE

Kazuto Suzuki, professeur de politique scientifique et technologique à l'École supérieure de politique publique de l'université de Tokyo

Agnès Touraine, présidente et fondatrice d'Act III Consultants, conseillère principale de McKinsey, ancienne présidente de l'Institut français des administrateurs

Patrick Nicolet, fondateur et partenaire principal de Line Break Capital SA, ancien directeur des technologies de Capgemini

Carlos Moreira, fondateur et président-directeur général de WISeKey, ancien expert en cybersécurité aux Nations Unies

Jean-Louis Gergorin, maître de conférences à Sciences Po Paris, gérant de la société de conseil en cybernétique et aérospatiale JLG Strategy

17:00 – 19:00

Ouverture officielle

Message de bienvenue de Cheikh Nahayan Mabarak Al Nahayan, ministre de la Tolérance et de la Coexistence, Émirats arabes unis

Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

SS Bartholomée I, archevêque de Constantinople - Nouvelle Rome et patriarche oecuménique

Edi Rama, Premier ministre de la République d'Albanie

Patrick Achi, Premier ministre de la République de Côte d'Ivoire

Message du Prince Faisal bin Farhan Al Saud, ministre des Affaires étrangères d'Arabie saoudite, adressé par le vice-ministre des Affaires étrangères d'Arabie saoudite l'ingénieur **Waleed A. Elkhareiji**

Message de Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères de France, adressé par **Xavier Chatel**, ambassadeur de la France aux Émirats arabes unis

19:30

Dîner-débat

Paul Kagame, président de la République du Rwanda

Samedi 2 octobre

08:30 – 10:00

Session plénière 6: L'Asie et la rivalité sino-américaine

Président:

Thomas Gomart, directeur de l'Ifri

Intervenants:

Hiroyuki Akita, chroniqueur de *Nikkei*, Japon

Renaud Girard, grand reporter et correspondant de guerre du *Figaro*

Lee Hye Min, conseiller principal de KIM & CHANG, ancien sherpa du G20, ancien ministre adjoint du Commerce de Corée, ancien négociateur en chef pour l'ALE Corée-Union européenne

Mayankote Kelath Narayanan, président exécutif de CyQureX Systems Pvt. Ltd., ancien conseiller principal et conseiller en sécurité nationale du Premier ministre d'Inde

Marcus Noland, vice-président exécutif et directeur d'études au Peterson Institute for International Economics

Wang Jisi, président de l'Institut des études stratégiques et internationales de l'université de Pékin

10:00 – 10:30

Session plénière 7

Conversation avec:

Kevin Rudd, président de l'Asia Society Policy Institute, ancien Premier ministre d'Australie

10:30 – 11:45

Session plénière 8: La santé, enjeu de gouvernance mondiale: les leçons de la pandémie du Covid-19

Président:

Michel Kazatchkine, ancien directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, Senior Fellow au Global Health Centre de l'Institut de hautes études internationales et du développement, Genève

Intervenants:

Christian Bréchet, président du Global Virus Network

Juliette Tuakli, présidente-directrice générale du groupe médical CHILDAccra, présidente du conseil d'administration de United Way Worldwide

Jean Kramarz, directeur des activités Santé du groupe AXA Partners

Robert Sigal, directeur général de l'Hôpital américain de Paris

Haruka Sakamoto, professeure adjointe à la faculté de médecine, département de la politique et de la gestion de la santé de l'Université Keio

11:45 – 12:45

Session plénière 9: Santé mondiale: technologie, économie et éthique

Président:

Patrick Nicolet, fondateur et partenaire principal de Line Break Capital SA, ancien directeur des technologies de Capgemini

Intervenants:

Jacques Biot, administrateur de sociétés et consultant senior dans le domaine des télécommunications et de l'intelligence artificielle, ancien président exécutif de l'École polytechnique de Paris

Daniel Andler, professeur émérite de Sorbonne Université, membre de l'Académie française des sciences morales et politiques

Kim Sung-Woo, président-directeur général de MiCo BioMed Co. Ltd.

Carlos Moreira, fondateur et président-directeur général de WISeKey, ancien expert en cybersécurité aux Nations Unies

12:45 – 13:15

Session plénière 10

Conversation avec:

Didier Reynders, Commissaire à la Justice en charge de l'État de droit et de la protection des consommateurs à la Commission européenne

13:30 – 15:00

Déjeuner

15:00 – 15:30

Session plénière 11

Conversation avec:

Anwar Mohammed Gargash, conseiller diplomatique du président, Émirats arabes unis

15:30 – 16:30

Session plénière 12: Dimensions géopolitiques de l'approvisionnement futur en matières premières critiques

Président:

Holger Bingmann, président de la section allemande de la Chambre de commerce internationale, président d'honneur du Conseil commun germano-émirati pour l'industrie et le commerce

Intervenants:

Ingvil Smirnes Tybring-Gjedde, directrice non exécutive chez Norge Mining

Peter Handley, chef de l'unité Industries à forte intensité énergétique et matières premières auprès de la direction générale de la croissance de la Commission européenne

David Wurmser, fondateur et membre exécutif du Delphi Global Analysis Group, ancien conseiller principal du vice-président des États-Unis pour le Moyen-Orient

16:30 – 19:00

Ateliers parallèles

Atelier 1: Money et finance

Président:

Jean-Claude Trichet, président de la Commission trilatérale pour l'Europe, ancien président de la BCE

Intervenants:

Abdul Aziz Al Ghurair, président du conseil d'administration de Mashreq

Raed Charafeddine, banquier central et commercial, ancien premier vice-gouverneur de la Banque du Liban

Serge Ekué, président de la Banque ouest-africaine de développement

Jean-Claude Meyer, Vice Chairman International de Rothschild & Cie

Jacques Michel, président de BNP Paribas Middle East and Africa pour la banque des entreprises et des institutionnels

Atelier 2: Énergie, climat et développement durable

Président:

Arnaud Breuillac, conseiller principal du président-directeur général de Total Energies

Intervenants:

Mariam Al Mheiri, ministre du Changement climatique et de l'Environnement, Émirats arabes unis

Isabelle Tsakok, économiste, consultante en agriculture et développement rural, Senior Fellow au Policy Center for the New South

Olivier Appert, président de France Brevets, conseiller scientifique du Centre Énergie et Climat de l'Ifri, ancien président du Conseil français de l'énergie

Peter Handley, chef de l'unité Industries à forte intensité énergétique et matières premières auprès de la direction générale de la croissance de la Commission européenne

Marc-Antoine Eyl-Mazzega, directeur du Centre Énergie et Climat de l'Ifri

Atelier 3: L'Afrique

Président:

Robert Dossou, président de l'Association africaine de droit international, ancien ministre des Affaires étrangères du Bénin, ancien président de la Cour constitutionnelle du Bénin

Intervenants:

Cheikh Shakhbut bin Nahyan Al Nahyan, ministre d'État au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Émirats arabes unis

Nathalie Delapalme, directrice exécutive de la Fondation Mo Ibrahim

Cheikh Tidiane Gadio, vice-président de l'Assemblée nationale du Sénégal, président de l'Institut Panafricain de Stratégies, Paix-Sécurité-Gouvernance

Elisabeth Guigou, présidente fondatrice d'Europartenaires, présidente de la Fondation Anna Lindh pour le dialogue des cultures euro-méditerranéennes, ancienne présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale de France

Aminata Touré, femme politique sénégalaise, ancienne Première ministre

Juliette Tuakli, présidente-directrice générale du groupe médical CHILDAccra, présidente du conseil d'administration de United Way Worldwide

Lionel Zinsou, coprésident de SouthBridge, président du think tank Terra Nova, ancien Premier ministre du Bénin

Nardos Bekele-Thomas, coordonnatrice résidente des Nations Unies en Afrique du Sud

Discutant:

Alain Antil, directeur du programme Afrique subsaharienne de l'Ifri

20:00

Dîner de gala

Khaldoon Khalifa Al Mubarak, président de l'Executive Affairs Authority, président-directeur général du groupe Mubadala

Dimanche 3 octobre

09:00 – 10:00

Rapports des ateliers parallèles

10:00 – 10:30

Session plénière 13

Conversation avec:

Nabil Fahmy, doyen fondateur de la School of Global Affairs and Public Policy à l'Université américaine du Caire, ancien ministre des Affaires étrangères d'Égypte

10:30 – 11:30

Session plénière 14: Le Moyen-Orient et les puissances extérieures

Président:

Fareed Yasseen, ambassadeur d'Irak aux États-Unis

Intervenants:

Khalifa Shaheen Almarar, ministre d'État au ministère des Affaires étrangères, Émirats arabes unis

Vitaly Naumkin, président de l'Institut d'études orientales de l'Académie des sciences russe, conseiller politique principal auprès de l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Syrie

Stuart Eizenstat, Senior Counsel chez Covington & Burling LLP, ancien conseiller principal en politique intérieure de la Maison-Blanche auprès du Président Jimmy Carter

Memduh Karakullukçu, membre fondateur du conseil exécutif du Global Relations Forum, partenaire fondateur de Kanunum, président de Kroton Consulting

11:30 – 13:00

Session plénière 15: L'Afghanistan

Président:

Ali Aslan, présentateur TV et journaliste international

Intervenants:

Salem Mohammed Al Zaabi, directeur du département de la coopération internationale en matière de sécurité au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Émirats arabes unis

Jim Bittermann, correspondant européen de CNN à Paris

Renaud Girard, grand reporter et correspondant de guerre du *Figaro*

Marc Hecker, directeur de la recherche et de la valorisation de l'Ifri, rédacteur en chef de *Politique étrangère*

Tatiana Kastouéva-Jean, directrice du Centre Russie/NEI de l'Ifri

Mayankote Kelath Narayanan, président exécutif de CyQureX Systems Pvt. Ltd., ancien conseiller principal et conseiller en sécurité nationale du Premier ministre d'Inde

13:15 – 14:45

Déjeuner

15:00 – 16:15

Session plénière 16: Le Moyen-Orient en 2030: perspectives géopolitiques et économiques

Président:

John Andrews, conseiller de rédaction à *The Economist* et *Project Syndicate*

Intervenants:

Ebtesam Al-Ketbi, présidente et fondatrice de l'Emirates Policy Center

Itamar Rabinovich, vice-président de l'Institut d'études de sécurité nationale à Tel Aviv, ancien ambassadeur d'Israël aux États-Unis, ancien négociateur en chef avec la Syrie

Bernardino León Gross, directeur général de l'Anwar Gargash Diplomatic Academy

Mona Makram Ebeid, sénatrice égyptienne, conseillère du Haut Représentant des Nations Unies pour l'Alliance des civilisations

Volker Perthes, représentant spécial du Secrétaire général pour le Soudan et chef de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan

16:15 – 17:00

Session plénière 17: Les enjeux de la compétition spatiale

Président:

Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

Intervenants:

Sarah Al Amiri, ministre d'État aux Technologies avancées, présidente de l'Agence spatiale des Émirats arabes unis

Philippe Baptiste, président-directeur général du Centre national d'études spatiales (CNES)

17:00 – 18:00

Session plénière 18: Young Leaders: GovTech

Présidente:

Lucia Sinapi-Thomas, directrice exécutive de Capgemini Ventures

Intervenants:

Clément Tonon, membre du Conseil d'État français

Faruk Tuncer, cofondateur et président-directeur général de Polyteia

Mehdi Benchoufi, cofondateur et président-directeur général de EchOpen

18:00: *Clôture*



14th EDITION GLOBAL GOVERNANCE October 1st - 3rd, 2021 • Abu Dhabi

WORLD
POLICY
CONFERENCE

14th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
October 1st - 3rd, 2021 • Abu Dhabi

www.worldpolicyconference.com



WORLD
POLICY
CONFERENCE

14th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
October 1st - 3rd, 2021 • Abu Dhabi

www.worldpolicyconference.com

WORLD
POLICY
CONFERENCE

Cheikh Nahayan Mabarak Al Nahayan

Ministre de la Tolérance et de la Coexistence, Émirats arabes unis



C'est avec un immense plaisir que je vous transmets les salutations et meilleurs sentiments de Son Altesse Cheikh Mohamed bin Zayed Al Nahyan, Prince héritier d'Abou Dabi et commandant suprême adjoint des forces armées. C'est avec son soutien et ses encouragements que nous vous accueillons à Abou Dabi et aux Émirats arabes unis. Vous êtes un groupe renommé de dirigeants influents du monde des affaires, de la politique et de l'économie et votre présence nous honore. Nous savons déjà que nous allons beaucoup apprendre de vous durant cette conférence, comme nous avons déjà beaucoup appris de vos réussites et de votre vision de la gouvernance, de l'économie, de la géopolitique et des affaires. Votre présence à Abou Dabi souligne l'importance de cette ville dans le monde des affaires et de l'économie à l'échelle mondiale. Elle reflète clairement la prééminence des Émirats arabes unis dans les nations du monde. [...] Le programme que vous avez devant vous aborde des questions vitales pour le futur, pas seulement pour les personnes qui se trouvent à cette conférence, mais bien pour le monde entier. Je note que vous avez prévu de passer du temps sur certains problèmes épineux de la scène mondiale. Par nature, les problèmes «épineux» sont traîtres et mal définis et pourtant certains d'entre eux, comme le changement climatique, sont des menaces existentielles pour le monde tel que nous le connaissons aujourd'hui.

*Version intégrale page 118

Thierry de Montbrial

Fondateur et président de l'Ifri et de la WPC



Je crois plus que jamais à la vocation de la WPC telle que nous l'avons formulée dès son origine en 2008: les puissances moyennes doivent travailler ensemble pour exprimer leurs vues sur les conditions propres à assurer la pérennité d'un monde raisonnablement ouvert. C'est-à-dire: une mondialisation sans hégémonies, à l'écart de toute forme d'extrémisme. Il me semble que cette idée est partagée par les Émirats arabes unis qui nous reçoivent aujourd'hui au moment même où s'ouvre l'Exposition universelle de Dubaï, dont le symbole est justement une mondialisation équilibrée grâce à l'exploitation intelligente et raisonnée des ressources de la technologie. Le Moyen-Orient dans son ensemble est une région actuellement en souffrance, mais qui dispose potentiellement de tous les atouts pour redevenir une aire de prospérité et de lumière. Chacun a par ailleurs pris conscience des immenses ressources de l'Afrique. Quant à l'Europe, à condition qu'elle parvienne à surmonter les difficultés inhérentes à la poursuite de son intégration, elle a pour vocation de devenir encore plus ce qu'elle est devenue après la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire un pôle de prospérité, de liberté et de paix, ayant définitivement renoncé à toute forme d'impérialisme. Qui ne voit que dans un monde où les distances ont changé d'échelle, l'Europe au sens large, le Moyen-Orient et l'Afrique forment une communauté de destins?

*Version intégrale page 119

SS Bartholomée I^{er}

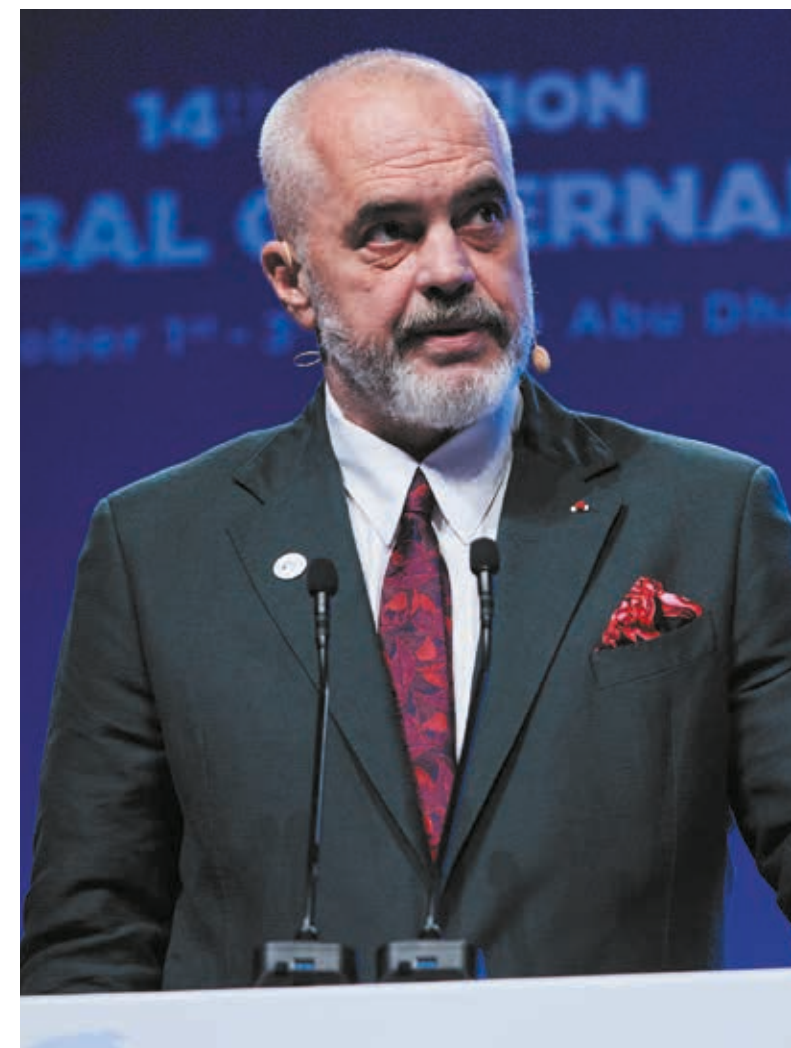
Archevêque de Constantinople - Nouvelle Rome et patriarche œcuménique



La base de collaboration est le dialogue. Il est en soi un geste de solidarité et une source de solidarité approfondie. Il produit confiance et acceptation mutuelles. Il importe de comprendre que le dialogue diffère de la négociation, du débat, de la confrontation, de la remontrance, etc. La définition qui s'en rapproche le plus est certainement cette phrase magnifique de Claude Lévi Strauss: «Il n'y a pas, il ne peut y avoir, une civilisation mondiale au sens absolu que l'on donne souvent à ce terme, puisque la civilisation implique la coexistence de cultures offrant entre elles le maximum de diversité, et consiste même en cette coexistence.» Le dialogue apparaît comme une tension paradoxale entre la coexistence et l'exposition au maximum de la diversité. Cette leçon vaut pour nous aussi dans le domaine interreligieux où le dialogue est théorique, tout en étant une *praxis* de la coexistence. Nous entendons par là que le dialogue ne peut être conçu seulement comme un moyen, comme un échange des paroles. Il s'agit aussi d'une fin en soi qui n'a de but que la rencontre dans sa capacité transformatrice. Lorsque le dialogue devient transformateur, c'est alors qu'il prend toute sa densité. Le dialogue permet de combattre les préjugés. Il décroïssonne. Il met en relation. Il nous permet de penser autrement notre rapport à l'altérité. Aujourd'hui, plus que jamais dans son histoire, l'humanité a vraiment la chance et la capacité de faire de nombreux changements à travers la communication et le dialogue.

Edi Rama

Premier ministre de la République d'Albanie



Les problèmes auxquels nous faisons face aujourd'hui sont toujours plus entremêlés. Regardons le changement climatique, et, soit dit en passant, vous savez tous que le réchauffement climatique n'est pas juste un problème de climat; c'est un problème de développement, un problème de sécurité, un problème qui influe sur le renforcement ou l'affaiblissement de la paix dans le monde et dans diverses régions. C'est un problème avec un impact à long terme. Par conséquent, plus nous le gérons de manière efficace, plus nous pourrions éviter les catastrophes naturelles, les incendies, les inondations, les sécheresses prolongées, la montée des eaux, la perte de terres, etc. La pandémie de Covid-19 que nous connaissons aujourd'hui, qui est un problème mondial, a pris tellement de vies, comparée aux victimes des guerres mondiales. Avons-nous la capacité en tant que nations isolées de combattre cette peste des temps modernes? Nous en avons été témoins et la réponse est, bien sûr que non, nous n'en sommes pas capables. La même logique, selon moi, s'applique au problème de la sécurité, au combat contre le terrorisme international, la cyberguerre, ainsi qu'à l'accès à l'eau potable et à la nourriture pour tous, aux objectifs pour un développement durable à long terme en veillant à ne laisser personne de côté, et ainsi de suite. Dans ces moments de défis mondiaux, qui sont aussi des moments où la confiance est mise à l'épreuve, une approche mondiale est nécessaire. L'implication de nous tous dans les structures que nous avons mises en place est nécessaire. Et bien sûr, l'adaptation de ces structures pour répondre aux défis d'aujourd'hui est une obligation qui ne doit pas être appliquée de façon homogène mais plutôt de façon harmonieuse, si je peux me permettre.

Patrick Achi

Premier ministre de la République de Côte d'Ivoire



L'Africain que je suis vous parlera aujourd'hui avec sa raison, mais peut-être plus encore avec son cœur, tant les enjeux auxquels le continent fait face au sortir de cette pandémie sont historiques, aigus et saisissants. L'Afrique est en effet ce monde avec lequel doit s'écrire le futur:

- 1) pour le bien commun de cette planète que nous partageons;
- 2) pour sa prospérité économique et sociale, à laquelle la jeunesse africaine contribuera centralement;
- 3) pour sa stabilité migratoire, en fixant sur le continent, par une insertion socio-économique durable, la plus fantastique croissance démographique jamais connue dans un laps de temps aussi bref;
- 4) pour ses ressources naturelles essentielles et indispensables à la marche du monde, en rappelant que l'Afrique est ce continent qui recèle plus de 60% des terres arables non encore exploitées;
- 5) et enfin pour nos équilibres écologiques, avec la sauvegarde primordiale de nos forêts primaires, indispensables aux équilibres de notre planète et à notre vie à tous.

Mais si l'Afrique est ce continent de l'avenir, elle est aussi ce continent en émergence qui doit affronter les défis prodigieux d'un monde de crises qui s'enchevêtrent toujours davantage.

*Version intégrale page 123

Prince Faisal bin Farhan Al Saud

Ministre des Affaires étrangères d'Arabie saoudite, message adressé par le vice-ministre des Affaires étrangères d'Arabie saoudite l'ingénieur **Waleed A. Elkhareji**



Se joindre au reste du monde pour une reprise durable signifie également travailler ensemble pour trouver des moyens créatifs pour résoudre le réchauffement climatique tout en maintenant la sécurité et l'efficacité énergétique. En plus de l'adhésion du Royaume aux accords internationaux sur le climat, comme les Accords de Paris, et du soutien à la COP 26, nous pensons pouvoir faire plus. C'est sur la base de cette conviction que son Altesse Royale le Prince Héritier a lancé des projets ambitieux tels que les Initiatives vertes du Moyen Orient et de l'Arabie saoudite. Au sein du Royaume, nous avons l'ambition de réduire les émissions, augmenter considérablement la part des énergies renouvelables dans notre mix énergétique et planter plus de 10 milliards d'arbres. Nous organisons également un Forum de l'Initiative verte à la fin du mois, et nous avons invité nos amis et partenaires à y prendre part. Avec nos partenaires régionaux, nous nous lançons dans un projet de reforestation d'une ampleur inédite avec pour objectif la plantation de plus de 40 milliards d'arbres au Moyen-Orient. Ce projet fait partie d'un engagement plus large pour répondre aux besoins de la planète car nous soutenons l'innovation dans les énergies vertes et renouvelables, ainsi que les innovations de pointe pour la conservation terrienne et marine dans la mer Rouge, à Neom et dans tout le Royaume.

*Version intégrale page 125



SESSIONS PLÉNIÈRES



WORLD
POLICY
CONFERENCE

14th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
October 1st - 3rd, 2021 • Abu Dhabi



Comment la mondialisation va-t-elle muter?



PRÉSIDENT:

Jean-Claude Trichet

Président de la Commission trilatérale pour l'Europe,
ancien président de la BCE



Masood Ahmed

Président du Center for Global Development, ancien
directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale
du FMI



Bertrand Badré

Associé gérant et fondateur de Blue like an Orange
Sustainable Capital, ancien directeur général et directeur
financier du Groupe de la Banque mondiale

Nous avons constaté une impressionnante accélération de la mondialisation sur les 30 dernières années mais dans le même temps, une certaine tendance à la démondialisation a vu le jour. Cette tendance a évidemment été amplifiée et accélérée par les crises successives que nous avons traversées, mais elle existait bien avant. On entend de nombreuses critiques depuis la gauche de l'échiquier politique, notamment sur les externalités négatives des économies de marché quand elles se généralisent en matière de climat et d'inégalité, et c'est une critique forte. D'un autre côté, il y a aussi des critiques venant de ce que j'appellerais les sensibilités de droite, le nationalisme, le protectionnisme, le populisme, qui ont été amplifiés de façon notable récemment. Face à ces critiques émanant de deux bords opposés, que pouvons-nous dire sur la mondialisation? D'abord, pouvons-nous répondre aux externalités négatives de la mondialisation, les crises du climat, de la santé, de l'économie et des finances de ces dernières années, ainsi qu'au problème de l'inégalité, sans pour autant perdre les avantages de la division du travail au niveau mondial ni tous les avantages pour les pays en développement qui leur permettent de rattraper les pays développés, de devenir d'abord des pays émergents puis à l'avenir, peut-être aussi riches que les économies avancées? Bien sûr, cette discussion complexe inclut le fait que la gouvernance mondiale idéale doit gérer de nombreuses tendances telles que la numérisation et la transition verte. En outre, elle doit aussi prendre en compte que le monde d'aujourd'hui est constitué d'économies de marché, dites «économies capitalistes» mais que derrière ce terme se cachent des idéologies très diverses.

Le processus de mondialisation et sa gestion vont devenir plus compliqués dans les années à venir. Nous pouvons penser ce problème par cinq forces poussant dans des directions différentes et qui doivent être gérées et équilibrées. La première force est économique: la théorie de l'avantage comparatif n'a pas disparu. D'énormes investissements ont été injectés dans les chaînes logistiques mondiales, il serait compliqué de les démanteler, même s'il existait des forces politiques voulant aller dans ce sens. La deuxième force est le changement démographique. La diminution et le vieillissement de la population en Europe, l'augmentation et le rajeunissement de la population en Afrique et les déplacements causés par les conflits et la dégradation environnementale vont causer des vagues migratoires conséquentes pour lesquelles nos systèmes ne sont pas prêts. La troisième force, ce sont les biens publics mondiaux qui créent une volonté politique d'expansion de la mondialisation. Nous sommes de plus en plus prêts à admettre que les problèmes auxquels nous sommes confrontés nécessitent une réglementation mondiale et une coordination planétaire, qu'il s'agisse des pandémies, du changement climatique, de l'intelligence artificielle etc. La quatrième force, ce sont les réactions violentes émanant de tous les bords politiques qui sont la conséquence de l'augmentation des inégalités et de l'insatisfaction face à l'inertie des institutions. Les populations ont l'impression que les règles ne profitent pas à tout le monde et qu'ils ne contrôlent pas leur destin. La rhétorique de la reprise du contrôle est un élément important. Enfin, le conflit grandissant entre la Chine et les États-Unis pose de sérieux problèmes dans les tentatives de coopération.

La question est: qui va décider des règles mondiales? Je parle d'un guide de la finance pour les 20 à 30 ans à venir et c'est une question difficile car ce manuel dira ce qui bien et ce qui est mal. Par exemple, on parle beaucoup de diversité et d'inclusion, et je peux vous assurer que cela a un sens différent selon les pays. Aux États-Unis, il s'agit de diversité ethnique, mais en France, on n'a pas le droit de parler de diversité ethnique. Quand il s'agit des économies émergentes et en développement, dont je sais qu'elles sont chères aux personnes présentes sur scène, la question principale porte sur le genre de normes que nous voulons établir. J'ai eu cette conversation avec de nombreux dirigeants au cours de ces derniers mois et pour faire simple, si les riches du monde déclarent qu'ils veulent un monde plus propre et plus social en disant voici les règles, dans les faits, ils vont établir une norme trop difficile à atteindre pour de nombreux pays. Dans ce cas, on me dit que c'est comme le consensus de Washington 2.0, mais plutôt que d'avoir le manuel pour les années 80 et 90, c'est un manuel de finance qui dit vous devez faire ceci et cela, et ce n'est pas permis et donc les gens refuseront. Cependant, dans le monde d'aujourd'hui, il y a une alternative au consensus de Washington, comme la Chine par exemple. Par conséquent, nous aurons une réalité sans maître du monde. Alors qui décidera, comment va-t-on gérer la concurrence? Sommes-nous capables d'être inclusifs avec le monde entier et de canaliser l'argent nécessaire pour emprunter la voie de la durabilité et du climat? Ou bien les pays de l'OCDE vont-ils être trop à l'aise et dire oui, non, nous connaissons les règles et nous allons nous protéger?



Bark Tae-ho
Président du Lee&Ko Global Commerce Institute,
ancien ministre du Commerce de Corée

Afin de permettre à la mondialisation d'aller dans une direction souhaitable à l'avenir, il serait crucial de fournir un environnement des entreprises propice avec des règles transparentes, justes et multilatérales dans différents domaines. Cependant, nous n'avons pas à l'heure actuelle de règles justes et multilatérales pour des sujets importants qui risquent d'influer sur la mondialisation à l'avenir telles que les subventions industrielles, les mesures liées à l'environnement comme la taxe carbone aux frontières et le commerce numérique. Comme nous le savons bien, le système d'échange multilatéral de l'OMC ne fonctionne plus correctement à l'heure actuelle. Il connaît la pire crise depuis son lancement en 1995. Bien que la 12^e Conférence ministérielle de l'OMC se tienne à Genève fin novembre, les experts n'en attendent pas grand-chose. En outre, on ne trouve aucun leadership parmi les grandes puissances pour renforcer le système d'échange multilatéral. Les échanges mondiaux vont donc rester instables au moins dans un futur proche et l'OMC ne jouera aucun rôle constructif dans la mondialisation future. Il est de notoriété publique qu'il est pratiquement impossible de trouver des accords à l'OMC. À l'heure actuelle, certains membres de l'OMC sont d'avis que plutôt que de ne rien faire, il faudrait peut-être autoriser les accords plurilatéraux entre pays de même mentalité. Cependant d'autres membres sont opposés à cette approche qui selon eux affaiblirait le système d'échange multilatéral de l'OMC. Récemment, on a entendu des débats à l'OMC autour de la question suivante : « Si vous avez le choix, est-ce que vous préférez la fragmentation par des accords plurilatéraux ou la conservation d'un système devenu inadapté ? »

Comment la mondialisation va-t-elle muter ?



Thomas Gomart
Directeur de l'Ifri

Il y a trois constats à faire pour essayer de décrire la mutation en cours : le premier constat, c'est une redistribution de la puissance et un retour du stratégique au sens dur. Le deuxième constat, c'est que cette convergence crée des emboîtements de souveraineté et de juridiction qui rendent la navigation très délicate. Et enfin, l'accentuation des inégalités que nous observons, à la fois entre pays et au sein des pays. Alors que se dessine-t-il à très grands traits. Tout d'abord, je pense qu'un phénomène est en train d'apparaître, c'est le phénomène de confrontation cognitive, qui est devenu très évident lors des différents confinements, c'est-à-dire que les confinements se sont traduits par un blocage des corps, mais des corps avec des cerveaux qui n'ont jamais été aussi interconnectés par l'intermédiaire des plateformes numériques. Le deuxième trait à identifier est l'apparition de ce que l'on appelle « le civilitaire », c'est-à-dire une dualité de plus en plus forte entre des activités civiles et des activités militaires, que ce soit en termes d'innovation ou de recherche, et une dualité que nous pouvions faire entre ce qui relevait de l'économique et ce qui relevait de la sécurité, et qui est de moins en moins faite, en particulier par les deux principaux acteurs que sont la Chine et les États-Unis. Les autres acteurs sont dans une situation délicate, par rapport à cette fusion entre activités civiles et militaires. Ce qui pose une question très immédiate, c'est la question des transferts de technologie par rapport aux alliances militaires dans le futur. Le troisième trait qui se distingue, c'est l'ambition, notamment de la Chine, d'être neutre sur le plan carbone en 2060, ambition annoncée par le président Xi en septembre 2020 et qui nous oblige à réfléchir aux modalités de la puissance décarbonée.



Yuichi Hosoya
Professeur de politique internationale à l'Université Keio

Le point important est que nous voyons à présent l'évolution de la mondialisation compartimentée. À l'heure actuelle la Chine tente de réaligner les chaînes logistiques et l'espace économique en Asie car les États-Unis et l'Europe sont devenus bien plus hostiles aux activités chinoises. C'est pourquoi je pense que la Chine essaie de se rapprocher de l'ASEAN qui est aujourd'hui son plus gros partenaire commercial. Dans la situation actuelle avec le coronavirus, la Chine tente de créer un espace économique fort et profond en Asie. La question est comment les États-Unis, l'Europe et le Japon vont essayer de faire face aux difficultés actuelles. Le gouvernement du président Joe Biden tente de créer une coopération bien plus forte entre les démocraties. Au sommet États-Unis-Japon en avril cette année et à la rencontre du Quad la semaine dernière à Washington DC, je pense que le gouvernement des États-Unis s'est concentré sur l'importance des technologies émergentes et la coopération des démocraties, ou les démocraties centrales, les États-Unis, le Japon, l'Inde et l'Australie dans le domaine des technologies émergentes. Nous devons comprendre que la mondialisation est bien plus divisée et compartimentée à présent. La question à laquelle nous sommes confrontés à présent est de savoir si nous essayons d'arrêter ce cloisonnement ou si nous essayons de nous concentrer sur la coopération entre démocraties.



Mari Kiviniemi
Directrice générale de la Fédération finlandaise du commerce, ancienne secrétaire générale adjointe de l'OCDE, ancienne Première ministre de Finlande

Il y a une question à laquelle j'aimerais répondre : le Covid-19 a-t-il changé quelque chose ? Cela a souligné l'essence de la coopération internationale et du multilatéralisme. Elle a placé la nécessité d'actions de portée mondiale au premier rang des priorités, comme la coopération dans la production et la livraison de vaccins, ainsi que les mesures conjointes pour empêcher la propagation du virus. Cela nous a montré à quel point nous sommes dépendants les uns des autres et en ce sens, cela nous a également montré à quel point il est important pour l'avenir d'assurer que les chaînes logistiques mondiales continuent de fonctionner. Elle a rendu visible l'importance d'une très bonne coopération internationale. Cela n'a pas déclenché un surcroît de volonté d'implanter des mesures protectionnistes concernant le commerce et les échanges commerciaux [...] Il est toujours un peu décevant de constater qu'alors que nous avons été témoins de l'importance de la coopération mondiale au cours de cette pandémie, nous sommes toujours face à des menaces protectionnistes et populistes qui pourraient détruire les décennies d'ouverture et de coopération internationales. Je pense que nous devons vraiment mettre les populations au centre, et c'est la véritable question politique, comme l'a dit Masood plus tôt. Nous devons regarder au niveau national et les politiques nationales. [...] Diffuser les informations et gérer la désinformation sont les outils que nous devrions utiliser pour montrer à tous les avantages de la mondialisation. Dans de nombreux pays nous n'avons pas été capables de nous assurer que les avantages de la mondialisation soient partagés de façon équitable, et que tout le monde ait l'opportunité de participer à la société.



Perspectives politiques et économiques mondiales après la pandémie



PRÉSIDENT :
Lionel Zinsou
Coprésident de SouthBridge, président du think tank Terra Nova, ancien Premier ministre du Bénin



Nicolas Véron
Économiste à Bruegel, chercheur invité au Peterson Institute for International Economics



Qiao Yide
Vice-président et secrétaire général de la Shanghai Development Research Foundation

La crise actuelle est sans précédent, elle a des caractères exceptionnels, mais la précédente, celle de 2008, était sans précédent également dans sa brutalité et dans l'importance de la récession qu'elle a créée, même si maintenant, nous avons battu les records en termes de récession. Les crises précédentes, qu'il s'agisse de l'éclatement de la bulle des technologies, qu'il s'agisse de crises proprement financières ou de crises proprement immobilières, ont chacune des traits tout à fait originaux. Mais il y a une chose qui est commune à toutes ces crises importantes, c'est qu'elles ont des conséquences politiques, sociales et géopolitiques profondes. [...] On a rarement connu une reprise après crise aussi puissante que celle que l'on observe. On a rarement eu des trimestres avec de tels contrastes. Prenez un pays comme la France : vous avez 13% de récession pendant le deuxième trimestre et 18,5% de croissance pendant le troisième trimestre. Et globalement, nous sommes en train de réviser à la hausse, dans un grand nombre de pays, toutes les prévisions sur l'année 2021 que nous sommes en train de vivre. [...] À la surprise générale, l'Afrique a eu une récession plus faible que ce qui était attendu. La récession a été limitée à un certain nombre de pays pour des raisons sectorielles qui sont dépendantes des cours des matières premières minérales ou du tourisme, et qui ont été très affectés, mais enfin, 30 pays sur 55, en Afrique, ne sont pas entrés en récession. [...] C'est donc vraiment une reprise tout à fait exceptionnelle, tout à fait étrange, qui crée des pénuries et qui crée des raretés. Est-ce là un vrai risque d'inflation durable ou s'agit-il de phénomènes de disruption, de rareté, d'application des lois de Gregory King selon lesquelles « une pénurie entraîne des effets de prix très importants » ?

Je ne veux pas donner l'impression que tout va bien dans le monde, car ce n'est pas le cas, et j'ai commencé par évoquer le nombre de décès et les souffrances dus à la pandémie. Permettez-moi de mentionner quelques incertitudes quant aux perspectives. La première vient du virus lui-même, parce qu'il est encore massivement présent et qu'il continue à muter, et nous ne sommes pas sûrs que nous n'aurons pas un variant qui changera complètement l'équation. Comme c'est le cas en permanence depuis 18 mois ou plus, le virus est le facteur numéro un des perspectives. Depuis 18 mois, nous vivons sans relâche une période de très grande incertitude. La réponse au virus, en termes de vaccins et de vaccination, est le deuxième facteur d'incertitude. L'adoption du vaccin a été relativement bonne dans un certain nombre de pays, mais elle s'est également mise à plafonner dans quelques autres, notamment aux États-Unis. La vaccination a commencé tôt, mais les taux de vaccination y sont maintenant très bas par rapport au potentiel et à ce stade, il est clair que cela n'est pas dû à des problèmes d'approvisionnement mais à une faible acceptation par la population. Il n'y a pas qu'aux États-Unis ; dans de nombreux pays, y compris des pays pauvres, les gens sont très réticents à accepter le vaccin parce qu'ils ne font pas confiance aux autorités. C'est un risque majeur pour les perspectives économiques, car nous avons besoin que les populations se fassent vacciner si nous voulons retrouver un fonctionnement économique normal. La troisième incertitude concerne notre manque de compréhension de la manière dont les chaînes d'approvisionnement réagissent aux tensions actuelles, manière que personne n'aurait pu prévoir avec précision. Nous aurons davantage de problèmes de pénurie et de difficultés d'ajustement, de lecture croisée en termes d'inflation, et je ne pense franchement pas qu'un économiste puisse prévoir ces problèmes avec certitude à ce stade.

Par rapport aux autres économies, l'économie chinoise se porte mieux depuis l'apparition de la pandémie. L'année dernière, le PIB a augmenté de 2,3% en Chine. La raison fondamentale de cette croissance économique est que le gouvernement chinois a choisi d'avoir une approche zéro Covid. La réussite de notre approche en Chine est due à plusieurs raisons. L'une d'elles est probablement liée à une structure sociale et à des habitudes culturelles particulières. Il est peu probable que d'autres pays puissent copier ou utiliser l'approche chinoise, laquelle, par ailleurs, a un coût. En fait, la consommation en Chine a mis de côté les exportations qui constituaient une dynamique majeure, mais je ne pense pas que cela puisse durer. La Chine est également confrontée à certaines incertitudes et à certains défis. Premièrement, elle devra passer d'une approche zéro Covid à une approche plus tolérante. Deuxièmement, elle devra trouver un équilibre entre une croissance économique raisonnable et la prévention des risques financiers. Un autre grand sujet d'incertitude est la relation avec les États-Unis. Bien entendu, la concurrence entre les États-Unis et la Chine va durer de nombreuses années. Je pense qu'à l'avenir, les perspectives politiques et économiques du monde dépendront largement de la relation entre les États-Unis et la Chine, et de leur capacité à bien gérer cette relation.



Perspectives politiques et économiques mondiales après la pandémie



Aminata Touré

Femme politique sénégalaise, ancienne Première ministre



Serge Ekué

Président de la Banque ouest-africaine de développement



Pierre Jacquet

Président du Global Development Network, ancien économiste en chef de l'Agence française de développement, ancien directeur adjoint de l'Ifri

En Afrique, je pense que nous devons aller de l'avant en matière de projets collectifs. Le commerce entre nos pays ne représente que 12 %, et dans le reste du monde, il est de 60 % en Europe et, je pense, d'un peu moins de 60 % en Asie. Cela signifie qu'il existe une marge de développement, mais nous devons dépasser les frontières et voir comment nous allons mettre en place ce projet majeur, le premier étant comme je l'ai dit, l'indépendance médicale et pharmaceutique. La dernière chose que nous souhaitons est que le Covid devienne un problème de santé publique permanent oscillant autour de 1 %, 2 %, 3 % pour toujours, mais c'est ce qui arrivera si nous n'adoptons pas la bonne marche à suivre. Nous savons qui souffrira le plus, comme dans toutes les pandémies, ce seront les plus vulnérables dans les zones rurales, la plupart du temps les femmes et les jeunes. Rapprocher ce qui s'est passé de la stabilisation du continent et de la nécessité d'apporter en interne des réponses aux difficultés me semble très important. Cela ouvre la question de l'industrialisation, qui revient au même. Comme nous n'avons que 12 % de commerce entre nos pays, nous importons la plupart des biens que nous consommons. Nous nous rendons compte que nous devons produire des biens simples, et c'est aussi une opportunité pour le reste du monde d'investir en Afrique. Compte tenu de la pandémie et des leçons qui en ont été tirées, je ne crois pas que nous puissions repousser plus longtemps nos perspectives d'industrialisation. Je pense que le secteur pharmaceutique pourrait être un bon secteur, mais c'est vrai pour tous les secteurs, car nous sommes également confrontés à la question de l'approvisionnement en produits simples, comme les seringues.

Sur la question de savoir comment, dans ce contexte, la dette publique peut être remboursée sans ralentir la croissance économique et provoquer une crise de confiance, il peut être très tentant de débattre de l'annulation de la dette. Mais nous ne pensons pas que ce soit la meilleure position à adopter. D'autres solutions devraient être examinées : 1/ l'allègement du service de la dette ; 2/ l'apport des financements concessionnels ; 3/ des droits de tirage spéciaux (DTS) accordés par le FMI comme moyen de soutenir les pays émergents après la pandémie ; 4/ la mise en place de politiques de consolidation budgétaire ; 5/ le reprofilage de la dette ; 6/ la restructuration de la dette. En cas de difficultés, nous devons constamment éviter les défauts de remboursement. [...] Pour convaincre les investisseurs, nous rappelons que la croissance économique de notre région est très vive, et que même en 2020, malgré la pandémie, elle était positive à 0,9 %. L'âge médian dans la région est de 20 ans, ce qui représente une énorme opportunité pour soutenir cette croissance mais aussi un défi. Notre travail en tant que banques de développement consiste précisément à capter cette énergie, à la rassembler et à la proposer aux investisseurs sur le marché. Nous travaillons essentiellement sur quatre critères que le marché attend de nous : 1/ le rendement ; 2/ la notation : la BOAD est l'une des organisations les mieux notées de la région ou en Afrique ; 3/ le traitement et l'utilisation des bénéfices : c'est pourquoi nous avons lancé les premières obligations durables en Afrique, qui ont rencontré un grand succès plus tôt dans l'année. La transparence et la traçabilité du fonds sont primordiales ; 4/ ce qui est un peu technique, le format : nous devons fournir un véhicule à usage spécial (SPV) aux investisseurs qui cherchent à investir dans un SPV, des prêts ou des obligations, des dépôts structurés, des swaps, etc.

Nous ne devrions pas sous-estimer la vertu de la coopération scientifique et technique entre les pays, et cette coopération s'est poursuivie tout au long de la pandémie. Avec le Covid-19, nous avons un exemple de cette tension entre les forces très puissantes de la mondialisation (en effet, l'économie numérique est l'une d'entre elles et le bien public mondial est une autre nécessité très forte de la mondialisation) et les tentatives de démondialisation principalement motivées par des raisons politiques. Nous ne pouvons pas résoudre ces questions avec des perspectives nationales limitées, car nous avons besoin d'une réponse mondiale au changement climatique, à la protection de la biodiversité, aux questions de sécurité et à la circulation des personnes, qui est bien la frontière tenue de ce monde économique ouvert que nous voulons créer. Je crois que la mondialisation va perdurer, et le débat porte plutôt sur la manière de la gérer. C'est un défi profondément politique, qui engage ce que l'on appelait autrefois la « haute politique », selon laquelle le système institutionnel de l'après-guerre a été adopté et façonné. La haute politique requiert des valeurs mondiales partagées, et celles qui ont sous-tendu l'ordre mondial de l'après-Seconde Guerre mondiale se délitent. Les raisons en sont multiples, de la technologie à la fin de la guerre froide en passant par les problèmes créés par l'émergence de la Chine, pour n'en citer que quelques-unes. Plus qu'une crise de la mondialisation, je crois que nous avons là une crise de la gouvernance de la mondialisation. Un aspect important de cette crise est en fait ancré au niveau national, et lié au déclin de la légitimité perçue de la démocratie libérale en tant que principe d'organisation.

Les relations transatlantiques, la Russie et la Chine



PRÉSIDENT:

Karl Kaiser

Associé principal du projet sur l'Europe et la relation transatlantique du Belfer Center for Science and International Affairs, Harvard


Jean-Claude Gruffat

Président du Competitive Enterprise Institute, membre du Leadership Council d'United Way Worldwide

Il faut regarder au-delà des événements tumultueux de la politique internationale contemporaine et tenter d'identifier la façon dont les acteurs et régions-clé sont affectés par les mouvements tectoniques géopolitiques actuels, notamment le retrait de l'OTAN en Afghanistan et l'accord AUKUS. Quel est le nouvel équilibre des forces qui émerge entre la Chine et les pays occidentaux et où la France et l'UE se situent-elles dans cette évolution ? Que signifie l'autonomie européenne dans ce contexte ? La tâche la plus ardue à la fois pour les États-Unis et pour l'Europe consiste à réconcilier la confrontation et le conflit avec la Chine d'une part tout en répondant au besoin de coopération sur les questions mondiales telles que l'écologie et la santé d'autre part. Comment peut-on parvenir à une coopération transatlantique sur ces questions ? Le Conseil du commerce et des technologies réunissant les États-Unis et l'Europe peut-il réécrire les règles d'un nouvel ordre mondial libéral, les deux régions étant toujours les plus grandes puissances économiques du globe ? Quel est le rôle de la Russie dans ce contexte alors que ni l'Occident ni même la Russie ne peut se satisfaire d'un rôle de satellite de la Chine émergente ? Le conflit en préparation avec la Chine va-t-il dominer la politique mondiale de la même façon que la guerre froide entre les États-Unis et l'Union Soviétique le fit à une époque et va-t-il suivre cet exemple pour éviter conflit armé ? L'Europe devrait se préparer pour un avenir incertain et difficile qui pourrait inclure le retour de Trump ou du trumpisme, avec toutes les ruptures que cela engendrerait.

1. La relation transatlantique depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale a été menée exclusivement par les États-Unis avec trois périodes consécutives: a/ La guerre froide qui opposait l'Union soviétique, à la tête du bloc oriental, à l'OTAN dirigée par les États-Unis. Dissuasion et équilibre du pouvoir nucléaire, une confrontation purement militaire sans aucune forme d'interaction commerciale ou autre; b/ La guerre contre le terrorisme après le 11 septembre, qui alla bien au-delà sous l'influence des néoconservateurs, a mené à des tentatives, sans succès pour la plupart, de remplacements de régime en Irak, Afghanistan, Égypte, Lybie etc; c/ America First, unilatérale et transactionnelle. Sortie des Accords de Paris sur le climat, de l'Accord sur le nucléaire iranien et un nouvel accord d'échange avec le Canada et le Mexique.
2. Malgré des personnalités et des styles différents, la relation transatlantique s'est illustrée par sa continuité politique, largement en consensus bipartisan, à Washington. Quelques éléments de protectionnisme, plus avec les Démocrates. Trump a effectivement changé la priorité, passant de la Russie à la Chine, Biden essaie à présent de dissocier le changement climatique des échanges commerciaux, des problèmes de respect des droits humains et des investissements, sans trop de succès pour l'instant. On note une frustration quant aux contributions pour le budget de la défense de l'OTAN, des initiatives unilatérales des deux côtés sur de nombreux points, pas seulement la Chine.
3. Une nouvelle guerre froide ? La dynamique est très différente, comment gérer une relation complexe entre deux super puissances, adversaires militaires stratégiques, qui dépendent cependant l'un de l'autre pour de nombreux échanges commerciaux ?



Les relations transatlantiques, la Russie et la Chine



Elisabeth Guigou

Présidente fondatrice d'Europartnaires, présidente de la Fondation Anna Lindh pour le dialogue des cultures euro-méditerranéennes, ancienne présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale de France



Bogdan Klich

Sénateur au Parlement polonais, président de la commission des affaires étrangères et européennes au Sénat polonais



Zaki Laïdi

Conseiller principal du Haut Représentant et vice-président de la Commission européenne, professeur à Sciences Po

Je voudrais rappeler que la France est un allié fidèle au sein de l'Alliance atlantique, et qu'elle le restera, même si la relation transatlantique n'est plus ce qu'elle était. Il y a eu une continuité remarquable dans la politique française vis-à-vis des États-Unis et de l'Alliance atlantique. Il n'y a jamais eu un alignement total de la politique française sur la politique des États-Unis. La France et l'Europe, du point de vue de la France, ont des intérêts globalement convergents avec ceux des États-Unis – si l'on regarde les valeurs, naturellement, mais également la volonté de maintenir un système multilatéral qui fonctionne – mais la France et l'Europe ont des intérêts propres à faire valoir, qui ne coïncident pas toujours avec ceux des États-Unis d'Amérique. La France, me semble-t-il, plaide pour qu'il y ait un partage des rôles dans un bon esprit de respect mutuel et non pas comme cela vient de se produire avec AUKUS, car on voit bien que la dénonciation de ce contrat a moins de conséquences sur le plan industriel qu'elle n'en a sur le plan géostratégique. Je constate personnellement avec regret – mais je ne suis pas la seule – que depuis le début des années 2000, on assiste à un découplage – ce n'est pas un divorce, plutôt un éloignement – de la France et de l'Europe, vis-à-vis des États-Unis. Cela ne remet pas en cause l'essentiel, heureusement, mais cela renforce le non-alignement, justement, sur les États-Unis d'Amérique, malgré les pressions plus fortes de ces derniers. [...] Nous avons besoin d'être ensemble, Européens et Américains, pour faire face à ces enjeux globaux. J'espère qu'il n'y aura pas de nouvelle guerre froide, car je ne vois pas comment nous pourrions résoudre la question du climat en étant dans une guerre froide avec la Chine.

Sans aucun doute, la Russie demeure une puissance agressive et disruptive qui a défié l'ordre international en Ukraine. Elle a montré qu'elle était prête à user de la force à l'étranger, en Syrie par le passé, maintenant en Lybie et également dans le Sahel, où il faut souligner la présence d'unités Wagner. La Russie essaie de recréer la plus grande part possible de l'ancienne Union soviétique et nous assistons à l'annexion en douceur de la Biélorussie, qui n'est pas récente car elle a commencé après la Révolution pour la Liberté là-bas, mais nous assistons à une accélération récente. La Russie va sans aucun doute interférer avec les processus politiques de l'Occident, en particulier avec les élections comme elle l'a fait en 2016 aux États-Unis et en 2015 dans mon pays, en essayant d'exacerber les divisions en Occident que ce soit au sein de l'OTAN ou de l'Union européenne. Je suis convaincu que la Russie va tenter d'établir une position militaire dominante en Arctique, et nous devrions sérieusement prendre cela en compte, même si cette rivalité entre diverses puissances et acteurs n'est pas si claire en ce moment. Nous continuerons également d'établir de nouvelles relations avec l'Afrique, en jouant un rôle important et influent au Moyen-Orient. Par ailleurs, il faut avoir conscience des handicaps de la Russie, en particulier le faible poids de son économie qui ne crée qu'environ 2% du PIB mondial, et sa dépendance aux prix de l'énergie. Il faut également prendre en compte ses forces qui comprennent d'importantes forces conventionnelles, des armes de destruction massive modernes, des avantages énergétiques et une politique étrangère agressive, comme on a pu le voir en particulier au cours de la dernière décennie. Si la Chine est un gros défi pour l'Europe, la Russie représente une menace pour l'Europe, en particulier l'Europe centrale.

De mon point de vue, il y a deux tendances principales sur la scène internationale. La première est la montée d'un affrontement sino-américain, qui va sans aucun doute être l'élément dominant de notre siècle dans le système international, c'est une certitude. Si l'on compare avec la guerre froide, il y a une différence majeure : l'ampleur de la rivalité entre les États-Unis et la Chine. En effet, elle possède une composante économique et technologique qui n'existait pas pendant la guerre froide, donc dans un sens, les défis de la rivalité ou de la concurrence sont bien plus vastes. Cela ne sera pas comme la guerre froide car dans le même temps, au sein du système international, vous avez une deuxième dynamique qui se met en place, créée par l'apparition d'un monde multipolaire. En d'autres termes, ce qui caractérise le système international aujourd'hui et le rend plutôt complexe et instable est l'articulation entre la structure bipolaire et la structure multipolaire. Nous avons une combinaison des deux au niveau international, il faut donc garder les deux dynamiques en tête quand on réfléchit sur le sujet. La question importante est de comprendre comment les acteurs internationaux réagissent à ces dynamiques principales. De mon point de vue, cette nouvelle organisation du système international crée trois types d'acteurs que j'appelle les suiveurs, les spectateurs et les aventuriers. Les suiveurs sont ceux qui ont décidé, pour des raisons nationales, de choisir un camp dans le face-à-face sino-américain, et ils pensent renforcer le poids de leur pays en s'engageant dans cette rivalité.



Les relations transatlantiques, la Russie et la Chine



Ana Palacio

Avocate internationale, ancienne ministre des Affaires étrangères d'Espagne, ancienne première vice-présidente et conseillère juridique principale du Groupe de la Banque mondiale



Wang Jisi

Président de l'Institut des études stratégiques et internationales de l'université de Pékin



Igor Yurgens

Président du conseil d'administration de l'Institut du développement contemporain, vice-président de l'Union russe des industriels et des entrepreneurs

La loi écrite après la Deuxième Guerre mondiale n'est pas adaptée à la nouvelle réalité des transferts de pouvoir, des acteurs privés ou d'une multitude d'acteurs, d'un changement dans les instruments. La loi n'est plus ce qu'elle était; elle ne se résume plus seulement aux traités, mais inclut le droit souple. Cependant, l'élément le plus frappant à l'heure actuelle est sa contestation. Nous avons les Européens. Ils sont sans aucun doute les « porteurs des valeurs » de l'ordre fondé sur la loi. [...] Nous avons l'acteur « ambivalent » : les États-Unis, et c'est une posture historique. [...] Puis nous avons « l'opérateur doux », qui est la Chine. [...] Nous avons la Russie avec une stratégie claire, qui est disruptive. [...] Enfin, et ce n'est pas un point mineur – et c'est un signe d'espoir – il y a eu l'intervention de l'Inde. Le Premier ministre Modi a fait quelque chose de très intéressant : il a dissocié la démocratie de l'héritage du colonialisme. [...] Nous autres Européens avons un rôle à jouer pour convaincre les États-Unis qu'il est dans leur intérêt de mettre à jour l'ordre international fondé sur la loi en gardant ce qui est important – et il y a de nombreux composants importants – et de l'adapter. Pour ce faire, nous devons donner la parole à d'autres voix sur leur vision de la démocratie. Nous devons nous ouvrir à d'autres cultures, à d'autres formulations qui n'affaibliront les piliers de la démocratie, mais au contraire les adapteront à l'ordre fondé sur la loi du monde d'aujourd'hui.

Trois événements internationaux – le retrait américain d'Afghanistan, la querelle des pays occidentaux concernant l'accord AUKUS et la libération de Mme Meng Wanshou, directrice financière de Huawei – ont nourri la fierté nationale chinoise et réveillé le sentiment nationaliste du pays. Pékin voit les changements en Afghanistan comme un échec de la démocratie à l'occidentale dans un pays pauvre, ainsi qu'un reflet de la vague « essor de l'Est, déclin de l'Ouest » qui balaie la politique mondiale en général, et le déclin de la puissance américaine au Moyen-Orient en particulier. L'avantage de la Chine en Afghanistan et au Moyen-Orient est double. D'abord, la Chine peut utiliser ses capacités économiques et technologiques pour construire une relation avec le régime taliban alors que l'Occident ne peut s'y résoudre. En outre, la position diplomatique de la Chine n'est généralement pas insultante pour les gouvernements et groupes du Moyen-Orient et d'Asie centrale, renforçant encore la différence avec l'Occident. Cependant, la Chine a aussi des points faibles dans la zone. Pékin n'a que peu d'alliés et ses relations sociales et humanitaires sont limitées avec les États de la région. Il lui manque également des moyens solides pour protéger ses entreprises et citoyens quand ils sont en danger. Ce sentiment d'insécurité et d'incertitude explique pourquoi la Chine avance prudemment en Afghanistan d'un point de vue économique. En outre, la Chine ne souhaite pas qu'un allègement de la présence américaine au Moyen-Orient se traduise par une augmentation de sa présence dans le Pacifique.

En 2003, le président Poutine avait signé l'accord de partenariat et de coopération avec l'Union européenne, nous avions alors démarré la construction d'un espace commun pour l'économie et la sécurité. Aujourd'hui nous sommes dans la confrontation stratégique. Avec la République populaire de Chine, c'est le contraire, nous sommes passés du conflit de l'île Damansky il y a 50 ans à un partenariat stratégique solide aujourd'hui. Toutefois, le découplage des États-Unis et de la Chine représente actuellement un test difficile pour la Russie. Il engendrera davantage de volatilité sur les marchés financiers, la rupture des chaînes d'approvisionnement et bien d'autres problèmes pour l'économie et la politique étrangère russes. Cela m'amène à AUKUS. Il s'agit de la création d'un bloc militaire qui représente un nouveau danger pour la Russie. L'OTAN est un adversaire, mais il est connu et compris depuis 50 ans. L'AUKUS a été créé hors du périmètre connu, établissant ainsi un précédent. Si demain la Pologne demandait aux États-Unis de créer un bloc similaire avec les États baltes pour faire face à la Russie, la tension escaladerait considérablement. L'AUKUS est également un problème de taille pour la Marine russe, car de nouveaux sous-marins atteindront ses côtes pacifiques. La nouvelle zone dangereuse est l'Afghanistan. Je ne vais pas analyser la décision de Biden de se retirer, mais c'est une décision intelligente du point de vue de la confrontation avec la Russie car elle place les problèmes liés aux talibans à la frontière russe. Bien sûr, la Chine et le Pakistan sont également impliqués, mais la zone la plus tendue se trouve à la frontière Tadjikistan – Ouzbékistan. Ce sont des alliés et des partenaires de la Russie, soutenus par des installations militaires russes.



Josep Borrell Fontelles
Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, vice-président de la Commission européenne

La guerre, l'intervention militaire, n'est pas un instrument très efficace pour régler les conflits de l'après-Guerre froide. L'instrument militaire est nécessaire, même comme instrument dissuasif, mais, dans la pratique, son efficacité s'est montrée très limitée. Jusqu'à maintenant, les États-Unis faisaient face aux dangers du terrorisme islamiste. Ils ont été marqués, évidemment, par le 11 septembre, et il y a 20 ans qu'ils sont en train de *fight against terror*. Ils ont changé radicalement et, maintenant, le problème pour eux, c'est la Chine. Ils ont changé de scénario, ou disons qu'ils ont changé d'adversaire. Et il y a toute une dynamique pour encercler la Chine et bâtir une nouvelle alliance qui, cette fois-ci, n'est pas dans l'Atlantique, mais dans le Pacifique. Si c'est dans le Pacifique, c'est avec les pays du Pacifique, comme l'alliance pour faire face à la Russie s'était faite avec les pays qui faisaient face à la Russie, c'est-à-dire nous. La guerre contre la terreur islamiste est finie. Maintenant, il faut faire face à la Chine avec des alliés qui font face à la Chine du point de vue géographique et du point de vue économique. Cela nous mène à une deuxième guerre froide, à une bipolarité qui, cette fois-ci, se fera dans un cadre multipolaire. Je ne pense pas que ce soit dans l'intérêt des Européens. [...] Si l'Europe veut être un pôle dans cette multipolarité, il faut lutter contre cette force qui nous pousse à nous rétrécir dans notre environnement immédiat. Il faut avoir une stratégie indopacifique comme il faut avoir une stratégie pour le Golfe. Il faut être présent partout dans le monde, et en particulier dans le Pacifique. Mais pour cela, il faut en avoir la volonté.



Le monde digital après la pandémie



PRÉSIDENT :

François Barrault

Fondateur et président de FDB Partners, président de l'IDATE DigiWorld



Benoît Cœuré

Directeur du pôle innovation de la BRI, ancien membre du directoire de la BCE



Kazuto Suzuki

Professeur de politique scientifique et technologique à l'École supérieure de politique publique de l'université de Tokyo

Nous allons parler d'un sujet qui nous tient à cœur : le monde digital après la pandémie. Je pense que nous nous rappelons tous ce qu'il s'est passé le 11 septembre 2001, et je pense que la plupart d'entre nous vont se souvenir de ce qui s'est passé au mois de mars 2020. Le genre humain s'adapte, mais nous avons vécu une nouvelle tranche de notre vie d'une manière très chaotique. En parallèle, depuis quelques années, se tisse une révolution technologique sans précédent. Pour ceux qui connaissent un peu l'informatique, nous avons, il y a quelques années, les lois de Moore, c'est-à-dire que nous doublions la puissance informatique tous les 18 mois. Aujourd'hui, nous sommes sur une échelle de multiplication de puissance de 10 000 à 1 million sur 10 ans, aussi bien sur le domaine de la technologie, comme les puces électroniques, qui vont exploser, si tant est que l'on en trouve, les capteurs, les caméras avec de l'électronique et de l'intelligence embarquées, le edge computing, le cloud. La deuxième chose, ce sont les transmissions, avec l'apparition de la 5G, avec des temps de latence qui vont être divisés par 100 ou 500 et des vitesses de plusieurs GigaB par seconde. Enfin, c'est la puissance informatique qui permet, grâce à des logiciels, de rendre corrélées et pertinentes des données qui ne le sont pas. Quand vous ajoutez le choc de la pandémie à la révolution technologique, il y a un choc de culture et le cercle vertueux de l'innovation est assez simple à comprendre. La technologie change l'usage, l'usage change les business models, et les business models changent les vecteurs d'investissement qui vont dans les technologies. Cela tournait relativement lentement et cela s'est accéléré. Il y a donc tout un pan de l'économie, aujourd'hui, qui s'est retrouvé à plat, alors que d'autres pans comme le divertissement ou le e-commerce, ont absolument explosé.

Le Covid a changé le monde de nombreuses façons, et plus spécifiquement il a accéléré la transformation numérique. La finance est l'un des domaines concernés et je pense que ce qui se passe en ce moment dans le monde de la finance recèle des leçons utiles si l'on veut réfléchir au monde de demain. Je pense qu'il est juste de dire que la pandémie a enclenché la troisième phase d'une transformation de l'argent et des paiements. La première phase de cette transformation concernait l'expérience consommateur, ou ce que les techniciens appelleraient la partie visible des systèmes de paiements. [...] Lors de la deuxième phase, nous avons vu émerger ce que j'appellerais des systèmes de paiement en circuit clos. Cela a démarré avec la cryptomonnaie bien sûr, mais ensuite la cryptomonnaie a déçu les attentes en tant qu'instrument de paiement car elle s'est révélée très volatile. [...] Que va-t-il arriver maintenant et quel devrait être l'ordre de mission des autorités publiques pour la troisième phase après la pandémie ? [...] Il existe différentes réponses, complémentaires à ce qui se passe à l'heure actuelle. Une première réponse sera la réglementation, et il est très clair qu'il y a de larges parts de la finance décentralisée telle que nous la connaissons qui auront besoin de réglementations plus strictes. [...] Puis les autorités publiques vont également avoir de bonnes raisons d'émettre leurs propres actifs numériques qu'elles voudront placer au centre du système pour fournir les fonctions politiques clés qui sont pour l'instant fournies par l'argent des banques centrales. [...] Mon dernier argument, qui je pense est important pour cette conférence, concerne la coopération internationale. Il y a de bonnes raisons pour lesquelles la coopération internationale est nécessaire dans cette discussion. L'une des raisons est que le système financier est mondial et nous voulons qu'il le reste. [...] Nous ne devons pas nous mentir : de puissantes forces travaillent contre la coopération internationale dans ce domaine.

Laissez-moi juste vous donner une perspective sur les politiques sur les données et leur transfert dans le monde du point de vue du Japon. Au Forum économique mondial de 2019, le Japon a proposé une idée appelée le libre flux des données en toute confiance (DFFT), et également au sommet du G20 à Osaka. Ce concept vise à faciliter les activités transfrontalières et encourager l'e-commerce et les paiements numériques transfrontaliers. Cependant, il n'y a pas de règles pour l'instant car il existe plusieurs façons de gérer les données. Les États-Unis se concentrent sur l'entreprise, et c'est l'entreprise qui fait la collecte, la maintenance et la gestion des données. Alors qu'en Chine, les données sont collectées et contrôlées par l'État, et en Europe, le modèle de l'Union européenne se concentre davantage sur la propriété individuelle. Il existe différents modèles et règles et il y aura toujours des problèmes de gestion de ces transferts de données transfrontaliers. [...] Je pense que la pandémie a remis au premier plan la nécessité d'un flux international de données. Ce que le Japon essaie de faire à présent, c'est construire un terrain de confiance, qui permet de garantir que chaque autorité nationale gère les données de façon responsable. Cela garantit également que l'on se comprenne les uns les autres. Les accréditations et la reconnaissance mutuelle des lois et réglementations ont donc leur importance. Je pense que l'un des gros intérêts ici est qu'aujourd'hui, tout dépend de la taille des données. Quand vous essayez de faire de l'apprentissage machine et de développer l'intelligence artificielle, il vous faut des big data. La Chine seule compte une population de 1,4 milliard d'habitants et elle a des systèmes de collecte de données très concentrés et centralisés.



Le monde digital après la pandémie



Agnès Touraine

Présidente et fondatrice d'Act III Consultants, conseillère principale de McKinsey, ancienne présidente de l'Institut français des administrateurs



Patrick Nicolet

Fondateur et partenaire principal de Line Break Capital SA, ancien directeur des technologies de Capgemini



Carlos Moreira

Fondateur et président-directeur général de WISEKey, ancien expert en cybersécurité aux Nations Unies



Jean-Louis Gergorin

Maître de conférences à Sciences Po Paris, gérant de la société de conseil en cybernétique et aérospatiale JLG Strategy

Il y a aussi un impact vraiment important, c'est la vulnérabilité. C'est d'abord une vulnérabilité économique. Je me permets de vous rappeler la définition de la souveraineté économique. La souveraineté économique désigne l'état d'un système économique qui bénéficie d'un contrôle sur ses approvisionnements stratégiques. Aujourd'hui, on a manifestement une rupture d'approvisionnement en matière de puces et de bien d'autres matières premières également. Est-ce durable ou pas durable ? Les plus optimistes vous diront que ce n'est pas durable et que cela n'aura pas d'impact sur l'inflation. D'autres vous diront que nous sommes rentrés dans un nouveau cycle. Quoi qu'il en soit, le fait que l'on soit dépendant de l'approvisionnement en puces est quand même stratégiquement, pour un pays ou pour une région, quelque chose de fondamental. L'industrie automobile, aujourd'hui, est à l'arrêt ou quasiment à l'arrêt par manque de puces. Je vous rappelle que tous les secteurs stratégiques économiques sont des consommateurs très importants de puces. Il faut être très vigilant sur le fait de savoir si la souveraineté économique est un enjeu ou non. [...] On peut se poser la question du quasi-monopole des plateformes et des réseaux. Nous pouvons revenir sur l'impact des réseaux sociaux qui échappent à beaucoup de contrôles. Si j'injurie n'importe lequel de mes voisins dans la presse, je suis attaqué dans les 48 heures et j'en réponds devant le juge. Il n'y a rien de tel sur les réseaux sociaux, mais à un point où la manipulation des contenus est extrêmement préoccupante, notamment en période électorale, ce qui est le cas dans un certain nombre de pays.

L'émergence de ce que l'on appelle aujourd'hui l'économie de jetons se compose de trois catégories distinctes : 1) les cryptomonnaies, qui englobent toutes les monnaies numériques, 2) les jetons non fongibles ou NFT, qui correspondent à de la titrisation numérique d'actifs et 3) la blockchain, qui est l'infrastructure sous-jacente sur laquelle les cryptomonnaies et les NFT peuvent être créés et échangés. La blockchain est un système fermé réservé à ses participants, ainsi qu'une base de données distribuée. Les transactions sur la blockchain sont entièrement automatisées, rendant le résultat prévisible et immuable. La vitesse limitée inhérente à l'architecture du système de *preuve de travail* est un problème désormais résolu par l'approche de la *preuve d'enjeu*, qui consomme moins d'énergie et fonctionne plus rapidement. La blockchain peut avoir un impact positif sur la société, car l'infrastructure technologique sur laquelle elle repose permet à de nouveaux modèles économiques circulaires de prospérer. C'est aussi un moyen de lutter contre la corruption dans les pays pauvres. L'économie de jetons peut également être considérée comme une évolution durable, si nous veillons à ce qu'il existe pour elle un marché commercial adéquat. Les autorités sont souvent réticentes à laisser émerger des systèmes parallèles quand la monnaie entre en jeu, car elle a toujours été considérée comme souveraine. La création de plateformes de négociation numérique appropriées et réglementées sur lesquelles les titrisations et les jetons peuvent être échangés pourrait avoir un impact positif considérable et générer d'énormes profits, par exemple dans les domaines du e-commerce, de la musique, de la mode, des arts, dans l'immobilier, dans le secteur bancaire et dans bien d'autres encore.

Maintenant, tout le monde parle de l'accélération mais quel est le frein ? L'accélération est une économie à 10 billions de dollars avec Facebook, Apple, Google, Amazon, qui n'avaient aucune valeur il y a quelques années et qui sont maintenant en situation de monopole avec un développement de 40 % à 50 % par an. Quel est leur produit ? Que vendent-elles ? Ils nous vendent nous et c'est parce qu'ils ne nous traitent pas comme des humains, ils nous traitent comme des consommateurs. Nous sommes des consommateurs pour eux, et les consommateurs n'ont pas de sentiments, ou se moquent que vous ayez ou non une famille. Les consommateurs sont une chose dont on se débarrasse à la minute où ils arrêtent de consommer. Cette énorme plateforme qui a été créée a en fait une croissance exponentielle. Les humains sont linéaires donc pour que j'aille d'ici à là, je dois le faire pas à pas, je ne peux pas juste sauter et me rendre quelque part. La technologie est exponentielle, 12, 24, 64, 128, et ce caractère exponentiel est accéléré par le fait que les technologies convergent pour la première fois. C'est similaire à la situation de la Renaissance, où la géométrie, l'architecture, etc., étaient en convergence. Maintenant, nous sommes dans un processus de convergence avec la blockchain, l'intelligence artificielle et l'IoT qui connecte un billion d'appareils par an et croît pour atteindre quelque 30 billions d'appareils ; tout va être connecté. La question est où ces objets sont connectés et quel rôle les humains ont dans cette interconnexion. [...] Ce matin, tout le monde parlait de la guerre froide et nous n'y sommes plus, nous sommes dans une guerre invisible. La guerre invisible entre des pays qui veulent contrôler le métavers. Imaginez le métavers comme un énorme Cloud, si votre pays n'est pas là et ce Cloud n'a pas d'espace pour lui, vous êtes colonisés par d'autres, vous n'existez pas.

Comment assurer la paix, la stabilité et la sécurité dans cet espace numérique qui est ainsi, en quelque sorte, déformé par cette utilisation offensive ? Je crois qu'il faut distinguer deux choses. En ce qui concerne les réseaux sociaux, il n'y a pas d'action internationale possible, à mon sens. En revanche, il y a une régulation des réseaux sociaux qu'il appartient aux États de faire, notamment à ceux qui en ont la tutelle directe et je pense aux États-Unis, ou qu'il appartient aux réseaux sociaux eux-mêmes d'opérer par une autodiscipline pour lutter contre les *fake news*. Deuxièmement, sur l'autre aspect, le *hacking*, qui peut donner lieu à des escalades pouvant devenir un jour hors de contrôle, c'est-à-dire des sortes de pandémie numérique, il est essentiel d'arrêter cette escalade. Mais pour arrêter cette escalade, je ne crois pas que les discussions purement limitées au numérique suffisent. [...] Ce qu'il faut, c'est intégrer la discussion du sous-jacent géopolitique des conflits et les discussions sur la modération, la limitation de l'utilisation offensive du cyberspace. Il convient d'avoir un forum pour cela, et je pense que le forum le plus légitime est celui du Conseil de sécurité des Nations Unies. Le président Macron avait lancé l'idée d'un sommet des membres du Conseil de sécurité qui n'a pas encore abouti. Elle pourrait être reprise en se focalisant sur ce sujet central de la sécurisation du cyberspace. Pour cela, il faut évidemment que les chefs d'État ouvrent la voie à des conversations entre leurs experts numériques. Mais, parallèlement à ces discussions sur l'espace numérique, il faut qu'il y ait une discussion sur le sous-jacent géopolitique et stratégique, c'est-à-dire les conflits.



PRÉSIDENT:
Thomas Gomart
Directeur de l'Ifri

L'Asie et la rivalité sino-américaine



Hiroyuki Akita
Chroniqueur de *Nikkei*, Japon



Renaud Girard
Grand reporter et correspondant de guerre du *Figaro*



Lee Hye Min
Conseiller principal de KIM & CHANG, ancien sherpa du G20, ancien ministre adjoint du Commerce de Corée, ancien négociateur en chef pour l'ALE Corée-Union européenne

La compétition entre les États-Unis et la Chine s'intensifie et devient de plus en plus profonde. Avant cette pandémie, deux puissances se disputaient l'hégémonie technologique et la primauté géopolitique, principalement dans le domaine maritime. Mais maintenant, un des principaux domaines de compétition entre les États-Unis et la Chine concerne la suprématie de leur système politique. Selon les États-Unis, la nature du régime du Parti communiste chinois (PCC) est en partie responsable de la situation pandémique actuelle. Washington considère que si le PCC autorisait la liberté d'expression et de la presse, Pékin aurait pu détecter et réagir plus rapidement à une première épidémie de Covid à Wuhan. Au lieu de cela, l'épidémie aurait apparemment été dissimulée au stade initial, et le PCC n'a pas pu empêcher les infections au Covid de se propager dans le monde. D'un autre côté, la Chine estime que le système du PCC est supérieur à la démocratie américaine, et que les situations actuelles liées au Covid en Chine comme aux États-Unis le prouvent. La Chine soupçonne également les États-Unis de vouloir affaiblir voire renverser le régime du PCC à terme. La rivalité qui oppose ces deux puissances par rapport à leurs systèmes politiques est bien plus sérieuse qu'une compétition à caractère technologique ou géopolitique. À court terme, il semble que la Chine soit dans une position plus favorable que les États-Unis. L'équilibre du pouvoir militaire dans la zone indopacifique s'est progressivement déplacé du côté de Pékin. Dans le domaine économique, les pays asiatiques s'appuient de plus en plus sur la Chine plutôt que sur les États-Unis. La Chine est un acteur majeur du nouveau cadre économique de l'Asie-Pacifique, le partenariat économique régional global (RCEP).

Je pense que ce que Xi Jinping veut léguer à la Chine de son passage au pouvoir, est la récupération de Taiwan. Je pense même que cela frise l'obsession chez lui. Cependant, je ne pense pas que dans ce conflit, la Chine souhaite livrer bataille. La Chine, depuis Sun Tzu, veut gagner les guerres sans livrer bataille, donc je n'imagine pas du tout une bataille de la mer de Corail ou une bataille de Midway pour le contrôle de Taiwan. Je vois plutôt une stratégie sur deux axes. Le premier est évidemment une cinquième colonne à l'intérieur de Taiwan grâce au parti Kuomintang, qui s'affaiblit face au parti de Mme Tsai mais qui est tout de même très présent, je crois qu'il y a une vraie politique de la Chine continentale à l'égard du Kuomintang à Taiwan. Le deuxième axe est une politique de patience. [...] Je pense que le calcul chinois consiste simplement à avoir une patience stratégique et attendre que les Américains se retirent, pour une raison ou pour une autre, qui peut être une raison de politique intérieure américaine, et que les Taïwanais comprennent qu'ils n'ont pas d'autre choix que de rejoindre la Chine et négocier le maximum d'autonomie. La Chine a construit une marine extrêmement forte pour intimider, elle poursuit la cyberguerre: les Chinois mènent une cyberguerre permanente, non seulement contre l'Australie en ce moment, mais aussi pour espionner en France et aux États-Unis. Cependant, c'est une stratégie de rapport de forces et je ne pense pas que nous allons vers la « guerre chaude », la guerre navale telle que nous l'avions connue dans la première guerre du Pacifique. Cette deuxième guerre du Pacifique qui a commencé est une guerre de rapport de forces, une guerre d'intimidation avec l'usage de la cyberguerre et qui a pour but d'obtenir que les Taïwanais eux-mêmes se livrent à la Chine, simplement au regard des rapports de forces.

L'escalade de la tension et du conflit entre les États-Unis et la Chine est un souci bien plus important pour la Corée que pour n'importe quel autre pays du fait de son histoire et de sa géographie. L'alliance militaire avec les États-Unis est la colonne vertébrale de la politique étrangère de la Corée mais il faut noter que plus de 30 % du total des exportations de la Corée vont en Chine et à Hong Kong, et la Corée est la plus grande source des importations de la Chine. En outre, et c'est peut-être le plus important, les États-Unis et la Chine sont deux partenaires indispensables de la Corée pour gérer la menace de la Corée du Nord, maintenir la paix et la stabilité dans la péninsule coréenne. Il est pratiquement impossible pour la Corée de séparer les problèmes économiques et géopolitiques et je pense que l'idée d'une séparation économique d'avec la Chine est invraisemblable pour la Corée. En tant qu'alliée des États-Unis, la Corée suivra les tendances stratégiques des États-Unis, et cela a été confirmé au sommet en face-à-face des deux pays en mai à la Maison Blanche. Cependant, il serait difficile pour la Corée de rejoindre une initiative ciblant spécifiquement la Chine. L'ordre politique international que nous souhaitons voir est non exclusif, et nous attachons une grande valeur à la coopération avec tous les pays du monde car plus de 90 % du PIB de la Corée vient du commerce extérieur. Comment rester un bon et loyal partenaire des États-Unis sans provoquer la Chine est le défi principal de la Corée pour les années à venir.



L'Asie et la rivalité sino-américaine



Mayankote Kelath Narayanan

Président exécutif de CyQureX Systems Pvt. Ltd., ancien conseiller principal et conseiller en sécurité nationale du Premier ministre d'Inde



Marcus Noland

Vice-président exécutif et directeur d'études au Peterson Institute for International Economics



Wang Jisi

Président de l'Institut des études stratégiques et internationales de l'université de Pékin

Le continent asiatique est probablement celui comptant le plus de conflits internationaux à l'heure actuelle. La rivalité sino-américaine a des conséquences très importantes dans une Asie déjà marquée par les tensions entre la Chine et l'Inde autour de leur frontière terrestre en Himalaya. Il y a eu une reprise du conflit en juin dernier suite à l'agression injustifiée de la Chine sur les hauteurs de Galwan au Ladakh, ce qui n'a fait qu'empirer la situation. Contrôler les ambitions expansionnistes de la Chine est crucial, mais l'Asie, à elle seule, n'en est peut-être pas capable. Dans l'intervalle, la Chine étend son influence sur l'Asie, grâce à l'Initiative « la ceinture et la route » qui, bien que dissimulée derrière une initiative économique et de développement, cache une dimension stratégique. La question qui s'élève parmi les pays asiatiques est de savoir si les États-Unis souhaitent réellement contrôler les ambitions chinoises. Parler du Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (les États-Unis, l'Inde, le Japon et l'Australie) et de l'AUKUS, (l'Australie, les États-Unis, le Royaume Uni) en Asie, ainsi que de l'autre QUAD en Asie occidentale (États-Unis, Émirats arabes unis, Israël et Inde) est intéressant, mais ces alliances doivent prouver qu'elles peuvent, ou veulent, repousser la Chine. Les gouvernements du monde libre doivent s'allier pour prévenir l'expansionnisme de la Chine. La Chine de Xi Jinping semble rappeler la Chine de Mao en 1958-59 par certains aspects, et il existe des tensions internes qui gangrènent le Parti communiste chinois (PCC). Elles pourraient être exploitées par les nations démocratiques pour élargir les lignes de faille au sein du PCC, ce qui pourrait être plus efficace pour contenir la Chine qu'un conflit ouvert.

Les attitudes américaines envers la Chine se sont durcies dans tout le spectre politique, que ce soit au niveau des masses ou au niveau des élites. Ce consensus semble pouvoir être largement attribué à l'idée que le gouvernement chinois est impliqué dans une attitude de plus en plus oppressive intérieurement et de plus en plus agressive extérieurement. [...] L'administration Biden a critiqué la Chine sur son refus de coopérer à une enquête indépendante rigoureuse sur les origines du Covid-19 et a réaffirmé la qualification de génocide par l'administration Trump de la situation dans le Xinjiang. Avec le retour du Quad et l'accord récent des sous-marins AUKUS, les États-Unis tentent de trouver une alliance militaire pour atteindre l'équilibre avec la Chine dans la région indo-pacifique. Le problème de cette stratégie est que la Chine est le partenaire commercial principal de la plupart des pays de la région et que les États-Unis n'ont pas de composant économique robuste pour les accompagner. [...] En termes d'émissions de CO₂ issues d'usines à charbon en cours, la Chine représente 54 %, l'Inde 11 %, l'Indonésie 7 %. Ces trois pays asiatiques représentent à eux seuls 71 % des prévisions d'augmentation d'émissions de CO₂ issues d'usines à charbon, donc toute solution au réchauffement climatique doit inclure la Chine. La question en suspens est de savoir si les États-Unis et la Chine peuvent coopérer sur certains problèmes comme le changement climatique tout en continuant de travailler sur d'autres problèmes plus épineux, comme la Corée du Nord où leurs intérêts ne sont pas tout à fait les mêmes, tout en étant en désaccord sur d'autres questions, y compris des questions de politiques intérieures sensibles comme le génocide dans le Xinjiang. L'administration Biden veut poursuivre ce genre d'approche multifacette, mais on a très peu d'indices sur le succès ou non d'une telle approche.

L'environnement externe n'est pas favorable à la Chine. D'abord, des rapports médiatiques indiquent que l'opinion publique dans les pays occidentaux, au Japon, en Corée du Sud et en Inde est de plus en plus défavorable à la Chine. En outre, les pays du QUAD entendent empêcher la Chine d'atteindre une hégémonie en Asie. Cependant, ces développements négatifs pour la Chine sont quasiment passés sous silence dans le pays et la population les ignore. Les médias chinois sont remplis de « triomphalisme chinois », ce qui empêche Pékin de se montrer conciliante avec les pays hostiles à la Chine. Dans ces circonstances, la Chine ne va pas reculer sur les grosses questions de politique internationale ou adoucir son ton, en paroles tout du moins. Cependant, bien que la Chine soit engagée dans une stratégie de concurrence à long terme qui pourrait durer des décennies, Pékin et Washington ont des impératifs nationaux dont elles doivent s'occuper à l'heure actuelle. D'un autre côté, il n'est pas facile pour les deux pays d'améliorer leurs relations de façon notable, car la Chine est inquiète de l'enquête américaine sur l'origine du Covid-19, d'un éventuel boycott des Jeux Olympiques d'hiver, et de l'invitation de Taïwan au sommet pour la démocratie. À l'avenir, plutôt qu'une improbable crise militaire dans le détroit de Taïwan, le « découplage technologique » et le danger d'une cyberguerre sont de bien plus grandes sources d'inquiétude. La rivalité sino-américaine est, fondamentalement, un jeu entre l'ordre national chinois soutenu par le Parti communiste chinois et l'ordre international soutenu par les États-Unis. Par conséquent, l'attitude internationale de la Chine est de nature principalement défensive. L'intensification récente de la campagne de propagande anti-américaine par la Chine s'adresse bien plus au public national qu'à un auditoire international.



PRÉSIDENT :
Thierry de Montbrial
Fondateur et président
de l'Ifri et de la WPC



Kevin Rudd
Président de l'Asia Society Policy Institute, ancien Premier ministre d'Australie

Sur la politique intérieure chinoise, je pense qu'il est juste de dire que Xi Jinping a déplacé le centre de gravité du Parti communiste chinois davantage à gauche pendant ses neuf années de mandat. Si vous regardez l'impact combiné de ces mesures sur les neuf dernières années, les politiques chinoises sont plutôt différentes maintenant de ce qu'on avait à la fin de la période Hu Jintao en novembre 2012.[...] Xi Jinping veut voir la réaffirmation du Parti-État. Il n'aime pas que les milliardaires chinois deviennent des exemples pour la jeunesse du pays à l'avenir. Il croit également que pour garder le pouvoir, il doit superviser une plus grande redistribution de la richesse aux classes ouvrières chinoises et aux classes moyennes inférieures. Il est également convaincu que tout cela est nécessaire pour assurer la réalisation à long terme de son ambition nationale pour la Chine de devenir une superpuissance mondiale d'ici 2049. Il est convaincu que cela ne peut arriver que si l'État est aux commandes. [...] Xi Jinping a compris que le nationalisme intérieur offrirait un autre pilier à la légitimité politique intérieure du PCC. [...] Il devient un pilier de légitimité d'autant plus important à mesure qu'une remise en question commence à apparaître sur le ralentissement de la croissance économique, les actions entreprises contre la classe entrepreneuriale chinoise et le possible ralentissement du miracle économique des 35 dernières années qui offrirait moins à l'avenir qu'il ne l'a fait dans le passé. Cela rend le nationalisme plus important. Qu'est-ce que cela signifie en pratique ? Cela signifie dans la prochaine décennie, si Xi Jinping est réélu, nous verrons une Chine s'imposer de plus en plus sur Taïwan, la Mer de Chine du Sud, la Mer de Chine orientale, sur ces politiques avec ses 14 pays voisins. Nous allons également voir une politique économique internationale chinoise plus affirmée, une position plus affirmée de la Chine dans l'ordre international fondé sur des règles et une Chine qui tente d'améliorer sa position dans le système des Nations Unies, au sein du mécanisme Bretton Woods, et aussi par de nouvelles institutions multilatérales créées par la Chine elle-même. Où tout cela nous mène-t-il d'ici la fin de la décennie ? Je pense que nous ne devrions pas anticiper d'actions rapides de la Chine contre Taïwan. Non pas parce la Chine a renoncé à l'usage de la force mais parce que la Chine croit que l'équilibre des forces sera davantage à son avantage contre les États-Unis à la fin de la décennie plutôt qu'au début.

La santé, enjeu de gouvernance mondiale : les leçons de la pandémie du Covid-19



PRÉSIDENT:

Michel Kazatchkine

Ancien directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, Senior Fellow au Global Health Centre de l'Institut de hautes études internationales et du développement, Genève


Christian Bréchet

Président du Global Virus Network


Juliette Tuakli

Présidente-directrice générale du groupe médical CHILDAccra, présidente du conseil d'administration de United Way Worldwide

My introduction to the session emphasized the four following points: First, the pandemic is not yet over. The pandemic remains a global emergency and that the future remains uncertain. Second, the world was not prepared. Although public health officials, experts, and previous international reviews had warned of potential pandemics since the first outbreak of SARS, Covid-19 took large parts of the world by surprise. National pandemic preparedness has been vastly underfunded, despite the clear evidence that its cost is a fraction of the cost of responses and losses incurred when an epidemic occurs. Third, we must work together to end this pandemic. Equitable delivery of Covid-19 vaccines under the current system, remains painfully slow. Global solidarity to address the pandemic is far away today from where we would like it to be. Fourth, as we work together to end this pandemic, we must act urgently to avert the next. At the time of the WPC, we were looking forward to the Rome G20, the World health Assembly (WHA) and the UN GA to take decisions on funding preparedness and response to pandemics and on reforming global health governance. The positive move since the WPC has been the decision by the WHA to launch negotiations for a future pandemic treaty or agreement.

Nous ne devons jamais oublier le problème des conséquences médicales à long terme et la portée réelle de ce que nous appelons le Covid-19 long. C'est un domaine où il y a toujours beaucoup d'incertitude. [...] Aurons-nous de nouveaux variants? Oui, tant que le virus circule. Seront-ils sensibles aux vaccins? Pour l'instant, oui, mais nous ne pouvons pas vraiment prédire l'avenir. Il est important de noter que nous avons les outils pour l'analyse génomique en temps réel des maladies infectieuses. Il s'agit alors d'organiser les capacités sur site partout dans le monde pour le séquençage, ainsi que le partage des données, pour cette pandémie et pour le futur. C'est une problématique cruciale. Je ne veux pas discuter de tous les vaccins, de toute évidence les vaccins à ARN sont en tête, et leur efficacité globale est remarquable. Ils préviennent l'hospitalisation et le décès, avec moins de 0,01% des personnes vaccinées hospitalisées aux États-Unis, et les décès du Covid-19 surviennent principalement dans la population non vaccinée. [...] L'inégalité vaccinale est un point essentiel. Je veux simplement mentionner un article très récent publié dans *Science*, qui s'appuie sur la modélisation mathématique et qui démontre l'impact réel du nationalisme vaccinal sur les dynamiques et le contrôle du SARS-CoV-2 et le retour sur investissement que nous pouvons obtenir avec une stratégie mondiale. [...] Les dépistages ont été très sous-estimés et seront un élément-clé pour les futures pandémies : nous avons maintenant à notre disposition des tests rapides salivaires, des tests moléculaires, à bas coût et très faciles à développer dans les pays à revenu faible. Nous avons également besoin de changer nos schémas organisationnels. Je suis le président du Global Virus Network. Il existe de nombreux autres réseaux, mais ce que nous devons vraiment accomplir, c'est la fusion des centres du monde entier pour fournir une véritable expertise.

La pandémie a mis en lumière les inégalités sanitaires existantes, ainsi que d'autres faiblesses systémiques, telles que la déficience, l'inefficacité et l'inégalité des systèmes de santé. En outre, il existait des faiblesses dans les arrangements financiers au niveau régional et national pour se procurer les médicaments adaptés et les vaccins ainsi qu'un manque de synchronisation de politiques de régulation de la santé sur l'ensemble du continent africain. [...] Le rôle des philanthropes et des sociétés civiles dans le domaine de la santé s'est également révélé d'une importance primordiale. United Way Worldwide, dont je suis la présidente, a levé plus d'un milliard de dollars au cours des dix-huit derniers mois, venant ainsi en aide à plus de 27 millions de personnes affectées par la pandémie. [...] Il est maintenant temps pour nous autres Africains de nous engager dans la fabrication de nos propres médicaments et de démarrer des politiques et des programmes médicaux qui fonctionnent spécifiquement pour nous. En outre, si l'on se tourne vers la scène mondiale, il est important de ne pas nous contenter de nous associer avec d'autres groupes et agences, mais d'atteindre un statut égal au sein de ces relations. Il doit y avoir une égalité dans les partenariats à partir de maintenant en matière de santé et de politique de santé, afin que nous puissions effectivement faire partie de la solution et pas seulement du problème en Afrique en matière de santé mondiale. [...] L'Afrique a reçu un cinquième des vaccins promis au départ. On nous critique de ne pas avoir vacciné suffisamment de monde sur le continent, mais je rappelle que nous n'avons pas reçu le nombre de vaccins promis ou attendu, loin de là.



La santé, enjeu de gouvernance mondiale : les leçons de la pandémie du Covid-19



Jean Kramarz
Directeur des activités Santé du groupe AXA Partners



Robert Sigal
Directeur général de l'Hôpital américain de Paris



Haruka Sakamoto
Professeure adjointe à la faculté de médecine, département de la politique et de la gestion de la santé de l'Université Keio

La santé est un enjeu stratégique et à ce titre, les gouvernements devraient investir massivement dans la santé avant qu'une crise ne se produise, pas après. Les stocks de produits médicaux devraient être traités avec la même attention que les moyens militaires. La chaîne d'approvisionnement des produits médicaux doit également être sécurisée, ce qui implique une relocalisation de l'industrie pharmaceutique au plus près des consommateurs. Les professions médicales devraient être dotées en personnel et payées à un niveau suffisant pour que les soignants puissent se rendre disponibles lors des pics. Cela aura un coût et il serait judicieux de prendre conscience que la santé sera encore plus chère à l'avenir qu'elle ne l'est aujourd'hui. L'autre domaine dans lequel il faut investir est la confiance. Les stratégies de santé publique peuvent être gravement compromises par le manque de confiance. La confiance dans les politiques de santé publique doit se construire avec une vision à long terme à travers les outils de communication du XXIème siècle que sont les réseaux sociaux.

Ce qui rend la lutte efficace est la coordination entre les médecins généralistes et les hôpitaux, et, de façon moins évidente, entre le secteur privé et le secteur public. Le mailon le plus important a été la coordination orchestrée par les agences publiques. En France, en région parisienne, qui compte environ 10 millions d'habitants, vous avez l'Agence régionale de santé. Elle a joué un rôle essentiel dans la distribution de médicaments et de masques quand il y a eu des pénuries, dirigeant les patients vers les hôpitaux adéquats. [...] Le deuxième point est l'anticipation : les hôpitaux sont légalement obligés d'avoir un plan d'urgence, donc nous devons être capable de gérer un afflux de blessés ou de décès. [...] L'anticipation au niveau des infrastructures est encore plus importante. En 2020, l'Allemagne comptait 34 lits de réanimation pour 100 000 habitants, la France 16 et l'Italie 8,6. Bien sûr, la décision d'augmenter ou pas le nombre de lits est essentielle. Un autre élément d'anticipation, et pas des moindres, sont les compétences. Les respirateurs et des lits sont inutiles si vous n'avez pas d'infirmiers compétents, de réanimateurs ou de médecins pour travailler en réanimation. Le troisième point est la technologie. [...] Aujourd'hui, les hôpitaux sont tous numérisés, nous partageons les images et les données. C'est une impulsion très importante et bénéfique qui a découlé d'un conflit armé. [...] J'aimerais finir sur la remarque suivante : bien sûr, nous avons appris au cours des dix-huit derniers mois que les États avaient, à raison, renforcé leur rôle. Cependant, à l'avenir, nous ne devons pas mener le même combat. Les GAFA émergent rapidement maintenant et bien qu'ils ne soient pas des acteurs importants de la santé pour l'instant, ils le seront dans les 5 à 10 ans à venir et tiendront un rôle essentiel. Nous ne pouvons pas oublier ces éléments et nous contenter de livrer les mêmes batailles, nous devons être prêts pour les batailles futures.

La gouvernance sanitaire mondiale est souvent évoquée en termes négatifs, tels que l'affaiblissement de l'OMS, l'absence de leadership et le conflit entre les États-Unis et la Chine qui se retrouve mêlé à la santé mondiale. Tout cela est vrai, l'OMS demeure confrontée à de nombreux défis, et la gouvernance sanitaire mondiale n'a pas été suffisamment efficace face à cette pandémie. D'un autre côté, il faut également noter que l'OMS coopère avec tous les États membres, en particulier au niveau national et les leçons tirées des pandémies précédentes ont joué un rôle majeur dans la gestion du Covid-19, comme on peut le voir avec la CEPI. Les structures de solidarité internationales, comme Covax, même si elles sont imparfaites, ont été utiles. Nous devons également réfléchir à l'importance de la coopération bilatérale ainsi qu'à la présence de plus en plus importante de la Chine dans le domaine de la santé mondiale, et à la façon de gérer cette présence. Alors que le G7 ou le G20 jouent depuis longtemps un rôle essentiel dans l'articulation de la gouvernance sanitaire mondiale, plusieurs autres plateformes ont émergé récemment comme le Quad. Il est difficile de dire quel pays, organisation ou plateforme devrait prendre la direction des opérations dans l'après Covid-19, mais il est urgent de réexaminer les termes de la gouvernance sanitaire mondiale pour répondre à la pandémie de Covid-19 et aux pandémies futures.



Santé mondiale : technologie, économie et éthique



PRÉSIDENT :
Patrick Nicolet
Fondateur et partenaire principal de Line Break Capital SA,
ancien directeur des technologies de Capgemini



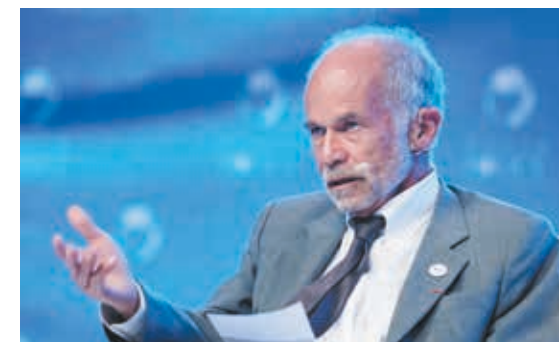
Jacques Biot
Administrateur de sociétés et consultant senior dans le
domaine des télécommunications et de l'intelligence
artificielle, ancien président exécutif de l'École
polytechnique de Paris

L'innovation doit être socialement acceptable, économiquement viable et technologiquement réalisable. Dans le domaine de la santé, nous nous sommes arrêtés trop souvent sur ce dernier critère en négligeant, voire en oubliant, les deux premiers, en partie parce qu'il s'est avéré compliqué de mesurer lesdits critères sociaux et économiques dans le contexte de la santé publique. Cependant, on assiste au développement d'une tendance dans la conception technologique qui illustre un changement récent vers une approche plus holistique. Il s'agit de la conception centrée sur la planète et son ambition est de prendre en compte toutes les externalités négatives. Elle est particulièrement intéressante car elle considère l'environnement dans lequel vivent les individus comme un facteur clé de leur bien-être. Elle se différencie en cela de l'approche traditionnelle centrée sur le produit qui se concentrait uniquement sur la faisabilité technique, ainsi que de l'approche centrée sur les personnes qui, malgré des intentions honorables, limitait les individus à leur rôle de consommateurs. Ces débats entre les différentes approches de la conception de la technologie sont loin d'être anecdotiques. Ils ont un impact direct sur la confiance que les individus et les sociétés accordent à la science et à la technologie. Le grand public a de plus en plus conscience de l'impact négatif des entreprises technologiques qui se servent d'abord elles-mêmes aux dépens de la population qu'elles sont censées aider. Si l'on se réfère aux cycles technologiques passés, c'est en général le signe que la phase de croissance incontrôlée du cycle actuel des technologies de l'information, qui affecte entre autres le système de soins, arrive à son terme, et que cette crise dans laquelle nous nous trouvons n'est que le début d'un âge d'or où la technologie est utilisée au profit du plus grand nombre.

Mon intervention aborde la difficulté de réconcilier l'offre et la demande dans le domaine en perpétuelle expansion des services et produits de la santé. Je propose d'introduire des élan stratégiques pour maximiser le bénéfice pour la société dans ce domaine qui, à l'heure actuelle, n'est dirigé par aucune force invisible. La classification internationale des maladies établie par l'OMS liste un total de 55 000 codes pour autant de définitions de maladies. La recherche de traitements pour ces maladies représente plus de 280 000 essais « interventionnels » en cours dans le monde. Bien que cet immense effort de R&D résulte en des traitements plus efficaces, le financement de l'innovation, principalement issu de fonds publics, est limité. S'il existe des outils pour mesurer la charge relative des maladies et estimer les effets des interventions, le processus d'évaluation, bien qu'inévitable et scientifiquement indisputable, n'offre aucun indice, et ce n'est pas son intention, sur l'ordre de priorité de traiter la maladie A plutôt que la maladie B, quand les ressources sont restreintes et ne permettent pas de traiter les deux. Par conséquent, les payeurs ne savent pas vraiment comment diminuer les dépenses de santé de manière stratégique. Il est grand temps de renforcer la recherche et l'enseignement en épidémiologie et en économie de la santé. L'amélioration rapide de la collecte et de la gestion des données, par le biais d'outils de communication à haute performance et d'intelligence augmentée, devrait permettre une définition plus informée et consensuelle des préférences publiques en termes de politique de santé, qui servirait de base pour l'allocation des ressources publiques à tous les acteurs de la santé.



Santé mondiale : technologie, économie et éthique



Daniel Andler

Professeur émérite de Sorbonne Université, membre de l'Académie française des sciences morales et politiques



Kim Sung-Woo

Président-directeur général de MiCo BioMed Co. Ltd.



Carlos Moreira

Fondateur et président-directeur général de WISeKey, ancien expert en cybersécurité aux Nations Unies

L'éthique est importante dans le domaine de la santé. Non pas parce que chacun a droit à la santé et qu'il est de notre devoir individuel et social de la fournir, mais parce que s'acquiescer de ce devoir n'est pas simple. Selon le philosophe Joseph Raz, « L'éthique cherche à donner de la substance à la catégorie générale du bien ». Plus précisément, pourquoi l'éthique est-elle au cœur des soins de santé ? Parce que les bénéficiaires sont des personnes qui, individuellement ou collectivement, ont beaucoup en jeu, constituent un marché captif et sont vulnérables ; quand on est malade, on est vulnérable. Parce que tout au long de la chaîne des soins, il y a des professionnels et des acteurs qui ont leurs propres exigences éthiques ; et parce que les soins de santé sont une demande parmi tant d'autres pour les individus, les communautés et la société en général. Une des difficultés soulevées par l'éthique des soins de santé est d'ordre conceptuel. La santé est un bien très contesté, sujet à des interprétations variables. La santé et les soins dépendent de facteurs économiques, politiques, sociaux et surtout culturels. Un autre problème, commun à tous les domaines de la pratique humaine, est l'absence de lien direct entre les principes et les pratiques sur le terrain. Et bien sûr, comme toujours, les exigences éthiques des différentes parties prenantes ne sont pas toujours alignées ; l'éthique est une question de dilemmes. La technologie change profondément le domaine de la santé, à la fois, et c'est une évidence, en tant que bénéfice direct pour les personnes, mais également en tant qu'outil de participation démocratique et de débat éthique. La technologie ouvre également la porte à des pratiques inédites qui soulèvent des questions éthiques tout aussi inédites.

Le National Institute of Health (NIH) aux États-Unis a investi des sommes considérables dans le développement de médicaments pendant 50 ans. Cependant, ils ont constaté qu'ils ne parvenaient pas à faire de progrès notables. Ils ont donc décidé de changer leur politique pour se concentrer sur la prévention plutôt que sur le traitement. La prévention des maladies par un diagnostic pertinent devrait être plus efficace. Au début de l'année dernière, l'OMS a annoncé que l'épidémie de Covid-19 devenait rapidement une pandémie. De nombreuses entreprises de diagnostic ont immédiatement produit des kits de tests PCR efficaces et fiables pour détecter le Covid-19 à grande échelle. Cependant, l'échantillonnage et le transport des prélèvements humains posaient un problème majeur. Il y a un risque de fuite ou de mélange des prélèvements, menant à des faux résultats. Par conséquent, un diagnostic rapide et fiable par des systèmes d'analyse hors laboratoire (POCT) est nécessaire pour réduire ce risque en manipulant les prélèvements sur place. Nous et d'autres entreprises développons à l'heure actuelle des systèmes de diagnostic efficaces améliorés qui sont plus fiables, plus compacts et moins coûteux. Ce type de système POCT peut être utilisé à domicile ou sur le terrain pour surveiller, dépister et contrôler les maladies infectieuses en situation d'épidémie ou de pandémie en toutes saisons et en tous lieux. Les individus peuvent vérifier leur état de santé par le biais de kits de détection portables, transférer leurs résultats à un programme d'intelligence artificielle relié au big data et recevoir un rapport de confirmation du cabinet du médecin ou de la tour de contrôle gouvernementale.

La bonne nouvelle est que, dans le cadre de la quatrième révolution industrielle, le pouvoir d'une meilleure santé sera de plus en plus entre les mains des individus. Au fur et à mesure que ce pouvoir sera transféré, des groupes d'individus seront à la fois inspirés et habilités à en partager les bénéfices. Mais le ferons-nous ? Et si oui, comment ? Le progrès sera-t-il ralenti alors que les compagnies pharmaceutiques font grimper le coût des médicaments essentiels, les groupes médicaux le coût des services hospitaliers et les assurances le coût des polices ? Alors que nous luttons toujours contre une pandémie mondiale, les solutions pour un meilleur système de soin ne se résument pas à de meilleurs outils. Le principal défi, et donc là où il est essentiel d'agir, concerne la collaboration et la coopération numériques. Si le contrôle individuel permet de maîtriser les coûts, les traitements dont nous avons le plus besoin (comme les vaccins) sont toujours entre les mains de groupes qui, dans de nombreux cas, n'ont aucune obligation de placer la valeur humaine au-dessus de la valeur fiscale. Pour remédier à une pandémie bien plus vite que celle à laquelle nous sommes toujours confrontés, la priorisation doit se déplacer au niveau mondial. Et si les entreprises n'adaptent pas d'elles-mêmes leur mode de fonctionnement dans le monde numérique, il existe d'autres moyens collectifs d'atteindre ce résultat essentiel. Pendant des décennies, l'ambition technologique dans le domaine de la santé a souvent pris le pas sur l'ambition humaine. D'un côté, il semble que la technologie ait toujours eu une longueur d'avance, en présentant aux masses des améliorations élémentaires à notre vie : le feu, l'électricité, la pénicilline et la machine à vapeur. La liste est sans fin. La véritable question est la suivante : les aspirations réinventées aujourd'hui améliorent-elles réellement nos vies, ou les érodent-elles ?



PRÉSIDENT:
Ali Aslan
Présentateur TV et
journaliste international

SESSION 10 • SAMEDI 2 OCTOBRE • 12:45 – 13:15



Didier Reynders
Commissaire à la Justice en charge de l'État de droit et de la protection
des consommateurs à la Commission européenne

Depuis de nombreuses années, nous avons prêté attention en Europe à la situation budgétaire, à la conversion économique et sociale, mais pas tellement aux valeurs. Une fois qu'un pays était entré dans l'Union européenne, nous nous disions que les étapes avaient été franchies, que ce pays remplissait politiquement tous les critères, et qu'il n'était donc pas nécessaire de vérifier cela. Depuis plusieurs années, peut-être depuis 2016, j'étais au Conseil à cette époque, nous commençons à discuter d'une éventuelle vérification portant sur les valeurs et sur leur respect, comme nous vérifions la situation budgétaire. Depuis la crise bancaire et la crise de la dette souveraine il y a 10 ans, nous avons renforcé les contrôles sur le budget. Désormais, peut-être en raison de l'évolution de certains États membres vers des régimes autoritaires, nous accordons également davantage d'attention aux valeurs, et c'est très nouveau. Cependant, il ne s'agit pas seulement d'y prêter attention au sein de l'UE, mais aussi de renforcer notre crédibilité quand nous en discutons avec d'autres pays. Nous voulons avoir des normes communes en Europe, partager les mêmes valeurs, mais nous voulons aussi exercer une influence sur le reste du monde. Permettez-moi de vous donner quelques exemples. J'ai écouté les discussions précédentes sur la santé, et lorsque vous essayez de protéger la vie privée et les données personnelles, vous devez mettre en place des réglementations, correspondant en Europe au Règlement général sur la protection des données (RGPD). Au cours des trois années qui ont suivi sa mise en œuvre, nous avons constaté que des lois sur la protection de la vie privée et des réglementations du même type avaient été appliquées dans de nombreuses régions du monde, pas seulement en Californie ou en Corée du Sud, mais aussi au Kenya. Nous nous dirigeons de plus en plus vers une normalisation s'appuyant sur les mêmes valeurs avec des partenaires partageant les mêmes idées.





PRÉSIDENT :
Thierry de Montbrial
Fondateur et président
de l'Ifri et de la WPC



Anwar Mohammed Gargash
Conseiller diplomatique du président, Émirats arabes unis

Après la chute de l'Union soviétique, le système international a connu un très bref moment américain. Même si les États-Unis restent dominants et prépondérants, le système international n'est clairement pas unipolaire. Ce que nous avons très nettement aujourd'hui, c'est la présence de la Chine, et je pense que cette présence économique, politique et technologique de la Chine dans de nombreuses régions du monde va durer. Je crois que nous sommes tous très inquiets qu'une guerre froide puisse se profiler à l'horizon, et je pense que pour les pays, comme pour nous tous présents dans cette salle, c'est une mauvaise nouvelle, car il est problématique de choisir dans le système international. Le chemin ne va pas être facile, mais il est clair que la Chine va continuer à prendre énormément d'importance. Il est parfois plus simple de comprendre l'orientation de l'Amérique que celle de la Chine, en raison de la nature et de l'ouverture du débat. Alors qu'il est possible d'avoir des informations sur l'orientation de l'Amérique par différentes lectures, conférences et discussions, je pense qu'il est plus difficile de comprendre celle de la Chine, qui est plus opaque. Fondamentalement, je pense que cette compréhension va représenter un grand défi pour nous tous. Ici, aux Émirats arabes unis, les États-Unis sont notre principal partenaire stratégique, mais la Chine, avec l'Inde, est notre premier ou deuxième partenaire économique. Je ne pense pas non plus que la question concerne uniquement les États-Unis et la Chine. Si vous regardez notre pays, les Émirats arabes unis ont ce que j'appellerais des relations économiques et stratégiques essentielles avec l'Inde, la Corée, le Japon, et tous ces pays ont leur propre rivalité et leurs propres problèmes avec la Chine. Il ne s'agit pas seulement de réévaluer les relations sino-américaines ou américano-chinoises, je pense qu'il s'agit aussi de réévaluer beaucoup d'autres relations.



Dimensions géopolitiques de l'approvisionnement futur en matières premières critiques



PRÉSIDENT:

Holger Bingmann

Président de la section allemande de la Chambre de commerce internationale, président d'honneur du Conseil commun germano-émirati pour l'industrie et le commerce

Une partie de notre mode de vie dépend de l'accès et de l'approvisionnement continu en matières premières critiques. Elles sont partout dans nos vies. [...] Elles nous aident à créer la société d'aujourd'hui et elles en sont la clé; sans elles, la société de demain, en particulier, sera impossible à créer. Cette société de demain dans laquelle nous souhaitons vivre est une société de neutralité climatique, de durabilité, de progrès technologique continu dans les domaines de la santé, de la mobilité, des communications, etc. Elle est constamment alimentée par les matières premières critiques. Alors que nous nous efforçons d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, nous avons besoin de matières premières critiques comme le vanadium pour les énergies renouvelables, pour les batteries. Le Green Deal européen sera le principe directeur des politiques européennes pour les décennies à venir. Les politiques centrées sur le climat ne vont pas sitôt disparaître en Europe, l'économie et l'industrie ont donc besoin d'un approvisionnement constant et sécurisé en matières premières nécessaires pour se plier aux règles du Green Deal. Au-delà de l'énergie, une population mondiale en constante augmentation requiert un accès aux matières premières critiques pour la production d'engrais comme le phosphate. Les progrès de la communication et de la mobilité requièrent des matières premières critiques, de même que l'intelligence artificielle, la numérisation et bien d'autres; nous en revenons toujours aux matières premières critiques. Cela nous amène à la question de l'offre et de la demande. Ce sera et c'est déjà une question géopolitique pour l'avenir. [...] Comment les Européens, les États-Unis et d'autres pays et régions vont-ils gérer la question de la distribution mondiale de ces matières premières aujourd'hui et demain ?



Ingvil Smines Tybring-Gjedde

Directrice non exécutive chez Norge Mining

Revenons aux gisements norvégiens des trois matières premières critiques de l'UE. Le vanadium devrait jouer un rôle plus important car les batteries à flux au vanadium sont évolutives et sûres, ne se dégradent pas et ont un cycle de vie infini. Cela en fait des centrales parfaites pour stocker de grandes quantités d'énergie renouvelable. Le titane est déjà un composant essentiel dans plusieurs applications de systèmes d'énergie renouvelable. Léger, anticorrosif avec une extraordinaire résistance, ces caractéristiques gagneront en importance à mesure que les installations éoliennes en mer se développeront, comme je l'ai déjà mentionné. Puis il y a le phosphate, un ingrédient fertilisant qui aide à nourrir notre population en croissance et qui, s'il est utilisé correctement, constitue une solution bien plus respectueuse de l'environnement que les engrais à base d'azote. Ce n'est pas un secret, mais il est important de rappeler les réalités de l'offre et de la demande de matières premières critiques de l'UE et des États-Unis. La Chine domine le marché à l'heure actuelle, et l'UE obtient actuellement 62% de ses matières premières de la Chine, 8% de la Russie et la majorité du reste du continent africain. L'Europe est un grand fabricant d'éoliennes et de batteries, mais l'UE ne produit pas plus de 1% des minéraux nécessaires à cette fabrication. Est-ce un grave problème ? Je le crois. En tant qu'ancienne ministre de la Sécurité publique, je dirai que cela constitue au moins un immense défi à cause des 30 millions d'emplois dans l'UE qui dépendent directement de l'accès aux matières premières.



Peter Handley

Chef de l'unité Industries à forte intensité énergétique et matières premières auprès de la direction générale de la croissance de la Commission européenne

Lorsque le président chinois de l'époque a déclaré: « Le Moyen-Orient a du pétrole, mais la Chine a des terres rares », c'était le signal de départ pour la Chine de l'établissement d'une forte position dans la chaîne de valeur des métaux et minéraux. Nous avons eu un premier aperçu de ce que cela signifiait en termes géopolitiques en 2010, lorsque des tensions ont éclaté entre le Japon et la Chine après que cette dernière a coupé l'approvisionnement en terres rares. [...] La première décision prise par la Commission von der Leyen en décembre 2019 a été le Green Deal européen. Dans ce Green Deal, il y a la déclaration suivante: « Il n'y a pas de Green Deal sans accès à un approvisionnement durable en matières premières critiques. Les matières premières sont devenues une question de sécurité pour l'Union européenne ». [...] Nous avons révisé en 2020 notre évaluation du caractère critique et nous avons mis au point un plan d'action. L'une de ces actions consistait à mettre en place une alliance industrielle pour les matières premières. Dans sa première année, cette alliance a fourni un pipeline d'investissement de 10,7 milliards d'euros pour l'ensemble des étapes allant de l'exploitation minière au recyclage, dans la plupart des pays de l'Union européenne. Il y a à peine deux jours, elle a présenté un plan d'action sur les terres rares et les aimants permanents. [...] Je vois quatre défis. Le premier est la course aux ressources et le défi sera de savoir si nous pouvons gérer cela de façon civilisée dans un monde qui devient de moins en moins civilisé. Le deuxième défi est un déficit d'investissement. Troisièmement, il faut un nouveau contrat social. Il y a une forte opposition à l'exploitation minières ainsi que des attentes pour qu'elle redore son blason et que les chaînes logistiques soient plus transparentes.



David Wurmser

Fondateur et membre exécutif du Delphi Global Analysis Group, ancien conseiller principal du vice-président des États-Unis pour le Moyen-Orient

L'abaissement de la création de valeur et l'externalisation par les pays occidentaux, en particulier dans des domaines comme l'exploitation minière, ont entraîné une augmentation de l'atrophie des talents clés. Le rapport sur les capacités industrielles du département de la défense pour l'exercice 2020 stipule ceci: « L'ensemble de la chaîne d'approvisionnement américaine en matières critiques fait face à des défis de main d'œuvre, notamment le vieillissement, le départ à la retraite du personnel et du corps enseignant, la perception du public sur la nature de l'exploitation minière et du traitement des minéraux, et la concurrence étrangère pour les talents américains. À moins que ces défis ne soient relevés, il pourrait bien ne pas y avoir assez d'employés américains qualifiés pour répondre aux besoins de la production nationale tout au long de la chaîne d'approvisionnement en matières critiques ». En 1995, les États-Unis ont cessé de financer le Bureau of Mines, qui offrait des bourses éducatives et aidait les programmes universitaires. Au contraire, la Chine compte 39 universités proposant des diplômes en traitement des minerais et en métallurgie, avec des milliers d'inscrits et de diplômés. Le rapport de la Commission européenne sur les matières premières identifie et extrapole les technologies déjà existantes dans des directions encore inexploitées qui révolutionneront l'industrie. Certains des changements stratégiques les plus importants pourraient résulter de technologies autres que celles existantes et la Commission Européenne – sans parler des Américains qui, en toute honnêteté, sont dépassés – n'extrapole pas vraiment la recherche de pointe qui changera radicalement les concepts actuels, donc nous devons élargir l'ouverture.



PRÉSIDENT :
Thierry de Montbrial
Fondateur et président
de l'Ifri et de la WPC



Nabil Fahmy
Doyen fondateur de la School of Global Affairs and Public Policy à
l'Université américaine du Caire, ancien ministre des Affaires étrangères
d'Égypte

Nous sommes tous en quête d'identité, de l'Amérique aux superpuissances jusqu'à notre région, mais honnêtement, cela s'applique également à l'Europe. Nous regardons l'Europe, historiquement nos amis les plus proches, et nous n'avons tout simplement pas l'impression que vous nous transmettez un message clair, et c'est flagrant. En fait, nous coopérons assez fortement avec l'Europe sur le plan économique, mais le débat sur les questions de politique générale est plus formel que profond. J'aimerais que l'Europe s'implique davantage dans notre façon de travailler sur la Méditerranée et aussi sur toutes les voies navigables car comme les discussions de ces derniers jours l'ont montré, il existe, entre autres, des difficultés avec les chaînes d'approvisionnement. J'insiste à nouveau sur la remarque qui a été faite tout au long de cette conférence : nous sommes tous dans le même bateau. On ne peut pas rester en retrait puis venir tirer les bénéfices du travail accompli ni ne subir aucune retombée négative. En tant qu'Européens, vous êtes des pays forts et sains avec des économies au beau fixe. Je reconnais que vous avez vos propres priorités et je ne veux pas que vous gériez les nôtres, mais il doit y avoir un niveau d'engagement beaucoup plus fort qu'il ne l'est aujourd'hui. Je dirais ici que je ne veux pas faire de vous un Égyptien, et vous ne devez pas essayer de faire de moi un Français, mais nous devrions exploiter au mieux les avantages que nous pouvons tirer de cette coopération et ensuite gérer nos désaccords pour qu'ils ne nous soient pas préjudiciables. En toute franchise et au-delà de mon expérience diplomatique, je pense que l'Europe devrait être un acteur plus fort qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Le Moyen-Orient et les puissances extérieures



PRÉSIDENT:
Fareed Yasseen
Ambassadeur d'Irak aux États-Unis



Khalifa Shaheen Almarar
Ministre d'État au ministère des Affaires étrangères,
Émirats arabes unis



Vitaly Naumkin
Président de l'Institut d'études orientales de l'Académie
des sciences russe, conseiller politique principal auprès de
l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies
pour la Syrie



Stuart Eizenstat
Senior Counsel chez Covington & Burling LLP, ancien
conseiller principal en politique intérieure de la Maison-
Blanche auprès du Président Jimmy Carter



Memduh Karakullukçu
Membre fondateur du conseil exécutif du Global Relations
Forum, partenaire fondateur de Kanunum, président de
Kroton Consulting

Le Moyen-Orient et notre région, en particulier au cours de la dernière décennie, ont connu de nombreuses crises et conflits qui ont consommé beaucoup d'efforts et de ressources et ébranlé les fondations des institutions nationales dans les États. Aujourd'hui, les pays arabes s'accordent à dire que toute intervention malintentionnée dans les crises de la région ne fait qu'exacerber ces crises et conflits et compliquer encore plus une situation déjà complexe. Nous pensons qu'il faut promouvoir la stabilité, la sécurité et la résolution pacifique des conflits et c'est ce sur quoi nous nous concentrons aux Émirats arabes unis. Nous avons toujours promu la stabilité de la région et travaillé dans ce but, la stabilité menant à la prospérité et à la sécurité à long terme dans la région. À cette fin, nous avons encouragé la construction de ponts avec tous les pays et toutes les nations de la région pour travailler à la résolution pacifique des conflits, pour la prospérité, la stabilité et la sécurité à long terme dans la région. Nous pensons que les puissances mondiales et régionales doivent s'abstenir d'interférer dans les affaires internes des pays arabes, les aider à trouver des solutions non violentes aux conflits et à construire ou reconstruire la région. Avec tous les défis auxquels nous sommes confrontés dans la région, il faut augmenter les connexions pour rassembler les pays, ouvrir le dialogue, et promouvoir la paix, la sécurité et la résolution pacifique des conflits. Les Accords d'Abraham sont un exemple de cette démarche, et je dois insister ici sur le fait que lorsque nous les avons signés, nous avons montré l'exemple d'une résolution des problèmes et des conflits, plutôt qu'une simple gestion de ceux-ci. Nous voulons travailler à une paix mondiale qui reflète et produit des résultats tangibles pour la population, où la région peut voir les bienfaits de la paix.

Un exemple de l'aide que la Russie tente d'apporter à ses différents partenaires ou différents acteurs devrais-je dire, même ceux qui ne sont pas très amicaux envers la Russie, est notre dialogue avec les talibans. Nous faisons cela en dépit du fait que les talibans figurent toujours sur la liste des organisations terroristes et que maintenant personne ne va les enlever de cette liste, et nous verrons ce qui va se passer. Je pense aussi qu'en raison de nos relations avec d'autres puissances extérieures, nous avons des relations très difficiles et compliquées avec l'Occident en général et en particulier avec les États-Unis, mais nous avons encore un peu d'influence si nécessaire. Il y a eu de la préparation avec les États-Unis et des échanges d'informations à propos des terroristes. Les propositions de la Russie concernant l'établissement d'un nouveau système de sécurité régional reçoivent un soutien partiel, mais quelques partenaires y réfléchissent sérieusement. Je peux également dire que certains conflits régionaux qui sont souvent négligés à présent par de nombreux opérateurs internationaux, comme le conflit israélo-palestinien, concentrent tout l'intérêt de la diplomatie russe. La Russie est convaincue que, sans solution au problème palestinien, la paix est impossible au Moyen Orient. Pour revenir aux développements récents des relations entre la Russie et les partenaires du Moyen Orient, je peux pointer du doigt les échanges de gaz et de pétrole avec des pays comme l'Arabie saoudite, notre calcul avancé sur le marché du pétrole. Nous avons de très bonnes relations avec les Émirats arabes unis, qui sont un excellent partenaire très fiable de la Russie dans de nombreux domaines.

Je vais me permettre une prévision, qui peut ou non devenir réalité, mais c'est la meilleure hypothèse que je puisse formuler. [...] Alors que le secrétaire d'État Blinken a appelé à un accord plus long et plus fort pour remplacer l'accord de non-prolifération de 2015, qui court jusqu'à 2030, le ministre iranien des Affaires étrangères a directement rejeté ce qu'il a appelé le soi-disant accord plus long et plus fort et a déclaré qu'ils voulaient un plus grand allègement des sanctions que ce qui était prévu dans l'Accord de Vienne. Considérant cet affrontement, je suis toujours persuadé que les États-Unis et l'Iran savent qu'il est dans leur intérêt de trouver un nouvel accord. Mon ami Rob Malley est en charge des négociations pour les États-Unis et je pense que le meilleur que l'on puisse espérer voir est un accord temporaire qui va ramener l'Iran dans un plan d'action légèrement plus fort et basique avec peut-être des sanctions quelque peu allégées, mais rien de plus. Je sais que nombre de nos collègues dans la région souhaitent, à juste titre, que l'Iran soit sous contrainte, pas seulement dans la dimension nucléaire, mais sur la construction de missiles, le soutien aux groupes terroristes, la violation des droits et l'intervention dans des pays comme le Liban ou la Syrie. Malheureusement, cela n'arrivera pas, c'est plus lourd que ce que l'accord nucléaire ne peut supporter, mais je tiens à mentionner pour mes collègues du monde arabe que même s'il y a un retour des États-Unis et de l'Iran dans l'Accord de Vienne ou un accord de non-prolifération légèrement développé, les États-Unis maintiendront des sanctions séparées envers l'Iran pour son programme de missiles nucléaires et son soutien au terrorisme. Ils l'ont prouvé par l'attaque récente, comme je l'ai évoqué, de milices provenant d'Iran sur le sol irakien, ils n'hésiteront pas à réitérer ce genre d'actions.

Toute la région ne repose malheureusement que sur des failles séculaires et des dissensions ethniques, communautaires et religieuses qui sont présentes à tous les niveaux: infranational, national, sous-régional, régional, continental. Le territoire n'est que division communautaire et ethnique. Je n'entrerai pas dans les détails mais, lorsque je pars de ce postulat, j'en conclus inéluctablement que ces divisions ouvrent la voie à l'assise d'une politique des puissances extérieures dans la région. Les acteurs extérieurs peuvent facilement jouer sur plusieurs tableaux en s'appuyant sur ces dissensions en fonction de leurs intérêts, et la stabilité dans la région devient alors très précaire. Au niveau national, cela favorise les politiques et les gouvernements sectaires et entraîne une capture de l'État qui à son tour produit des gouvernements inefficaces. Lorsque vous ajoutez de l'ingérence extérieure à des gouvernements inefficaces, les capitaux internationaux ne se sentent pas assez sereins pour affluer dans la région, ce qui freine largement le progrès économique. Vous vous retrouvez donc avec une économie, une politique intérieure et une politique internationale qui créent un cercle vicieux et une région enracinée dans un déséquilibre. Ce casse-tête est si épineux et arborescent qu'il faut nécessairement solutionner toutes les problématiques dans ces trois domaines de façon simultanée. Il s'agit d'un problème non linéaire et complexe, et nous ne sommes pas sûrs de pouvoir le prendre par un seul bout, suivre certaines étapes et arriver enfin à le solutionner en garantissant ainsi l'amélioration de la situation de la région.



PRÉSIDENT:
Ali Aslan
Présentateur TV et
journaliste international

14th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
October 1st - 3rd, 2021 • Abu Dhabi

SESSION 15 • DIMANCHE 3 OCTOBRE • 11:30 – 13:00

L'Afghanistan



Salem Mohammed Al Zaabi
Directeur du département de la coopération internationale
en matière de sécurité au ministère des Affaires étrangères
et de la Coopération internationale, Émirats arabes unis



Jim Bittermann
Correspondant européen de CNN à Paris



Renaud Girard
Grand reporter et correspondant de guerre du *Figaro*

Nous avons également essayé d'ouvrir le dialogue avec le gouvernement ces vingt dernières années. Pas avec le gouvernement de l'Afghanistan, je ne peux pas vraiment le considérer comme tel, c'était le gouvernement de Kaboul, le gouvernement de la capitale de l'Afghanistan. En réalité, ils n'ont pas l'autorité pour étendre leur influence sur tout l'Afghanistan. Je pense que nous devons maintenant trouver un moyen et c'est ce que nous appelons un engagement, mais il doit s'agir d'un engagement global avec des approches parallèles, politiques et financières, ainsi que des mesures préventives. Je vais juste vous donner un exemple. Nous parlons de terrorisme et d'extrémisme et, à présent, nous craignons que l'Afghanistan ne devienne un refuge pour les terroristes de différentes régions. Cependant, qu'avons-nous fait pour l'empêcher? Nous utilisons une stratégie préventive en Afghanistan. Les Émirats arabes unis enseignent l'islam modéré à près de 2 000 religieux. Ce programme a été prolongé de près de 10 ans, avec le soutien du gouvernement de Kaboul à l'époque. Nous nous sommes rendu compte qu'il y avait beaucoup d'avantages pour les nouvelles générations. Nous parlons de la nouvelle génération donc nous regardons vers l'avenir. Oui, comme je l'ai mentionné précédemment, l'histoire de l'Afghanistan n'a pas été excellente au cours des trois dernières décennies, mais il est de notre responsabilité, ainsi que celle des talibans et des Afghans, de la reconstruire.

On ne reconstruit pas des sociétés, on ne reconstruit pas des gouvernements, on ne construit pas de pays du haut vers le bas, il faut le faire du bas vers le haut. À moins que le peuple afghan ne veuille vraiment créer un gouvernement démocratique, ou quel que soit le gouvernement qu'ils souhaitent créer et ils en ont maintenant l'opportunité, on ne peut pas lui imposer un modèle occidental et il faut faire attention au à la dérive de la mission, ce qui est arrivé. Nous aurions pu nous retirer d'Afghanistan à tout moment au cours de ces 20 années, y compris après qu'Oussama ben Laden a été tué en 2011. Barack Obama a dit en 2014 que nous avions terminé notre mission militaire et il avait presque déclaré la fin de la guerre à ce moment-là. Il y a donc un bon nombre de moments dans la chronologie où les troupes auraient pu être rappelées et bien plus rigoureusement que ce que nous avons vu. [...] Beaucoup diront: « Il y a eu le plan Marshall après la Seconde Guerre mondiale ». L'Allemagne et la France et les autres victimes de la Seconde Guerre mondiale ont été reconstruites, mais il s'agissait de reconstruire des nations qui existaient déjà; contrairement à ce que nous avons vu en Afghanistan, où l'on essayait essentiellement de construire une sorte de nation qui n'existait pas auparavant.

Les Américains auraient très bien pu se contenter de la première guerre où ils avaient détruit tous les éléments arabes internationalistes qui se trouvaient en Afghanistan et toutes les cellules d'Al-Qaïda en Afghanistan. Ils ont fait ce choix de *nation building*, d'une guerre d'intervention en Afghanistan, et ils ont donné la tâche de reconstruire l'Afghanistan à des soldats de l'OTAN. Et cela, c'est l'erreur stratégique incroyable qu'a fait l'Amérique, de donner à des soldats la tâche de faire des *provincial reconstruction teams*, sans comprendre que le paysan afghan n'apprécierait pas d'avoir chez lui des hommes étrangers en armes. L'échec était déjà signé à ce moment-là. [...] Aujourd'hui, je pense qu'il faut parler avec les talibans. D'ailleurs, c'est une politique que nous n'avions pas faite du temps du mollah Omar et que nous aurions dû faire, parce que nous avons pu travailler avec le mollah Omar. Vous vous souvenez que les Nations Unies lui avaient demandé d'éradiquer le pavot – l'héroïne – d'Afghanistan. C'est une politique que le Mollah Omar a faite et cela a été constaté par une mission de l'ONU DC en 2000. Il avait bien éradiqué 95% du pavot en Afghanistan. Il avait demandé en échange que les autres agences des Nations Unies lui aident ses paysans, c'est-à-dire la FAO et toutes les organisations qui s'occupent de l'agriculture. Il n'a pas obtenu cela des Nations Unies pour des raisons bureaucratiques. [...] Il y a plusieurs tendances chez les talibans, une tendance dure et une tendance plus ouverte. Mais ce n'est pas en les isolant et en refusant de rouvrir notre ambassade que l'on va permettre aux plus modérés de garder le pouvoir. Je pense qu'il faut avoir des relations avec les pays, et le fait d'avoir des relations diplomatiques avec un pays ne signifie absolument pas approuver le régime politique de ce pays.



L'Afghanistan



Marc Hecker

Directeur de la recherche et de la valorisation de l'Ifri,
rédacteur en chef de *Politique étrangère*



Tatiana Kastouéva-Jean

Directrice du Centre Russie/NEI de l'Ifri



Mayankote Kelath Narayanan

Président exécutif de CyQureX Systems Pvt. Ltd., ancien
conseiller principal et conseiller en sécurité nationale du
Premier ministre d'Inde

Ce à quoi nous avons assisté cet été n'était pas seulement le retrait des troupes américaines d'Afghanistan. C'était la fin d'un cycle stratégique qui a commencé il y a 20 ans avec le 11 septembre, et qui s'est terminé par un échec, un échec dramatique. Je suis donc d'accord avec le commentaire de Renaud Girard, c'est un événement très important auquel nous avons assisté cet été. Les objectifs de cette guerre contre le terrorisme ont été définis par George W. Bush en 2001 et ils étaient au nombre de trois. Le premier était d'éradiquer Al-Qaïda. Il n'a pas été atteint. Al-Qaïda existe toujours en Afghanistan avec Al-Qaïda Central et dans le sous-continent indien avec la branche régionale d'Al-Qaïda. Le deuxième objectif était de se débarrasser de tous les groupes terroristes de portée mondiale. C'est une expression assez floue et le fait est qu'il y a 20 ans, l'État islamique en Iraq et au Levant (EIL) n'existait pas. Aujourd'hui, nous avons non seulement Al-Qaïda, mais également l'EIL, qui est de toute évidence un groupe terroriste de portée mondiale. Ensuite, le troisième objectif était de neutraliser ou d'éradiquer les acteurs, qu'il s'agisse de groupes ou d'États, qui accueillait des groupes terroristes internationaux. Évidemment, ici, nous parlons des talibans et non seulement ils n'ont pas été vaincus, mais ils sont maintenant au pouvoir à Kaboul. C'est donc un échec majeur pour les États-Unis, mais aussi pour les alliés des États-Unis, qui étaient très impliqués en Afghanistan, notamment la France.

L'attitude russe à l'égard des talibans se caractérise par une dualité. D'une part, il y a un bagage extrêmement lourd de souvenirs de la guerre de dix ans en Afghanistan (1979-1989) à l'époque de l'URSS, qui a fortement marqué autant les élites que la société russe. Ensuite, à l'époque post-soviétique, sous le premier règne des talibans, l'Afghanistan a été le seul pays au monde à avoir reconnu l'indépendance de la Tchétchénie. À ce jour, les talibans sont officiellement qualifiés d'organisation terroriste interdite en Russie. D'autre part, en dépit de cet héritage négatif, la Russie a commencé la négociation avec les talibans il y a plusieurs années; elle fait partie de leurs soutiens les plus importants pour les financements et les ventes d'armes depuis 2016. Les talibans ont été accueillis à Moscou et le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a exprimé son soutien à leur action dans la lutte contre l'État islamique. Cette dualité, on la retrouve aussi à l'égard du retrait des Américains d'Afghanistan. D'une part, cela est considéré comme une sorte d'opportunité géopolitique qui laisse plus de marge de manœuvre à la Russie et la fait apparaître comme un fournisseur de sécurité crédible. D'autre part, il y a des craintes à Moscou devant les risques sécuritaires que la nouvelle situation pourrait générer.

L'Asie d'aujourd'hui ressemble à l'Europe du XVIII^e siècle, avec des pays qui travaillent à des objectifs opposés. Une des leçons à tirer de la tragédie afghane est qu'il est important de prendre en compte le point de vue des autres nations de la région, et de ne pas imposer une solution extérieure. L'Afghanistan n'est pas un pays, car c'est une construction de plusieurs tribus pachtounes qui n'ont jamais reconnu une autorité centrale forte. Les États-Unis ont commis la grave erreur de croire qu'ils pouvaient imposer la démocratie en Afghanistan. On ne doit donc pas commettre l'erreur de reconstruire une nation sans avoir une compréhension plus profonde des problèmes qui existent. Aujourd'hui, personne ne connaît la réalité du terrain. Vous avez sans doute les talibans au contrôle, certains les qualifient de talibans 2.0, mais parler d'un gouvernement intérimaire quand plusieurs terroristes internationalement identifiés figurent sur la liste de ministres est une parodie. La situation est déjà très compliquée, mais si les États-Unis stipulent qu'ils ne traiteront pas avec le Pakistan, on ne sait pas comment ils vont dialoguer avec les talibans, qui sont une création de la direction du renseignement inter-services du Pakistan. Une autre conséquence de la débâcle en Afghanistan est l'importante hausse du commerce de l'opium. Il est impératif de contrôler l'exportation d'opium de l'Afghanistan vers d'autres pays. L'autre menace omniprésente est que le succès des talibans a électrisé les djihadistes du monde entier, avec des groupes comme Al-Qaïda ou l'État islamiste qui deviennent encore plus actifs. Les retombées géopolitiques des événements en Afghanistan auront également un impact sur le reste du monde et devront être observés à la loupe.



Le Moyen-Orient en 2030 : perspectives géopolitiques et économiques



PRÉSIDENT :

John Andrews

Conseiller de rédaction à *The Economist*
et *Project Syndicate*



Ebtesam Al-Ketbi

Présidente et fondatrice de l'Emirates Policy Center



Itamar Rabinovich

Vice-président de l'Institut d'études de sécurité nationale à Tel Aviv, ancien ambassadeur d'Israël aux États-Unis, ancien négociateur en chef avec la Syrie

Si l'avenir est à l'image du passé, je pense que nous nous comparons à une décennie difficile car si nous regardons les dix dernières années, se déroulait ce que l'on a appelé le Printemps arabe. Kaïs Saïed est désormais au pouvoir, ce qui déçoit ceux qui pensaient que la Tunisie était en route pour devenir une véritable démocratie. En 1975, Juan Pablo Pérez Alfonso, ministre du pétrole vénézuélien, a dit « J'appelle le pétrole l'excrément du diable ». C'est une phrase très imagée mais bien sûr, c'est également une phrase forte car si vous réfléchissez à l'influence et aux interventions extérieures dans le monde arabe et en Iran, une très grande partie est liée au pétrole et au gaz et à la lutte pour les contrôler. Le passé a été assez compliqué mais peut-être nous dirigeons-nous vers une ère post-pétrole. [...] L'UE promet une stratégie pour la zone méditerranéenne depuis au moins trente ans, l'idée étant que le Nord aide le Sud à se développer, etc. À mes yeux, cela ne semble pas avoir marché. L'Égypte a la plus grande population du monde arabe, mais on pourrait dire que, d'une certaine façon, l'Arabie saoudite sous Mohammed ben Salman est maintenant le pays le plus activiste. Si, par exemple, l'Arabie saoudite rejoignait les Accords d'Abraham, ce serait un gros bouleversement. [...] Si vous prenez les États du Golfe hors Arabie saoudite, la population est largement immigrante. Par exemple, je pense dans les Émirats arabes unis, la population citoyenne est d'environ 10 %.

De façon générale, les caractéristiques géopolitiques et économiques du Moyen Orient d'ici 2030 vont probablement être gouvernées par les réalités suivantes. Premièrement, les scénarios post-Covid et les retombées en termes économiques et sécuritaires. Deuxièmement, les dynamiques générées par la diminution de la présence et de l'implication américaine au Moyen- Orient. Ces dynamiques vont mener à des questions sur l'émergence possible de structures de sécurité collectives dans la région du Golfe et au-delà. [...] Troisièmement, la préparation de l'âge post-pétrole, qui inclut la priorisation des objectifs de lutte contre le réchauffement climatique. Cette priorisation génère des questions liées au changement du contrat social dans les pays du Golfe et les politiques rentières post-pétrole. [...] Quatrièmement, l'étendue de l'impact de l'augmentation du commerce et de la concurrence géopolitique sino-américaine sur le Moyen Orient et les pays de la région avec la nouvelle guerre froide, qui serait également un développement important. [...] L'entremêlement de la sécurité, de l'économie et de la politique avec l'histoire, la religion et les questions d'identité risque fort de continuer et le contrat social sur le système légal et la gestion de la sphère publique, le système des droits et libertés, tout cela est lié à une seule question. Les pays du Moyen Orient vont-ils devenir plus stables ou plus enclins au conflit, et les leçons des deux dernières décennies ont-elles porté leurs fruits ? Si le déclin de l'islam politique continue, quelles alternatives politiques domestiques vont le remplacer ? Ces alternatives pourront-elles résoudre les multiples problèmes structurels de la gestion des affaires publiques dans la région ? Telles sont les questions que nous nous posons.

Les tendances dominantes au Moyen-Orient sont actuellement l'agitation dans le monde arabe, l'ascension de l'Iran et de la Turquie en tant que puissances régionales majeures, le changement de cap des États-Unis et l'amélioration spectaculaire des relations entre Israël avec une partie du monde arabe, amélioration mitigée par les effets toujours présents de la question palestinienne. Je pense que les tendances pourraient être enrayées par la possibilité réelle d'effondrement d'un des récents régimes arabes. Il pourrait y avoir un nouvel épisode d'affrontements entre Israël et la Palestine et le conflit entre Israël et l'Iran sur la question du nucléaire et sur ce que l'Iran construit en Syrie pourrait mener à un autre grave conflit armé. Ce conflit ne serait pas limité à un pays, une guerre sur le front nord d'Israël impliquerait le Liban, la Syrie et l'Iran. Si cela devait advenir, ce serait un événement majeur. Ce n'est pas forcément une perspective optimiste, mais qui peut se permettre d'être optimiste au Moyen-Orient ?



Le Moyen-Orient en 2030 : perspectives géopolitiques et économiques



Bernardino León Gross
Directeur général de l'Anwar Gargash Diplomatic Academy



Mona Makram Ebeid
Sénatrice égyptienne, conseillère du Haut Représentant des Nations Unies pour l'Alliance des civilisations



Volker Perthes
Représentant spécial du Secrétaire général pour le Soudan et chef de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan

La démographie sera un facteur essentiel et je dirais même le facteur principal de la décennie à venir, affectant et influençant en même temps les problèmes économiques et politiques. Le sous-facteur qu'il est important de garder à l'esprit ici est la migration. Cela produira d'importantes vagues migratoires, qui représentent avant tout une perte de talent pour la région mais également un élément qui influencera ce que font d'autres pays, par exemple l'Union européenne. [...] Les puissances locales de la région deviendront plus actives. Nous avons le retrait des États-Unis. Les Russes n'auront pas les mêmes capacités que les Américains et la Chine encore moins. Dans cette région, si vous n'êtes pas une puissance prête à envoyer une armée, il ne faut même pas y penser. Les drones et la technologie ne remplaceront jamais une armée. Qui est prêt à envoyer une armée au Moyen-Orient ? Personne, à part les puissances locales. La Turquie et Israël occupent un plus grand rôle dans la région, ainsi que des pays comme l'Arabie saoudite, l'Égypte, les Émirats arabes unis, etc. Nous allons voir plus d'ingénierie locale dans la région, et je pense qu'ils seront tous plus pragmatiques à l'avenir. La politique étrangère de l'Iran se concentre sur la survie du régime [...] Au cours de cette décennie, nous assisterons à une modification du modèle dominé par l'énergie fossile dans le monde. Il n'est pas facile de prévoir ce que la technologie fera. Je me souviens qu'il y a dix ans, on disait que le numérique allait transformer la région car les jeunes armés de leur téléphone allaient organiser des révolutions. Ce que nous voyons aujourd'hui, c'est que le numérique est l'arme dont se servent les régimes autoritaires pour contrôler leur population, donc il n'est pas aisé de faire des prédictions.

Je vais me concentrer sur l'énergie et les probabilités que l'Égypte devienne un centre régional du gaz pour la Méditerranée orientale d'ici 2030. Je dirais que l'accès aux ressources énergétiques a depuis longtemps été un moteur pour la politique étrangère. Par conséquent, le défi pour tout État est de trouver comment utiliser l'énergie comme un atout géoéconomique et réussir à en faire à la fois une source de revenu et une source de pouvoir étatique. L'Égypte fait face à de nombreux défis, internes et externes, dont une inflation galopante, un effondrement actuel de la monnaie, des réductions des subventions et une augmentation du prix de l'eau. Cependant, une lueur d'espoir se dessine aujourd'hui, sous la forme de la découverte exceptionnelle de gaz naturel ayant le potentiel de relancer l'économie vacillante de l'Égypte et de construire de nouvelles alliances avec les pays de la Méditerranée orientale et Israël. L'Égypte a touché le jackpot en 2015 avec la découverte d'un réservoir géant connu sous le nom de Zohr, qui s'est développé pour devenir l'un des plus grands réservoirs de gaz du Moyen-Orient. En 2018, l'Égypte, la Grèce, Chypre et Israël se sont mis d'accord pour créer le Forum du gaz en Méditerranée orientale dont le siège est au Caire. [...] Le défi principal de l'Égypte est la surpopulation, qui augmente la demande en énergie. La population du pays a atteint 104 millions et on prévoit qu'elle atteigne 128 millions d'ici 2030. [...] Le mois dernier, l'Égypte a vu le lancement d'une nouvelle stratégie nationale sur les droits de l'Homme, établissant un ensemble d'engagements de la part du gouvernement pour améliorer des éléments du droit social, économique, culturel et politique.

La principale difficulté mais également la dimension la plus intéressante pour la transition de cette région, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, est la transition politique. C'est le plus difficile car le partage de pouvoir entre l'armée et les civils est une occurrence plutôt exceptionnelle dans cette partie du monde. En outre, cet arrangement n'est pas un mariage d'amour, ni même un mariage de convenance, au mieux c'est un mariage de raison construit par la compréhension sensée qu'une partie ne peut pas agir sans l'autre, ou ne peut se passer de l'autre sans mettre en péril la paix intérieure et le pays tout entier. [...] La question que je me pose, qui est sans doute du ressort des universitaires, au moins en partie, est de savoir si ce concept de Moyen-Orient, Afrique du Nord, sera toujours d'actualité en 2030. N'aurons-nous pas plutôt différentes sous-régions avec différentes orientations et des niveaux d'intégration variables ? En effet, je pense que la réponse à la question de la pertinence des concepts géographiques et géopolitiques actuels en 2030 réside dans les modèles d'intégration et de connectivité. [...] L'influence politique viendra par la connectivité et les liens plutôt que par les moyens traditionnels consistant à acheter les clients dans un pays voisin et, si possible, soumettre ledit voisin. [...] En ne se contentant pas seulement d'investir dans les infrastructures portuaires, mais également dans les liens entre les ports et l'intérieur du continent africain, par des routes et des voies ferrées par exemple, vers les voisins terrestres du Soudan tels que le Tchad, la République centrafricaine, le Soudan du Sud et l'Éthiopie. Cela ferait du Soudan non seulement un centre d'intégration mais un pilier de stabilité et de développement régional.

SESSION 17 • DIMANCHE 3 OCTOBRE • 16:15 – 17:00

Les enjeux de la compétition spatiale



Sarah Al Amiri

Ministre d'État aux Technologies avancées, présidente de l'Agence spatiale des Émirats arabes unis



Philippe Baptiste

Président-directeur général du Centre national d'études spatiales (CNES)

Lorsque nous avons commencé notre avancée dans le secteur spatial, ce fut un développement historique pour les Émirats arabes unis sur les 24 dernières années. Nous étions utilisateurs de la technologie spatiale et en 2006, nous avons fait la transition pour devenir développeurs de ces technologies. Le but de cette transition était d'utiliser l'espace pour diversifier notre économie. Sans une base solide en science et technologie, diversifier n'importe quelle économie aujourd'hui est un défi. Quel meilleur secteur peut-on utiliser pour accélérer les capacités technologiques en un court laps de temps ? C'est dans ce but que le secteur spatial est utilisé depuis le début. Nous parlons de 24 ans de développement dans le secteur spatial, période au cours de laquelle nous sommes passés d'utilisateurs de technologies spatiales à développeurs de petits systèmes satellites et de missions d'explorations planétaires. À mesure que nous progressons, nous nous intéressons aux rôles décisifs que le secteur spatial jouera dans le futur de notre pays. Le développement d'un secteur privé dans l'espace s'ajoute à notre économie et produit un effet domino impressionnant dans les autres secteurs qui utilisent les technologies. Aujourd'hui, nous sommes à un tournant majeur car nous avons les capacités d'ingénierie pour concevoir et développer des systèmes complexes. Par exemple, il faut des systèmes d'ingénierie complexes pour améliorer les industries existantes. Il faut des compétences issues du secteur spatial non seulement pour développer nos propres capacités spatiales et technologiques dans le secteur privé, mais pour être également capables de les déployer dans d'autres secteurs stratégiques qui nécessitent ces avancées technologiques. [...] Vous modifiez et transformez un mécanisme de pensée complet en utilisant le secteur spatial où nous avons augmenté notre appétit pour le risque.

Au cours des dernières années, le secteur spatial a connu des changements rapides et aux implications profondes qui ont transformé le paysage spatial international. En 2021, pas moins de trois missions – menées respectivement par les Émirats arabes unis, la Chine et les États-Unis – ont atteint la planète rouge. Cet élan d'intérêt ne se limite pas à l'exploration martienne mais touche tous les domaines des activités spatiales. Alors que le trafic spatial en orbite terrestre basse double tous les deux ans, nous voyons arriver de nouveaux acteurs spatiaux, issus à la fois du secteur public et du secteur privé, porteurs d'ambitions nouvelles. Ce nouvel appétit pour l'espace s'explique par, au moins, trois raisons. Des débuts de l'ère spatiale à aujourd'hui, l'espace a toujours été un élément de souveraineté et de pouvoir, poussant les nations à développer des capacités stratégiques. Une autre raison est que l'espace peut être un formidable instrument de politique publique dans de nombreux domaines tels que le transport, la sécurité, la santé et l'agriculture, et aide à faire face à un des plus grands défis de notre époque: le changement climatique. En effet, les satellites sont l'outil le plus efficace pour observer le changement climatique car la majorité des variables climatiques essentielles (ou VCE) ne peuvent être mesurées que depuis l'espace. Une dernière raison, et sans doute la plus importante, est le potentiel qu'a l'espace pour pousser l'innovation technologique et faire naître de nouvelles opportunités commerciales, en particulier avec le développement de nouvelles applications basées sur les données spatiales. Dans l'intervalle, la révolution technologique et numérique a accru la concurrence spatiale.



**WORLD
POLICY
CONFERENCE**

**14th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE**

October 1st - 3rd, 2021 • Abu Dhabi

PRÉSIDENT:
Thierry de Montbrial
Fondateur et président de l'Ifri et de la WPC



PRÉSIDENTE:
Lucia Sinapi-Thomas
Directrice exécutive de Capgemini Ventures

Il y a une accélération notable du rythme de l'innovation avec la technologie alimentant le changement et la numérisation basée sur les données appelant à la transformation. Cela n'est pas lié uniquement aux systèmes informatiques mais également aux processus, organisations et gouvernances, et applicables aux entités privées et publiques. C'est un problème important dont nous devons étudier les différents aspects. Premièrement, cette accélération crée une tension sur le marché des talents et dans le contexte économique mondial également en matière d'accès à la propriété intellectuelle. Deuxièmement, aucun secteur n'est immunisé contre cette transformation qui est une forme de perturbation. [...] L'industrie du capital risque en Europe s'est vraiment développée et je dirais qu'elle a rattrapé son retard sur les cinq à sept dernières années. Bien sûr, les États-Unis sont toujours en tête, mais il n'est pas uniquement question d'argent. L'écosystème des États-Unis est très riche, profitant de réseaux de *business angels* et d'équipes d'experts qui accompagnent les startupper. Je vois une amélioration en Europe avec beaucoup de mobilisation, mais nous n'avons pas encore atteint ce niveau. Je dirais que les États-Unis restent essentiels pour l'accès aux marchés, les financements plus importants et le temps de mise sur le marché. Les financements garantissent une mise sur le marché plus rapide et les obtenir vous assure une part de marché plus importante que celle de vos concurrents. Nous pouvons et nous devons nous améliorer.

Young Leaders : GovTech



Clément Tonon
Membre du Conseil d'État français

Si on observe la situation actuelle, la GovTech aujourd'hui peut être divisée en plusieurs secteurs tels que la santé, l'éducation, la défense, la sécurité, etc. Le marché est en pleine expansion avec un taux de croissance annuel de 15 % et une valeur estimée en 2025 de mille milliards de dollars, c'est énorme. Dans ce sens, je ne pense pas que la crise du Covid ait changé la donne, mais elle a servi de catalyseur à une tendance qui existait déjà. Je pense que la tendance va se poursuivre, en particulier dans trois secteurs, la santé, l'éducation, car pendant la pandémie des millions d'étudiants ont dû suivre leurs cours en ligne, et bien sûr, pour les villes intelligentes. Il y a un point où la pandémie a complètement changé la donne : aujourd'hui la GovTech fait partie du récit idéologique et politique dans certains pays et je pense à la Chine, et dans une certaine mesure à Taiwan, Singapour et la Corée du Sud. Ils ont développé des récits autour de leur gestion de la crise grâce à un usage massif de nouvelles technologies, des drones, de la reconnaissance faciale, etc., affirmant qu'elle était liée à la supériorité de leur modèle politique. Je pense que l'usage de la technologie par des acteurs étatiques va devenir un aspect essentiel de la concurrence entre les modèles politiques dans les années à venir. [...] Je pense que les valeurs sont importantes quand on parle de technologie. La technologie n'est jamais une valeur neutre et je prendrais l'exemple des villes intelligentes car la Chine développe des villes intelligentes depuis l'épidémie de SARS en 2003. De plus en plus d'entreprises de défense et de sécurité en Chine investissent dans les solutions de villes intelligentes et la Chine en vend de plus en plus à des pays d'Asie centrale, d'Afrique et du Moyen-Orient. C'est devenu un outil de soft power.



Faruk Tuncer
Cofondateur et président-directeur général de Polyteia

Si vous me demandez ce que j'ai tiré de cette expérience, je dirais que le problème fondamental dont souffre les gouvernements est qu'ils ont environ 15 ans de retard sur le secteur privé en matière de numérisation. Dans le même temps, du moins en Allemagne, mais c'est peut-être vrai pour la France également, 30 % des fonctionnaires vont partir en retraite dans les 8 prochaines années. Nous avons le changement climatique, des désastres et la réorganisation de notre économie pour la rendre verte, et il faut faire tout ça avec moins de gens donc il faut numériser, et je pense que l'urgence est déjà là. [...] Les monopoles sont ailleurs, en Chine ou aux États-Unis. Je pense que la technologie gouvernementale est un lieu où la bataille n'est pas encore perdue car les gouvernements européens sont très riches et très développés, et ils offrent de nombreux services. Si vous réussissez à offrir des solutions adéquates et également à les adapter dans toute l'Europe, au final il y a une chance de sauver notre souveraineté. Vous avez parlé d'Azure et le gouvernement allemand repousse constamment cette décision, mais elle devra être prise et cela devient urgent. Au final, la meilleure situation pour la souveraineté numérique est de l'exporter dans d'autres pays avec des paramètres de confidentialité inhérents à la conception que nous pouvons inclure dans nos produits. Pour rendre cela possible, nous devons d'abord arrêter de parler de villes françaises, de produits français, de villes allemandes, de produits allemands, de villes espagnoles etc., car nous avons besoin de ce large marché européen. Pour cela nous avons besoin de normes de partage des données, de fonds de capital-risque qui comprennent cela et de gouvernements qui voient véritablement le bénéfice pour nous d'avoir des produits européens, mais également des startups en général.



Mehdi Benchoufi
Cofondateur et président-directeur général de EchOpen

Les données sont essentielles car elles permettent d'intégrer l'intelligence artificielle, qui offre un outil plus puissant pour établir des diagnostics, et d'autonomiser les personnes. Peut-être qu'un jour tout le monde utilisera les ultrasons car ils sont non-invasifs et sûrs. Je sais qu'il y a des startups en Israël qui vont dans cette direction. Dans notre situation, je pense que l'espace de la santé renferme des géants des données, qui sont les hôpitaux. Les GAFAs sont les géants des données en général mais pour le domaine de la santé les hôpitaux ont vraiment leur mot à dire. Cette communauté est spéciale et a donné naissance à une startup, laquelle compte l'APHP, l'Assistance Public des Hopitaux de Paris, qui est le plus grand groupe hospitalier en Europe et l'un des plus grands au monde. Ils avaient d'énormes flux de données et nous sommes sur le point de construire un écosystème où les données qui entrent à l'hôpital peuvent être amenées dans l'espace ultrason et nous pouvons l'utiliser pour construire des algorithmes puissants. Je pense que c'est un bon exemple de la façon dont le secteur public et le secteur privé peuvent travailler ensemble. [...] Nous sortons beaucoup de technologie en open-source et l'idée n'est pas de faire de la technologie la propriété d'une entreprise, d'un gouvernement, etc. mais de rendre ces briques de technologie disponibles à tous pour qu'ils puissent mettre au point des conférences pour les universités ou en faire des startups. Peut-être que d'un point de vue plus politique, je pense que de nombreux pays vivent la même chose, ils ont ces micro-communautés qui défendent leurs propres intérêts. Quand on réfléchit aux points communs pour tous, dans ce genre d'espace innovant vous pouvez avoir l'idée que nous sommes tous engagés en tant que citoyens sur des sujets particuliers, mais on peut également rassembler les commentaires. Pour moi, c'est une clé pour l'avenir.



WORLD
POLICY
CONFERENCE

14th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
October 1st - 3rd, 2021 • Abu Dhabi

WORKSHOP 2
ENERGY, CLIMATE
& ENVIRONMENT



1. Money et finance



PRÉSIDENT

Jean-Claude Trichet

Président de la Commission trilatérale pour l'Europe,
ancien président de la BCE

Le principal problème des dix dernières années était une inflation anormalement basse. C'est le cas depuis la dernière grande crise économique de Lehman Brothers et cela a créé un risque de matérialisation de déflation aux États-Unis, au Japon, en Europe et dans toutes les économies avancées, sans exception. Cette situation constatée dans l'ensemble des économies avancées était très anormale, pas du tout habituelle et elle n'avait pas été observée depuis la Seconde Guerre mondiale, à part au Japon qui était très en avance sur ce point. Les politiques accommodantes de toutes les banques centrales des économies développées étaient une conséquence de cette situation anormale. Nous avons évité la déflation dans tous les pays, mais nous avons eu une décennie de politique très accommodantes, par tous les moyens possibles, conventionnels et non conventionnels. Nous voyons à présent que nous sortons probablement de cette période très anormale et je dirais qu'à mon sens, c'est une bonne chose. C'est exactement ce que l'on attendait des politiques monétaires qui ont été décidées par les banques centrales au cours des dix dernières années. Par conséquent, je ne considère pas du tout que l'inflation soit une catastrophe ! Je pense que c'est avant tout exactement le but recherché par les banques centrales. De ce point de vue, c'est positif. Ceci étant dit, il est positif que l'inflation sorte des niveaux trop bas, mais seulement si les prévisions sont ancrées au bon niveau sur le moyen et long terme. Comme vous le savez, nous avons, depuis la crise financière mondiale, une définition unique de la stabilité des prix ou de l'objectif en termes d'inflation dans les principales économies développées. Très souvent, je me rends compte que je suis pratiquement le seul à le dire, mais toutes les banques centrales des économies développées – le Japon, les États-Unis, le Royaume-Uni et la BCE, sans parler des autres – ont la même définition de la stabilité des prix, le même objectif, c'est-à-dire 2 % à moyen et long terme.



Abdul Aziz Al Ghurair

Président du conseil d'administration de Mashreq

L'innovation numérique et la transformation des attentes et comportements des consommateurs changent la donne et bouleversent le cours de l'avenir. [...] Les acteurs financiers devront investir rigoureusement dans la technologie, les partenaires, les relations avec les développeurs. Il est essentiel de réfléchir stratégiquement à la survie. Et nous ne devons jamais oublier que les données et l'intelligence artificielle sont l'avenir de la finance. D'ici 2025, l'importance accordée à l'intelligence artificielle devrait être multipliée par 20. Il n'y a donc aucun doute, le message est clair: les données s'imposeront comme l'actif le plus stratégique, en particulier pour les institutions financières. Par conséquent, l'intelligence artificielle deviendra un différentiateur essentiel. C'est une proposition de valeur claire, poussée par une augmentation du revenu à travers la spécialisation du service. L'intelligence artificielle a la capacité de réduire les coûts grâce à l'efficacité générée par une plus grande automatisation, des taux d'erreur réduits et une meilleure utilisation des ressources. Cependant, le principal potentiel de l'intelligence artificielle réside dans sa capacité à éviter de futures crises financières en repérant les événements à un stade précoce et en réduisant la dépendance. Cela pourrait également s'appliquer à la détection des changements climatiques potentiels dans les économies mondiales. À mesure que nous comprenons le lien entre la fragilité de notre planète et le coût économique, les données seront essentielles pour comprendre le lien entre la météo et le commerce, entre les manifestations pour le climat et les choix des consommateurs, entre les notations ESG et la valeur de l'entreprise. Il est temps pour le secteur financier de s'engager pleinement dans le changement et de faire preuve d'audace, car la monnaie et la finance de demain n'auront rien à voir avec celles d'aujourd'hui.



Raed Charafeddine

Banquier central et commercial, ancien premier
vice-gouverneur de la Banque du Liban

Les initiatives lancées par la BDL, la banque centrale du Liban, au moyen de circulaires pour faire face à la crise économique et financière au Liban, doivent être associées à un ensemble d'indicateurs de performance clés pour permettre d'évaluer leurs répercussions économiques, financières et monétaires, et mesurer les résultats quantitatifs, ainsi que le degré de conformité. Les mesures de politique monétaire n'auraient qu'un effet limité en termes d'échéancier et de facteurs macroéconomiques si elles n'étaient pas accompagnées et intégrées au développement d'un plan financier et économique complet et intégré à court, moyen et long terme. Un tel plan inclurait une réforme structurelle, des mesures visant, en premier lieu, à traiter les déséquilibres sous-jacents des institutions publiques, en particulier ceux liés à la gouvernance, aux services publics et aux sources de production. Deuxièmement, implanter une stratégie fiscale qui réponde à l'inégalité inhérente au système fiscal et ses mécanismes, au déficit des finances publiques, à la réorganisation et à la restructuration de la dette publique et au développement du réseau de sécurité sociale. Troisièmement, corriger les insuffisances de la balance des paiements, en particulier celles résultant du déficit de la balance commerciale, en plus des faiblesses des mécanismes de l'économie concurrentielle et l'intégration des forces du marché. Enfin, quatrièmement, mettre en place une restructuration totale du secteur financier et établir un système de taux de change crédible. L'objectif final étant de faire passer l'économie libanaise d'un état rentier à une réalité productive.



1. Money et finance



Serge Ekué

Président de la Banque ouest-africaine de développement

Les pays émergents d'Afrique, dont les taux de vaccination se situent entre 2 et 4%, sont confrontés à un obstacle supplémentaire avec le risque d'être relégués en marge des échanges commerciaux internationaux. Cela pourrait entraîner des conséquences sur leur capacité à accéder à de nouvelles sources de financement. Cela constitue une menace, cette liquidité étant cruciale, non seulement pour les politiques expansionnistes nécessaires, mais également pour combler l'écart du dérapage budgétaire de 3 à 7%, significatif pour notre région UEMOA. Cette crise sanitaire a démarré il y a deux ans et prend à présent une nature financière. [...] Dans ce contexte, nous avons noté une augmentation impressionnante de la dette publique dans un environnement de taux de rendement historiquement bas et une économie mondiale sous perfusion. Nous croyons à la Banque ouest-africaine de développement que l'une des voies de sortie est aujourd'hui le climat et la durabilité. La devise « Build Back Better » ne devrait pas seulement être un concept mais une réalité. C'est pourquoi nous soutenons sans réserve l'initiative des droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI: elle aidera les gouvernements à réduire leur endettement et le secteur privé à créer des emplois et soutenir la croissance. [...] Pour finir, nous avons tiré deux leçons de notre expérience passée et de la dernière crise. La première est que le système financier aurait pu être mieux régulé. La seconde est que les institutions financières de l'époque étaient sous-capitalisées. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas, et cela a constitué un bouclier puissant pendant cette crise. Nous devrions étendre cela aux pays émergents, où les institutions sont nettement sous-capitalisées. Pour faire face à cette nouvelle situation, les BFI doivent souscrire davantage. Plus d'engagement pour les populations, pour le développement et la croissance durable. Nous avons besoin d'institutions financières bien mieux capitalisées.



Jean-Claude Meyer

Vice Chairman International de Rothschild & Cie

Nous sommes à un moment charnière avec de nombreuses incertitudes. La surchauffe et l'inflation menacent alors que la Réserve fédérale a modifié sa position pour donner une plus grande marge de manœuvre à l'inflation et une plus grande priorité à l'emploi. Il y a un risque de surchauffe. Si cette inflation transitoire reste sous contrôle, les taux d'intérêt resteront bas et ainsi les marchés boursiers pourraient rester sains. L'inflation, préoccupante en juin, n'est pas si importante par rapport à l'année précédente, qui était en baisse à cause de la crise et est maintenant en augmentation car l'économie sort du gel profond qui la paralysait. Les marchés financiers sont une conséquence de la croissance, de l'inflation, du taux de chômage et des taux d'intérêts, qui ont mené à une certaine bulle d'actifs, d'actions, de l'immobilier et de l'art. Tout dépend des perspectives de bénéfices des entreprises, de l'inflation et des taux d'intérêt. Si les bénéfices des entreprises restent élevés et les taux d'intérêt bas, les cours des actions semblent raisonnables. La grande question est de savoir si les taux d'intérêt vont augmenter, quand et dans quelle mesure. Cependant, je suis assez confiant, surtout parce que les taux d'intérêt élevés devraient régulièrement mais lentement augmenter à l'avenir de manière modérée; les rachats augmentent, avec des prévisions de 500 milliards de dollars au cours du second semestre de l'année, favorisant les actionnaires plutôt que les détenteurs de dettes; les fusions et acquisitions sont en plein essor grâce au financement à long terme bon marché; le taux de chômage est toujours supérieur à ce qu'il était avant la crise et, comme nous le savons, du moins pour le moment, les investisseurs continuent à acheter à la baisse. Grâce à une croissance robuste, une inflation modérée et des taux d'intérêt qui augmentent lentement, et grâce aux ajustements précis et continus des banques centrales, je ne m'attends ni à un boom ni à un crash, mais à des marchés en dents de scie, avec des hauts et des bas tous les jours, comme cela a été le cas. En bref, je pense que les marchés connaîtront une lente augmentation l'année prochaine, ou un léger plateau, mais nous sommes à un tournant et nous devons rester prudents.



Jacques Michel

Président de BNP Paribas Middle East and Africa pour la banque des entreprises et des institutionnels

J'aimerais également souligner le montant considérable de la dette contractée par les pays du Golfe, ce qui est nouveau. En fait, nous sommes dans un nouveau modèle depuis 2015, lorsque les prix du pétrole ont chuté de plus de 50% et que les pays du Golfe sont arrivés sur les marchés des prêts et des obligations. Concentrons-nous sur le marché des obligations. Entre 2015 et aujourd'hui, les pays du Golfe, les six pays du CCG, ont levé 390 milliards de dollars. 2020 a été une année record avec 107 milliards de dollars d'obligations émises. En 2021, pour l'instant, 77 milliards de dollars d'obligations ont été levés pour les six pays du CCG. Cela fait du CCG le segment le plus dynamique des marchés émergents et, à cause de la liquidité massive, toutes les transactions, principalement pour les États souverains mais également pour les grandes entreprises pour la première fois en 2021, ont été massivement sursouscrites, avec n'importe quel actif sous-jacent, quelle que soit la notation souveraine, qu'il s'agisse d'une obligation de premier ordre ou non, avec une différenciation de prix limitée. Je crains que cette situation ne dure pas longtemps. Jusqu'à présent, les pays du Golfe ont bénéficié d'un environnement très propice et ont pu exploiter avec succès le marché des obligations et emprunter de l'argent à un coût de financement très bas. Une autre caractéristique qui reste généralement sous contrôle est l'endettement. Le ratio dette/PIB a augmenté. Dans le cas de l'Arabie saoudite, il est passé de zéro en 2014 à 31% aujourd'hui, et avec les économies plus faibles d'Oman et du Bahreïn, ce ratio est supérieur à 75 ou 100%. Cette tendance nouvelle a été amplifiée par la pandémie dans la mesure où les pays ont dû financer leurs mesures d'aide Covid et capex.



2. Énergie, climat et développement durable



PRÉSIDENT

Arnaud BreuillacConseiller principal du président-directeur général
de TotalEnergies

Nous constatons également que la demande en pétrole atteindra un plateau peu après 2030, puis diminuera. Le gaz est un catalyseur de la transition énergétique, tant dans le domaine de l'électricité que dans celui de l'industrie. Le développement de carburants liquides et de gaz plus verts contribuera largement à cette transition, tout comme le fera l'électrification radicale des capacités de stockage d'énergie. La décarbonation du secteur de l'électricité va être importante. Elle s'appuiera sur la production massive d'électricité à partir des énergies éolienne et solaire. L'hydrogène est de plus en plus présent dans l'industrie et les transports. Enfin, et surtout, il y a les puits de carbone. C'est ce que nous appelons la capture et le stockage du carbone, ce qui inclut des procédés basés sur les solutions naturelles. Les puits de carbone permettront d'atténuer les émissions de carbone qui ne peuvent être évitées. De manière simplifiée, c'est notre vision de la voie à suivre pour la transition énergétique. [...] Toutefois, voici les principales conclusions. Premièrement, la transition énergétique implique un changement majeur dans le bouquet énergétique et dans l'utilisation de l'énergie. Deuxièmement, les combustibles fossiles sont toujours nécessaires, tout comme le nucléaire. Et troisièmement, il existe des implications sous-jacentes en termes de coût de l'énergie pour cette transition, que nous voulons être une transition juste. Comment partager le coût de cette énergie décarbonée? TotalEnergies, qui est bien sûr l'un des acteurs majeurs du domaine de l'énergie, a l'ambition d'être l'entreprise de l'énergie responsable. [...] En 2030, nous produirons 4 millions de barils équivalent pétrole par jour, ce qui représente une augmentation de 30 %. Nous répondrons ainsi à la demande croissante d'énergie, mais avec un mix différent, puisque 50 % proviendra des gaz verts, 35 % du pétrole et des biocarburants liquides et 15 % de l'électricité, principalement des énergies renouvelables.

**Mariam Al Mheiri**Ministre du Changement climatique et de l'Environnement,
Émirats arabes unis

Pour revenir à la crise alimentaire, nous avons fait face et le gouvernement a pris de nombreuses mesures. L'une d'entre elle a été de nommer un ministre d'État chargé de la Sécurité alimentaire, et ce fut moi. C'était la première fois que les Émirats arabes unis se dotaient d'un tel ministère. Une fois en place, ma première action a été de m'assurer que nous ayons un plan pour orienter le pays, car la sécurité alimentaire recouvre le commerce alimentaire, la nutrition, la perte et le gâchis de nourriture, la sécurité sanitaire des aliments et la garantie de réserves nationales, en particulier pour un pays qui n'est pas doté des terres agricoles typiques. Nous ne sommes pas un pays agricole en soi, donc il faut également avoir des stocks nationaux. Avec tout cela en tête, je me suis entretenue avec tous les acteurs, je les ai rassemblés et leur ai dit : « Nous devons mettre au point un plan national pour garantir que dans le futur, nous serons prêts et plus résilients ». Nous avons donc lancé, en 2018, la Stratégie nationale de sécurité alimentaire 2051, et bien sûr dans chaque stratégie il faut un véhicule pour avancer, donc nous avons également créé le modèle de gouvernance des Émirats arabes unis et nous l'avons soumis. Puis 2020 est arrivé, le Covid est arrivé, et cela a été une grande leçon pour nous. Croyez-moi, malgré tout ce qui se passait dans le monde, pour ceux qui vivaient ici, pour un pays qui importe plus de 90 % de sa nourriture, nous n'avons pas connu une seule minute où les étagères manquaient de certains produits alimentaires. Je pense que cela montre vraiment qu'en tant que pays, nous avons un système alimentaire très robuste et que les idées que nous avons implantées, les programmes, les partenariats et le leadership politique, tout était bien en place. La volonté politique était présente. Je pense que tous ces éléments étaient vraiment essentiels pour montrer que la seule façon dont on peut avancer à l'avenir est la garantie d'avoir ces éléments en place.

**Isabelle Tsakok**Économiste, consultante en agriculture et développement
rural, Senior Fellow au Policy Center for the New South

C. Peter Timmer dans son livre de 2015 intitulé *Food Security and Scarcity : Why Ending Hunger Is So Hard* ? explique ce qu'implique la réalisation de la sécurité alimentaire. Un système économique complet est nécessaire pour relever (I) les défis à court terme liés aux crises des prix alimentaires et à d'autres chocs aux niveaux macro et microéconomique, et (II) les défis à long terme de la construction d'une économie croissante et inclusive dans un cadre politico-économique stable. Les gouvernements et les marchés doivent travailler ensemble. Cette approche globale peut également être envisagée sous l'angle de la trilogie du développement, à savoir la croissance, l'équité et la stabilité. Il s'agit d'une approche répandue parmi les gouvernements asiatiques. Ces gouvernements cherchent à promouvoir la stabilité avec les processus complémentaires de transformation agricole et de croissance équitable. Mes recherches sur la transformation agricole montrent qu'un solide schéma de cinq conditions est présent dans tous les cas de transformation réussie. Comme indiqué dans mon livre (2011) intitulé *Success in Agricultural Transformation : What it Takes and What Makes it Happen*, il s'agit de : (I) la stabilité macroéconomique et politique ; (II) un système efficace de transfert de technologie ; (III) l'accès à des marchés lucratifs ; (IV) un système de propriété, y compris un système de droits d'usufruit, qui récompense l'initiative et le labeur individuels ; et (V) des secteurs non agricoles créateurs d'emplois. Ces cinq conditions doivent être maintenues pendant des décennies, et non uniquement pendant un court mandat électoral. De plus, « aucun pays n'a réussi sa révolution industrielle sans une révolution agricole préalable (ou du moins simultanée) » (Timmer, 2015). Il n'est donc pas étonnant que seules quelques économies industrialisées aient atteint la sécurité alimentaire pour tous.



2. Énergie, climat et développement durable



Olivier Appert

Président de France Brevets, conseiller scientifique du Centre Énergie et Climat de l'Ifri, ancien président du Conseil français de l'énergie

La sécurité de l'approvisionnement en électricité est devenue une véritable question d'actualité. [...] Le système électrique doit équilibrer l'offre et la demande en temps réel sur l'ensemble du réseau, en tenant compte du fait que le stockage de l'électricité est difficile et très coûteux, surtout à grande échelle. [...] Toutefois, le système électrique a été soumis à des changements considérables au cours des 20 dernières années, suite à un changement majeur de politique en termes d'économie et de réglementation. Le mix électrique évolue rapidement avec le passage aux énergies renouvelables, mais les énergies renouvelables sont par nature intermittentes et n'ont pas l'inertie des centrales thermiques et nucléaires. [...] Le secteur européen de l'électricité va connaître un déclin structurel de la flexibilité du réseau en raison de la croissance de la part de marché de l'éolien et du solaire. Ces énergies sont par nature intermittentes et n'apportent pas l'inertie de la centrale thermique, laquelle contribue à la stabilité du réseau. De nombreuses centrales électriques seront mises hors service au cours des prochaines années. [...] En fait, d'importants investissements seront nécessaires pour développer la flexibilité du système électrique. Il existe différentes solutions, mais il n'existe pas de solution miracle. L'ajustement de production conventionnel reste la réponse de base. L'interconnexion est une autre solution pour la flexibilité. En Europe, la fluctuation des énergies renouvelables peut être partiellement compensée par l'équilibrage des charges. [...] Les technologies de stockage se caractérisent par différents paramètres de capacité énergétique au niveau de la durée de charge et de décharge. En termes de potentiel, ces technologies présentent différents stades de maturité. [...] Pour résumer, dans le contexte d'une part croissante de l'électricité dans le mix énergétique, la sécurité de l'approvisionnement représentera un défi de plus en plus important.



Peter Handley

Chef de l'unité Industries à forte intensité énergétique et matières premières auprès de la direction générale de la croissance de la Commission européenne

En ce moment, en Europe, les prix de l'énergie sont très élevés. [...] Le prix du gaz a été multiplié par trois et le système électrique est basé sur la tarification marginale de ce qui est le plus cher dans le système, c'est-à-dire, de façon générale, les combustibles fossiles. [...] Cette situation affecte les ménages et l'industrie. À titre d'exemple, de grandes parties du secteur des engrais arrêtent leur production en raison des prix élevés du gaz. [...] C'est également le cas en Chine. Le prix du charbon a augmenté de 56% cette année en Chine et les autorités chinoises viennent de réduire à 40% environ les industries à forte consommation d'énergie du pays pour éviter les pénuries. L'une des industries qui ont ainsi été arrêtées sans préavis est celle du magnésium. [...] Chacun ici a eu connaissance de la loi européenne sur le climat qui nous bloque sur les objectifs de 2030 et 2050. Nous avons déposé des propositions législatives et des programmes de financement pour la réalisation de ces objectifs. L'Europe a la capacité à mener à bien la transformation de son secteur industriel. Dans deux semaines à peine, Volvo sortira de sa chaîne de production le premier véhicule fabriqué à partir d'acier vert. Cet acier provient d'une usine pilote du nord de la Suède utilisant de l'hydrogène issu de sources renouvelables. Il s'agit du projet HYBRIT, une collaboration entre LKAB, Vattenfall et SSAB, avec à bord des consommateurs tels que Volvo: il faut un marché pour ces produits propres. La plupart des secteurs utilisant beaucoup d'énergie, dont le secteur de l'acier, ont des projets prêts à être lancés. Mon équipe gère l'Alliance européenne pour un hydrogène propre, qui a pour mission de développer une solide série de projets d'hydrogène tout au long de la chaîne de valeur. [...] Nous sommes également en train de discuter avec la Banque européenne d'investissement pour voir comment financer ces projets et où les fonds européens tels qu'InvestEU peuvent être déployés.



Marc-Antoine Eyl-Mazzega

Directeur du Centre Énergie et Climat de l'Ifri

Le monde s'oriente vers des records d'émissions de gaz à effet de serre en 2021 avec la très forte demande de charbon. La COP 26 ne devrait pas parvenir à galvaniser les efforts pour être dans une trajectoire de 1,5°C. Malgré les derniers engagements pris par les États-Unis, le Japon et le Canada, la trajectoire de décarbonation est insuffisante et la hausse des températures est toujours supérieure à 2,5°C. Pour donner corps à son aspiration au leadership climatique, Joe Biden doit contraindre l'Australie à présenter une NDC à la hausse et montrer des avancées, de manière rapide et concrète, dans la décarbonation du secteur électrique américain. Le gaz est pointé du doigt en Europe, mais le véritable ennemi n'est autre que le charbon. Les États européens n'en font pas assez pour en sortir (notamment l'Allemagne), et le G7 devrait se mobiliser pour aider l'Afrique du Sud, le Vietnam, l'Indonésie et l'Inde à se passer progressivement du charbon. En Afrique, il faut financer la construction de chaînes de valeur de l'acier et de cimenteries bas carbone pour accompagner la croissance économique et éviter de créer de nouvelles émissions. Il est essentiel également de renforcer les efforts consacrés à la réduction de l'asphyxie des mégapoles dans les pays émergents. Concernant le gaz, l'initiative UE-USA sur les émissions fugitives de méthane doit être étendue à la Russie, l'Australie, l'Asie centrale, le Moyen-Orient, car le méthane a un très fort pouvoir de réchauffement. Dans le même temps, les pays développés doivent réduire leur consommation de bœuf.



3. L'Afrique



DISCUTANT :
Alain Antil
Directeur du Centre
Afrique subsaharienne
de l'Ifri



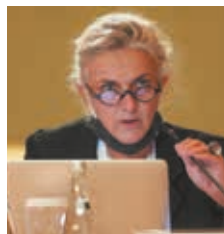
PRÉSIDENT
Robert Dossou
Président de l'Association africaine de droit international,
ancien ministre des Affaires étrangères du Bénin,
ancien président de la Cour constitutionnelle du Bénin

Il y a d'abord eu la maladie Covid-19. Nous constatons, et nous avons entendu beaucoup d'exposés à ce sujet dans les sessions plénières, que la maladie Covid-19 a fait moins de dégâts qu'on ne le craignait en Afrique, mais que cela nous pose un problème de formation, d'unité sanitaire et de production sur place des vaccins. En effet, il a été constaté ces derniers mois que dans certains pays, les vaccins se sont trouvés périmés ou ont été mal conservés. Alors quid ? Il faut un financement. Cela demande un financement supplémentaire des économies africaines. Le deuxième volet est le changement climatique qui pose, à terme, dans certaines régions de l'Afrique, la question de l'alimentation. Il y a un bouleversement dans la production agricole en Afrique. Au niveau de l'élevage, cela amène certains pays à vouloir changer de mode d'élevage. Comment élever les animaux ? On le fait à vaine pâture, c'est-à-dire que l'on promène les animaux de pâture en pâture, là où l'herbe est verte. Quand elle s'assèche à un endroit, on les amène à 100 ou 150 kilomètres plus loin. Cela augmente les litiges entre éleveurs et agriculteurs, si bien que certains États envisagent d'organiser un élevage sédentaire. Le changement climatique, ajouté à d'autres phénomènes, augmente et aggrave l'accélération de l'urbanisation, ce qui entraîne un ensemble de problèmes concernant les ordures et autres. Enfin, je poserai juste quelques questions sur le terrorisme. Pourquoi les États africains ne peuvent-ils pas s'organiser pour que leur propre armée puisse combattre le mal qui atteint ou qui attaque le territoire ?



Cheikh Shakhbut bin Nahyan Al Nahyan
Ministre d'État au ministère des Affaires étrangères et
de la Coopération internationale, Émirats arabes unis

Il ne fait aucun doute que les EAU sont profondément investis dans l'avenir de l'Afrique et de ses peuples et, bien sûr, nous espérons continuer à jouer un rôle proactif et précieux dans le continent, grâce à notre éthique, nos normes et nos valeurs pour apporter et démontrer la paix, la sécurité, la prospérité, la fraternité et la coexistence. Je pense qu'il est pertinent de rappeler que les EAU ont été fondés en 1971 sans la moindre goutte de sang ni la moindre balle. Nous nous sommes construits dans la coexistence, la paix, la sympathie et l'amour mutuel et c'est ce que nous souhaitons exporter et présenter à nos partenaires et nos alliés de confiance dans le monde entier. Nous sommes impatients d'entrer dans l'ère post-Covid-19 et de pouvoir construire des partenariats plus forts en Afrique et dans le monde dans l'espoir de créer un avenir meilleur pour nos pays et régions, un avenir fondé sur la stabilité, la sécurité et le développement durable. Nous comprenons que le seul moyen d'y arriver est par le dialogue, des canaux de communication ouverts, l'échange des savoirs et, avant tout, le développement de partenariats stratégiques mutuellement bénéfiques. Les EAU sont fiers de leurs relations de longue date avec le continent africain et le reste du monde. Nous partageons une vision d'encouragement de la prospérité de nos peuples et de création d'opportunité pour les générations à venir. Nous explorerons toutes les possibilités susceptibles d'intégrer et de renforcer nos relations, en nous engageant proactivement dans différents secteurs et domaines. Nous unissons nos efforts pour répondre aux problèmes mondiaux qui influent sur la stabilité de notre développement en tant que partenaires. Nous continuerons de travailler ensemble sur les défis mondiaux urgents, y compris l'extrémisme et la lutte contre le terrorisme, la lutte contre le changement climatique, l'amélioration de la sécurité alimentaire, etc.



Nathalie Delapalme
Directrice exécutive de la Fondation Mo Ibrahim

Le taux de vaccination très bas et l'apparition de nouveaux variants sont sources d'inquiétude. Aux niveaux économique et social, l'impact est bien plus grave que dans d'autres régions et, si l'on ne remédie pas à la situation, il pourrait engendrer plus d'instabilité et de conflits. L'impact au niveau de la santé est apparu plus tard, en grande partie grâce aux actions immédiates et remarquables des gouvernements et institutions africains. Néanmoins, les cas et décès comptabilisés pourraient bien être très inférieurs à la réalité, compte tenu de la faiblesse des systèmes d'enregistrement d'état civil en Afrique. En outre, la pandémie a davantage mis en évidence la vulnérabilité des systèmes de santé africains, toujours trop dépendants des aides extérieures et ne bénéficiant pas d'investissements nationaux suffisants. Le plus inquiétant pour l'avenir est l'inégalité vaccinale, qui porte à moins de 7 % le taux de vaccination de près de 20 % de la population mondiale. Sur un continent dont la croissance économique dépend fortement de l'offre et de la demande extérieures, l'impact économique et social a été pire que dans toute autre région. L'Afrique est entrée en récession pour la première fois en 25 ans, avec une perte actuelle jusqu'en 2024 estimée à 850 milliards de dollars par le FMI, et des inégalités croissantes entre et au sein des pays. Les mesures d'atténuation ont été limitées par une marge de manœuvre budgétaire étroite et une charge de la dette complexe. Le poids de l'Afrique au niveau mondial doit être pris en compte. Si l'Afrique reste à ce niveau de vaccination, elle deviendra un incubateur pour de nouveaux variants. Si la reprise économique ne s'accélère pas, le continent n'aura jamais les moyens pour une croissance écologique. Si les perspectives de la jeunesse africaine continuent de se réduire, nous verrons encore plus de mouvements migratoires non contrôlés, une attractivité grandissante du terrorisme et des réseaux criminels, plus d'instabilité sociale et plus de conflits.





3. L'Afrique



Cheikh Tidiane Gadio

Vice-président de l'Assemblée nationale du Sénégal,
président de l'Institut Panafricain de Stratégies, Paix-
Sécurité-Gouvernance

Lors de sa contribution à l'atelier sur l'Afrique le docteur Cheikh Tidiane GADIO a surtout développé trois thèmes. Il a rappelé comme il le fait souvent que l'Afrique a trois grands problèmes: 1) le leadership; 2) le leadership; 3) le leadership. Selon lui, l'Afrique traverse une profonde crise du leadership qui a mené à la situation que nous vivons présentement. On refuse de changer le paradigme du développement de l'Afrique, fondé sur son émiettement en 54 États non viables, paradigme qui pourtant a montré depuis plusieurs décennies qu'il était erroné et synonyme d'impasse. Ensuite il a évoqué le gâchis énorme que représente la maltraitance de la jeunesse africaine par le leadership africain et pose la question cruciale: l'Afrique a-t-elle décidé de trahir sa jeunesse? La jeunesse représente près de 70 % de la population, il est temps de donner sa place à la jeunesse africaine, mais surtout de comprendre le désarroi de cette jeunesse. Elle n'a pas de perspectives et quand un continent n'offre pas de perspectives à sa jeunesse, il trahit cette jeunesse et il trahit son futur. Dernier axe de sa contribution: la sécurité et le terrorisme. Pour lui, la crise profonde du leadership se manifeste particulièrement à travers sa gestion de la question de la sécurité puisque le terrorisme est la menace numéro 1 du continent africain.



Elisabeth Guigou

Présidente fondatrice d'Europartenaires, présidente de la
Fondation Anna Lindh pour le dialogue des cultures euro-
méditerranéennes, ancienne présidente de la Commission
des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale de France

Je vais donner un point de vue européen sur le présent et le futur des relations entre l'Afrique et l'Europe qui, je crois, a besoin d'un profond renouveau, non seulement des principes, mais surtout des moyens et des instruments. Je voudrais insister, après beaucoup d'autres, sur la question de la jeunesse. Nous savons tous qu'il va y avoir deux fois plus de jeunes arrivant sur le marché du travail en Afrique qu'il n'y a de créations d'emplois. C'est, à mes yeux, le problème majeur. La question est de savoir, me semble-t-il, comment il pourrait y avoir davantage de créations d'emplois, à quelles conditions et comment l'Europe pourrait utilement aider l'Afrique, avec l'idée de partager bien sûr les bénéfices de ce développement commun. Tout dépend de l'industrialisation de l'Afrique. Il est indispensable aussi de promouvoir et d'attirer les investissements privés pour développer l'industrialisation. Un outil nouveau me paraît peut-être de nature à favoriser ces investissements privés en Afrique pour développer l'emploi local et faire en sorte que le partage de la valeur ajoutée, la transformation des matières premières dont l'Afrique regorge, puisse se faire au bénéfice des Africains et de la jeunesse africaine. Les zones économiques spéciales et sécurisées attirent les investisseurs privés qui y trouvent la logistique et les services nécessaires. [...] Je vous signale une étude extrêmement fine des zones industrielles spéciales partout sur le continent africain, de celles qui ont réussi, c'est-à-dire celles qui font appel à la main d'œuvre, qui favorisent des transformations structurelles qui bénéficient aux Africains, et celles qui ont échoué, c'est-à-dire celles qui se contentent de produire sur place et de réexporter sans que les populations locales n'en voient jamais le bénéfice. [...] Si cette étude vous intéresse, vous pourrez la trouver sur le site de l'Institut de prospective euro-méditerranéenne.



Aminata Touré

Femme politique sénégalaise, ancienne Première ministre

On parle de l'Afrique comme si nous parlions la même langue, dansions sur la même musique et avions les mêmes rites mortuaires. Absolument pas. L'Afrique est diversifiée, elle a une culture diverse et une trajectoire également diverse. Un pays comme le Sénégal, par exemple, n'a jamais connu de coup d'État. Mais quand on présente l'Afrique, c'est comme si c'était une zone de turbulences généralisées, bien qu'il y ait clairement des défis que nous partageons, parmi lesquels le défi du développement, pour lequel, d'ailleurs, certains ont des niveaux plus élevés que d'autres: le Botswana, le Cap-Vert et tant d'autres. [...] Il faut dire aussi que l'Afrique souffre d'une grande méconnaissance, cinquante ou soixante ans après ses indépendances, et ce n'est pas normal. Cela est de notre propre responsabilité. Nous avons la pire politique de relations publiques, nous ne faisons pas connaître nos succès et nous entretenons cet afro-pessimisme qui présenterait l'Afrique sous ses traits les plus noirs, sans pour autant cacher sous le tapis, évidemment, tous les défis. [...] Ce continent, au-delà de ses ressources importantes, est jeune. Et cela, je le vois aussi comme un grand atout par rapport à des endroits vieillissants. Il y a évidemment beaucoup de formation à faire. [...] Parmi les défis se trouve évidemment la question de savoir comment renforcer nos institutions. Rappelons-nous que le Sénégal, par exemple, a 61 ans. C'est court, dans la vie d'un peuple, mais notre vie, notre culture et notre histoire ne commencent pas là. Je ne parle pas du fait que l'Afrique était le berceau de l'humanité, je n'ai pas aussi loin. Cependant, nous avons connu des civilisations brillantes au Sénégal, parmi lesquelles, d'ailleurs, des femmes ont été des dirigeantes, y compris des armées. Il faut donc davantage documenter toute cette histoire. Il faut créer un narratif mobilisateur pour notre jeunesse. Ce n'est pas seulement « Ils n'ont pas d'emplois, ils traversent l'océan, ils vont mourir, etc. » Il faut également développer ce narratif qui est, à mon avis, important pour les peuples.



3. L'Afrique



Juliette Tuakli

Présidente-directrice générale du groupe médical
CHILDAccra, présidente du conseil d'administration de
United Way Worldwide

Je vais aborder la pandémie de Covid-19 sous un autre angle. J'ai noté qu'au déclenchement de l'épidémie, j'avais été frappée par le fait qu'en Afrique, nous semblions avoir une stratégie remarquable avec un important manque de capacité. En Occident, il y avait une stratégie désastreuse avec une capacité importante. Il y avait des modèles d'évolution très différents de la pandémie entre l'Afrique, l'Europe et les États-Unis. Aujourd'hui encore, avec la progression de Delta et d'autres variants en Afrique du Sud, les niveaux de morbidité restent faibles et les niveaux de mortalité encore plus faibles. Le tableau est assez différent en Occident. [...] J'ai observé la manière dont les gens réagissaient au Covid, en particulier au Ghana, en mangeant davantage certains aliments. Les populations adoptaient des pratiques nutritionnelles ancestrales qui étaient courantes lorsqu'elles vivaient en environnement rural et mangeaient plus souvent en groupe, mais elles apparaissent à présent au sein des foyers. J'ai remarqué la présence constante de certains aliments, en particulier des légumes, dans les régimes alimentaires. On avait découvert leurs atouts nutritionnels et leur effet possible face au Covid-19. [...] Ce matin, j'ai eu un échange bref mais fascinant avec l'un de mes estimés collègues sur l'importance de la nutrition vis-à-vis du Covid et sa prévention, en utilisant la théorie des microbiomes, à laquelle je m'intéresse depuis de nombreuses années. Je lui ai rappelé en plaisantant le vieil adage « Plus les choses changent, plus elles restent les mêmes », car il m'a semblé que notre façon de considérer l'alimentation et son rôle protecteur, même dans le monde occidental, revenait à des fondamentaux assez basiques sur ce que l'on mange ou ce que l'on devrait manger pour créer la bonne flore intestinale afin de se protéger et faciliter et améliorer son système immunitaire contre diverses maladies et parasites.



Lionel Zinsou

Coprésident de SouthBridge, président du think tank
Terra Nova, ancien Premier ministre du Bénin

Encore une fois, il faut se lamenter du fait que nous avons dû nous endetter pendant le Covid, beaucoup moins que l'Europe, infiniment moins que l'Amérique du Nord. Toutefois, nous avons dû nous endetter comme tout le monde pour faire face aux dépenses d'urgence et aux effets de confinement. Ce qu'il faut retenir, n'est-ce pas du point de vue de la gouvernance ? En effet, désormais nous négocions sur les sujets de dette à 55 pays membres de l'Union africaine, avec quatre envoyés spéciaux qui sont de grands professionnels ayant une très grande expérience publique et une très grande expérience privée. [...] Il y a une gouvernance collective. Nous parlons du nombre de pays qui avaient des ventilateurs : s'est mise en place très rapidement, en mai, une plateforme électronique avec un financement automatique de l'Afreximbank, une institution multilatérale panafricaine, pour assurer les approvisionnements en ventilateurs, en protections, en masques, etc. Cela a fonctionné. [...] Tout cela a évolué à une vitesse de gouvernance qui permet aujourd'hui d'entrevoir que le continent se métamorphose, s'agissant du solaire, de la biomasse, de l'hydrolien, de l'éolien et, pour l'Afrique de l'Est, de la géothermie. L'Afrique de l'Est est en train de devenir une *cashless society* et l'Afrique de l'Ouest va à toute vitesse. Toutefois, pour que les *fintechs* se répandent dans notre continent, il faut bien que des personnes gouvernent ces pays. Il faut bien que nos banques centrales, taxées d'immatrité et d'immobilisme, aient autorisé ces transformations. [...] C'est bien de dire que c'est un continent de start-ups et où les femmes sont plus entrepreneures que partout au monde. Tout cela est vrai, mais cela veut dire aussi que la gouvernance le rend possible. Il faut donc faire très attention à ne pas nous parler d'une Afrique d'il y a dix ans. Je vous conseille de regarder l'Afrique des dix derniers mois et l'accélération.



Nardos Bekele-Thomas

Coordonnatrice résidente des Nations Unies
en Afrique du Sud

Le dividende démographique et le PIB ne sont pas négligeables lorsque nous parlons de l'ensemble de nos pays, les 54 pays. Avec une population de 1,2 milliard de consommateurs, de producteurs et d'innovateurs, il est tout à fait possible d'être la locomotive du XXI^e siècle. Cependant, nous devons également réfléchir à la manière de créer nos systèmes adaptables et pertinents pour la société future. [...] Le premier élément à repenser est notre système politique. Le deuxième point que je voudrais mentionner est le fait que nous abandonnons de plus en plus notre système de valeurs, à cause des médias etc. Comment pouvons-nous retourner à notre propre système de valeurs africain et connaître une régénération morale ? Le troisième point est de savoir comment nous repensons donner une structure au système qui nous permette de travailler ensemble de façon coordonnée et collaborative. L'Afrique a maintenant la capacité de concevoir ses propres politiques et stratégies locales, mais la mise en œuvre est d'une importance cruciale. Nous ne pouvons pas appliquer quelque chose qui concerne un secteur sans impliquer tous les secteurs de façon holistique. Nous devons placer notre jeunesse au premier rang et au cœur, et nous devons impliquer nos institutions d'éducation, de recherche et de technologie dans la planification et la mise en œuvre de nos programmes. Enfin, il y a la mobilisation des partenaires et des ressources. En termes de partenariat, il faut de l'équité. Un partenaire intervient car il a un intérêt, mais nous devons avoir une stratégie pour ouvrir le dialogue avec ce partenaire et discuter d'égal à égal. La mobilisation des ressources et des fonds est très importante et essentielle. Nos ressources nationales pourraient être utilisées de façon efficiente et efficace. Le financement illicite doit être stoppé. Les dettes devraient être gérées correctement.





Louise Mushikiwabo
Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie

Je pense de plus en plus que la notion de pays souverains qui s'associent, de groupements classiques de pays, ne sera pas à caractère linguistique. Les groupements de pays vont de plus en plus aller par intérêts ou par thèmes, plutôt que par géographies ou même par groupements géopolitiques qui existent, comme le G7 ou les Nations Unies elles-mêmes. Je pense que l'on va avoir de plus en plus de nations qui se mettront ensemble pour un sujet bien précis. J'allais dire pour le terrorisme, mais c'est un phénomène mondial. J'ai l'impression aussi que les pays vont de plus en plus fonctionner d'une manière éphémère sur un sujet, changer d'alliance, aller sur un autre sujet et peut-être aussi changer les membres de ces groupes. Si nous prenons le monde arabe, il n'y a même pas plus de trois ans, nous n'aurions pas pu imaginer les alliances, les mésalliances, les changements qui s'opèrent aujourd'hui dans ce monde par rapport à la relation avec Israël, par exemple. Pour moi, les pays dans cette région, juste en observant et sans être spécialiste, sont plutôt sur le thème de la sécurité et la sécurité va dicter les relations. Elle va dicter de nouvelles alliances qui, parfois, vont même être éphémères. [...] Il y a une sorte de désordre stratégique, si je puis m'exprimer ainsi, dont on devrait profiter pour faire avancer les idéaux, ce à quoi l'on croit. Cela peut être l'environnement, la jeunesse, l'égalité hommes-femmes, cela peut être tout ce qu'on veut. Mais c'est un monde très intéressant parce que l'on peut changer de registre, on peut aller plus loin que chez soi. En même temps, nous l'avons vu avec cette crise sanitaire, les États souverains ne sont plus capables tout seuls de gérer certains des défis mondiaux aujourd'hui. C'est impossible. Donc, on va aussi dans une pluralité d'acteurs, mais cela ne veut pas dire que l'on va y rester deux décennies, ce sera peut-être pour deux ans. C'est un monde très fluide.





Paul Kagame
Président de la République du Rwanda

Un autre domaine où de bons partenariats peuvent produire des résultats efficaces est la lutte contre l'insécurité, le terrorisme, les idéologies extrémistes, y compris l'idéologie génocidaire. Il existe des défis transfrontaliers qui nécessitent une étroite coopération. L'engagement du Rwanda dans l'établissement et le maintien de la paix en Afrique entre dans cette catégorie. Les insurgés islamistes sont désormais en fuite dans le nord du Mozambique, dans la province de Cabo Delgado, grâce à un programme efficace de coopération entre les Forces rwandaises de défense et celles du Mozambique dans la région. De la même façon, notre engagement en République centrafricaine, à la fois bilatéral et multilatéral par l'intermédiaire des Nations Unies, vise à créer un espace permettant au pays de tracer sa propre voie vers la réconciliation politique, dans la paix. L'étape suivante consiste à consolider les réussites et à se concentrer sur l'offre de services et la garantie des droits des citoyens. Ce ne sont là que deux exemples pouvant se rapporter à certains des thèmes de discussion de cette conférence.

*Version intégrale page 126





Khaldoon Khalifa Al Mubarak
Président de l'Executive Affairs Authority, président-directeur général du groupe Mubadala

En tant que passerelle entre l'Orient et l'Occident, les Émirats arabes unis sont profondément impliqués dans des liens diplomatiques forts dans le monde entier, qui se sont sans aucun doute renforcés pendant la pandémie. Nos relations bilatérales nous ont permis de partager des informations, d'apprendre des expériences des autres et de lancer des collaborations mutuellement bénéfiques. Au cours des premiers mois de l'année 2020, nous avons, par exemple, été en contact permanent avec nos homologues coréens pour pouvoir tirer profit de leurs connaissances en matière de gestion de la pandémie. Nous avons également coopéré avec nos homologues chinois dans le cadre de trois essais cliniques de vaccins contre le Covid-19 impliquant plus de 31 000 volontaires ici aux Émirats arabes unis ; et nous travaillons avec des partenaires en Israël sur des thérapies et des technologies révolutionnaires pour les maladies graves dont, bien sûr, le Covid-19. Le baromètre de confiance Edelman 2021 souligne que 80 % des personnes interrogées aux Émirats arabes unis déclarent que le gouvernement est l'institution la plus digne de confiance du pays. C'est très significatif. J'en ai été surpris, mais cela montre le niveau de confiance de la population dans ce gouvernement. Tout au long de la pandémie, nous avons veillé à respecter ce contrat social en communiquant souvent et honnêtement avec nos citoyens et nos résidents, et en adoptant des mesures de précaution déterminantes, immédiates et transparentes, fondées sur la science, les données et les meilleures pratiques mondiales.

*Version intégrale page 126







NETWORKING









Patrick Achi

“ Au terme de la 14e édition de la World Policy Conference, qui s’est tenue du 1er au 3 octobre 2021 à Abu Dhabi, je voudrais au nom de SEM. Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d’Ivoire, vous adresser mes très vifs remerciements pour m’avoir associé à cet important événement. Je me réjouis de la qualité des travaux conduits en atelier et des interventions de la cérémonie d’ouverture, à laquelle j’ai pris personnellement part.

Robert Dossou

“ La World Policy Conference est une excellente réunion, les sujets sont approfondis et nous sommes allés un peu plus loin qu’à la dernière édition. Je voudrais présenter mes félicitations aux organisateurs. Je voudrais également remercier les participants pour leur contribution de qualité.

Serge Ekué

“ La WPC a su relever avec succès le défi d’organiser une conférence internationale en pleine pandémie. Grâce à l’analyse prospective de mes pairs panélistes, tous les participants sont sortis éclairés et mieux informés sur les middle powers. La qualité de nos échanges bilatéraux a également renforcé ma conviction qu’un dialogue soutenu Europe-Afrique était nécessaire et devait être redynamisé à l’aune des enjeux de notre temps, comme le changement climatique, la lutte contre les inégalités, la promotion d’un développement durable inclusif.

Godefroy Galas

“ Dans ce contexte de tarissement des relations internationales, la grande force de la WPC est de maintenir un espace de dialogue avec une pluralité des points de vue. Puisque la WPC est une conférence non-alignée qui ne subit les influences d’aucun pôle de puissance d’un courant partisan, elle permet à la pluralité des opinions de s’exprimer. Je pense que c’est la condition sine qua none afin de résoudre les grands défis qui vont permettre de faire du monde globalisé d’aujourd’hui un monde prospère et juste pour nous tous.

Daniel Keller

“ Je retrouve évidemment dans cette édition à Abou Dabi tous les ingrédients qui font le succès de cette rencontre. C’est un moment privilégié pour échanger avec des personnes de haut niveau et des experts de tous les continents sur l’ensemble des sujets.

Jacques Michel

“ La conférence bénéficie d’une grande richesse des intervenants, d’une organisation magistrale, avec la présence de personnalités émiriennes de premier plan et d’une logistique remarquable. Thierry a eu raison de souligner dans ses propos introductifs que cela relevait du miracle.

Louise Mushikiwabo

“ Je pense, et c’est pour cela que j’aime beaucoup la World Policy Conference, qu’il y a un monde d’une part et un autre monde d’autre part, et tout un monde entre les deux. Et je pense que la plupart d’entre nous appartiennent à ce monde entre les deux.

Ana Palacio

“ Merci, Thierry, et merci à l’organisation pour cette conférence qui a toujours marqué la rentrée scolaire et de la pensée intellectuelle. Mais aujourd’hui, cela marque une rentrée plus importante qui est celle du post-Covid.

Robert Sigal

“ Permettez-moi tout d’abord de remercier Thierry de Montbrial et le staff de la World Policy Conference. C’est un très grand plaisir d’être ici physiquement et de retrouver des collègues, des personnes et des experts que j’ai eu l’occasion de retrouver à Marrakech.

Fareed Yasseen

“ La conférence est à l’image de l’Ifri et de Thierry de Montbrial, c’est-à-dire qu’il y a une profondeur substantive et une rigueur dans l’analyse. On en sort enrichi intellectuellement et avec des idées à mettre en place pour essayer de résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Masood Ahmed

“ Merci Thierry d’avoir organisé ce miracle. Je pense que pour beaucoup d’entre nous, c’est le premier événement international auquel nous assistons en personne depuis près de deux ans, alors merci pour ça.

Marcus Noland

“ Je voudrais me joindre à mes prédécesseurs pour remercier Thierry et le personnel de la WPC d’avoir proposé un magnifique programme.

Khaldoon Khalifa Al Mubarak

“ Merci, Thierry, pour votre aimable introduction, et félicitations pour avoir organisé la 14e édition de la World Policy Conference. La profondeur des contenus sur trois jours est véritablement extraordinaire, et je suis ravi de me joindre à vous tous ce soir.

Cheikh Shakhbut bin Nahyan Al Nahyan

“ J’aimerais également exprimer ma reconnaissance aux organisateurs de cet événement et à tous les invités qui nous ont rejoints ici à Abou Dabi. Il est évident que la planification et le déroulement de cette conférence ont demandé beaucoup d’efforts, et nous en attendons d’excellents résultats. Merci à vous tous pour vos interventions.

Hend Al Otaiba

“ Nous sommes très heureux d’accueillir ici, à Abou Dabi, une conférence d’une telle importance et d’une telle envergure. Nous impliquer dans ce qu’elle représente compte beaucoup pour nous, et y avoir entendu s’exprimer la pensée critique française et européenne nous a beaucoup intéressés. Je n’aurais pas pu imaginer meilleur endroit pour accueillir cette conférence aujourd’hui.

Ali Aslan

“ Les rencontres en personne sont indispensables. Cette World Policy Conference, ici à Abou Dabi, le montre très clairement, car tout ne se passe pas que sur scène, et je le dis en tant que présentateur de télévision et animateur professionnel. Les échanges qui ont lieu sur la scène sont importants, mais parfois, ce qui se passe dans la salle et à l’extérieur, lorsque les gens se regroupent et échangent des remarques informelles, est tout aussi important, sinon plus. On rencontre des personnes de tous les horizons, de cultures différentes, de pays différents, et on échange des remarques, on fait des comparaisons, on parle de nos expériences.

Jacques Biot

“ Un grand merci à Thierry de Montbrial pour avoir organisé cette belle conférence. Ayant de nombreux domaines d’intérêt et de spécialisation, j’apprends beaucoup de choses ici, alors merci beaucoup pour tout cela, et félicitations.

Jim Bittermann

“ L’une des raisons pour lesquelles j’aime venir à une conférence comme celle-ci, c’est qu’elle donne l’occasion de s’arrêter et de réfléchir. En tant que journalistes, nous couvrons ces événements au jour le jour, parfois heure par heure, sans envisager de perspective à plus long terme, et sans disposer de l’expertise que vous avez réunie en un même endroit. Je pense que de ce point de vue, la conférence a présenté un grand intérêt, qu’elle nous a aidé à garder les pieds sur terre, et à repérer parfois, pendant son déroulement, des éléments qui pourraient nous amener à réorienter la manière dont nous, journalistes, allons rapporter cet événement.

Nabil Fahmy

“ Cette conférence s’est appuyée sur des faits, ça n’était pas que de la théorie. Tout le monde a présenté un cas, nous a donné les chiffres, nous a exposé les faits réels, et a ensuite élaboré une orientation politique. J’ai assisté à pratiquement toutes les sessions, et chacune d’elles m’a apporté un éclairage et des informations. Je ne repars pas en étant euphorique et en croyant que nous avons des solutions à tous nos problèmes, ce serait naïf, mais j’ai la nette impression que dans le monde, du moins les penseurs du monde, veulent collaborer, et à cet égard, je tiens à vous remercier d’avoir organisé cet événement.

Yuichi Hosoya

“ Je suis particulièrement heureux que la World Policy Conference ait été plutôt bienveillante à l’égard de l’Asie ou des participants asiatiques. À ce jour, elle compte deux Asiatiques, pas seulement un. Je comprends parfaitement que la Corée est un pays important et qu’elle peut se faire la porte-parole de l’Asie, mais deux représentants valent mieux qu’un. C’est pourquoi je pense que la World Policy Conference reflète vraiment la politique internationale actuelle.

Pierre Jacquet

“ Permettez-moi de commencer par remercier Thierry et l’équipe de la WPC de m’avoir invité ici, et d’avoir organisé ce miracle. C’est aussi pour moi la première fois depuis deux ans que je participe à une réunion en personne, c’est donc assez émouvant.

Karl Kaiser

“ En tant qu’ancien qui était présent lors de la création de la WPC en 2008, je tiens tout d’abord à féliciter Thierry de Montbrial et son extraordinaire équipe de nous avoir donné la chance de nous revoir en personne. Après cette terrible crise, c’est merveilleux de se revoir et de se retrouver ainsi.

Memduh Karakullukçu

“ Permettez-moi de commencer comme tout le monde par remercier les organisateurs et Thierry de Montbrial d’avoir vraiment persévéré pour organiser cette conférence et d’y être parvenus. C’est un sentiment très personnel, mais ça m’avait vraiment manqué d’être avec des amis et de m’en faire de nouveaux, et d’échanger pendant les diners, donc ça a été fabuleux. Je vous remercie du fond du cœur, car j’ai réellement apprécié de pouvoir revenir.

Lee Hye Min

“ Il est vraiment remarquable de voir que Thierry de Montbrial et l’Ifri ont eu le courage et la capacité d’organiser cette conférence autrement qu’en ligne, pour que l’on se rencontre en personne. La WPC est peut-être la première conférence à rassembler des participants en personne depuis l’apparition de la pandémie. Discuter en ligne, ce n’est pas la même chose que de discuter en réel et en présence des autres, une vraie rencontre crée une atmosphère plus conviviale. Je tiens à féliciter Thierry de Montbrial et l’Ifri pour cette conférence très réussie.

Mona Makram Ebeid

“ Je voudrais remercier et dire à la WPC quel plaisir ça a été de revenir participer à cette conférence après ces deux horribles années de confinement. Je dois dire qu’il y a des choses qui n’ont pas changé, notamment le rôle fondamental de la WPC en tant que forum de réflexion sérieuse sur la politique étrangère et la politique de sécurité. Je veux vraiment applaudir chaleureusement le président Thierry de Montbrial d’avoir réussi à fournir un cadre indispensable pour discuter de ces questions politiques qui, comme nous le savons, sont particulièrement intenses. Merci à vous, Thierry, ainsi qu’à toute l’équipe.

Mayankote Kelath Narayanan

“ D’une certaine manière, je dirais que c’est l’une des meilleures conférences auxquelles j’ai participé au niveau international. Lorsque je siégeais au gouvernement, je participais régulièrement à la Conférence de Munich sur la sécurité qui, bien sûr, est organisée avec des fonctionnaires en exercice. Même si j’avais une plateforme sur laquelle je pouvais m’exprimer, elle est très stéréotypée, et les questions n’étaient jamais difficiles car tout le monde était sur la même longueur d’onde, alors la WPC est quelque chose d’assez extraordinaire.

Faruk Tuncer

“ Il est très intéressant de sortir de sa bulle, de son propre pays, et de discuter de questions de politique mondiale sur la scène avec des invités de marque et des intervenants de différents pays, et d’écouter des experts des secteurs privé, public et tertiaire. Le lieu a été bien choisi, et tout a également été bien organisé en ces temps difficiles de pandémie.

Ingvil Smines Tybring-Gjedde

“ C’est un plaisir d’être ici, et je dois dire qu’il est extraordinaire que les organisateurs aient pu mettre en place une telle conférence, avec un si grand nombre de personnes venant d’autant de pays, pendant une pandémie. J’ai été réellement impressionnée par la logistique, l’arrivée à l’aéroport en circuit fermé, etc. C’était extraordinaire d’être assise ici et d’écouter les prises de parole et les contributions aux débats de tous les autres participants. J’ai beaucoup appris, notamment sur le mode de pensée culturel. Je pense particulièrement à l’ambiance qui règne ici, et à l’aspect positif du fait de coopérer et de trouver des solutions ensemble. J’ai trouvé ça formidable après être restée travailler à la maison et n’avoir parlé qu’avec mes équipes. J’ai réellement apprécié cette conférence.

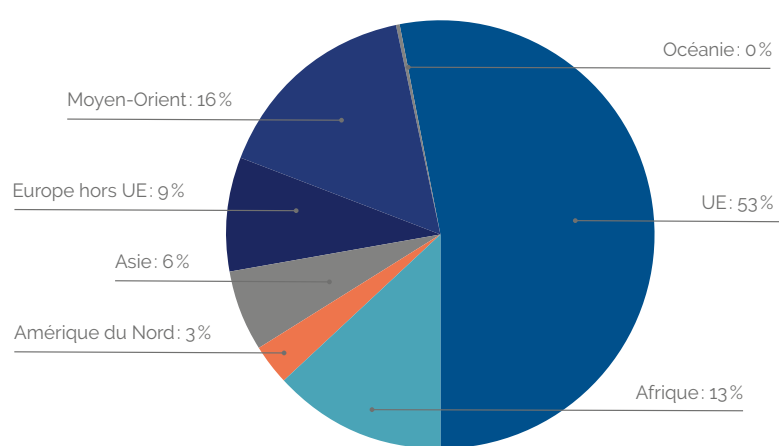
Igor Yurgens

“ Merci beaucoup de m’avoir invité à participer à la 14e édition de la World Policy Conference. Cet événement a été organisé avec brio! Le moment que je viens de passer à Abou Dabi m’a permis non seulement d’échanger des idées avec l’ensemble des professionnels, mais aussi de le faire dans une ambiance particulièrement conviviale. J’espère vous revoir bientôt!

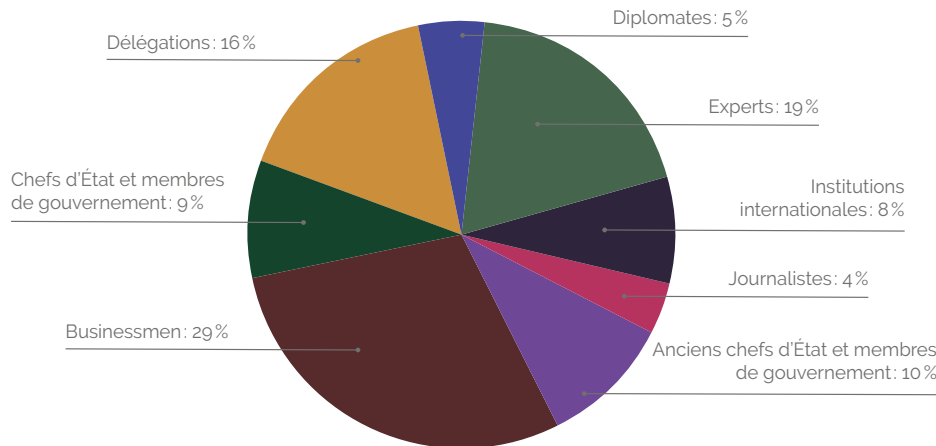




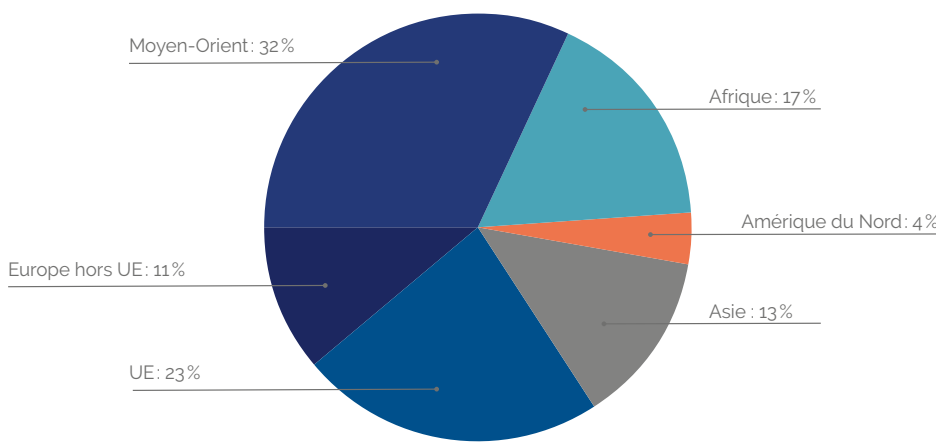
CHIFFRES CLÉS



Participants - Répartition géographique
(197 participants de 37 pays)



Participants - Répartition par fonction
(197 participants de 37 pays)



Répartition géographique des principaux articles
(total: 92 articles)





Abdelatif, Soumeya

Médecin, directrice de sociétés. Première vice-présidente de l'Institut Robert Schuman pour l'Europe, elle est membre de l'Académie européenne du Grand Est en France. Elle a été auditrice de l'Institut des hautes études de défense nationale.

Achi, Patrick

Premier ministre de la République de Côte d'Ivoire. Il a occupé les fonctions de secrétaire général de la Présidence puis ministre d'État. Il a également été secrétaire exécutif du Conseil national de politique économique en charge du plan stratégique 2030 et du programme quinquennal « Côte d'Ivoire Solidaire 2021-2025 ».

Adamakis, Emmanuel

Métropolitain de Chalcédoine depuis février 2021. Il a servi en tant que vice-président et président de la Conférence des Églises européennes. Après avoir été nommé Métropolitain de France, il a servi en tant que coprésident du Conseil des Églises chrétiennes de France.

Ahmed, Masood

Président du Center for Global Development, ancien directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI. Il a précédemment occupé des postes importants au sein de grandes institutions internationales, notamment le FMI, la Banque mondiale et le DFID.

Akita, Hiroyuki

Chroniqueur de *Nikkei*, Japon. Il écrit des commentaires, chroniques et analyses sur les affaires étrangères et la sécurité internationale. Ancien correspondant à Pékin et correspondant principal à Washington, il a été rédacteur en chef et a travaillé au sein de la « Leader Writing Team » du *Financial Times*.

Al Ahmed, Ali

Ancien ambassadeur des Émirats arabes unis en France et en Allemagne. Il a été directeur du département des Affaires européennes au ministère des Affaires étrangères, en charge des relations bilatérales. Avant de rejoindre le ministère, il a occupé des postes à responsabilité dans le domaine des médias et des communications.

Al Amiri, Sarah

Ministre d'État aux Technologies avancées, présidente de l'Agence spatiale des Émirats arabes unis. Son Excellence a été directrice de la recherche et du développement au MBRSC, où elle a créé le département de la connaissance et de la recherche. Elle a également participé aux projets DubaiSat-1, DubaiSat-2 et KhalifaSat.

Al Busaidi, Ahmed bin Hilal

Ambassadeur du Sultanat d'Oman aux Émirats arabes unis. Auparavant, il a été ambassadeur auprès du Royaume d'Arabie saoudite, ambassadeur non-résident en République de Djibouti et représentant permanent du Sultanat d'Oman auprès de l'Organisation de la coopération islamique.

Al Ghurair, Abdul Aziz

Président du conseil d'administration de Mashreq. Son Excellence est également membre du conseil d'administration du groupe de sociétés Abdullah Al Ghurair. Auparavant, Son Excellence était président-directeur général de Mashreq pendant près de 30 ans.

Al-Ketbi, Ebtesam

Présidente et fondatrice de l'Emirates Policy Center. Elle est professeure de sciences politiques à l'université des Émirats arabes unis. En 2015, elle est nommée membre de la Commission consultative du Conseil de coopération des États arabes du Golfe.

Al Mheiri, Mariam

Ministre d'État chargée du changement climatique et de l'environnement, Émirats arabes unis. Son Excellence était ministre d'État chargée de la Sécurité alimentaire et de l'Eau, responsable de la surveillance des stocks alimentaires nationaux, des investissements dans les technologies alimentaires et du suivi des relations internationales.

Al Mubarak, Khaldoon Khalifa

Président de l'Executive Affairs Authority, président-directeur général du groupe Mubadala. Son Excellence est également membre du Conseil exécutif d'Abou Dabi, membre fondateur du Conseil suprême des affaires financières et économiques d'Abou Dabi et envoyé spécial présidentiel en Chine.

Al Nahayan, Nahayan Mabarak

Ministre de la Tolérance et de la Coexistence, Émirats arabes unis. Son Excellence a rejoint le gouvernement fédéral en 1990 et a assumé plusieurs portefeuilles, notamment ceux de ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ministre de l'Éducation et ministre de la Culture et du Développement des connaissances.

Al Nahyan, Shakhbut bin Nahyan

Ministre d'État au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Émirats arabes unis. Son Excellence était ambassadeur auprès du Royaume d'Arabie saoudite. Il a joué un rôle essentiel dans la promotion et le développement des relations mutuelles, ainsi que le renforcement de la coopération bilatérale.

Al Nuaimi, Ali Rashid

Président de Hedayah. Expert international de premier plan en matière d'extrémisme et d'éducation, il est membre du Conseil national fédéral des Émirats arabes unis pour l'émirat d'Abou Dabi et président du comité des affaires de défense, de l'intérieur et des affaires étrangères au sein du Conseil.

Al Otaiba, Hend

Ambassadrice des Émirats arabes unis en France depuis juillet 2021. Auparavant, Son Excellence dirigeait le département des communications stratégiques du ministère des Affaires étrangères (MAE) des Émirats arabes unis. Son Excellence a rejoint le MAE en 2017 en tant que conseillère du ministre des Affaires étrangères.

Al Sayegh, Ahmed Ali

Ministre d'État au cabinet des Émirats arabes unis depuis septembre 2018. Son Excellence occupe un certain nombre de postes, notamment celui de président d'Abu Dhabi Global Market, membre du conseil d'administration d'Abu Dhabi Development Fund, membre du conseil d'administration d'Etihad Aviation Group et vice-président d'Emirates Nature – WWF.

Al Zaabi, Salem Mohammed

Directeur du département de la coopération internationale en matière de sécurité au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Émirats arabes unis. Il a été directeur exécutif pour la politique et la coopération au ministère de la Défense.

Al-Oraibi, Mina

Rédactrice en chef du journal *The National*, un quotidien régional de langue anglaise basé à Abou Dabi. En tant que journaliste irako-britannique, elle couvre les affaires du Moyen-Orient, de l'Europe et des États-Unis. Elle a été Senior Fellow à l'Institute for State Effectiveness et World Fellow à Yale.

Alaux-Lorain, Jean

Ingénieur du Corps des mines, il a rejoint le ministère de l'Économie et des Finances en 2019. Avant de rejoindre le secteur public, il a travaillé pour Facebook AI Research et pour le cabinet McKinsey à Paris.

Almarar, Khalifa Shaheen

Ministre d'État au ministère des Affaires étrangères, Émirats arabes unis. Il a occupé les postes de ministre adjoint chargé des affaires politiques et directeur du département des organisations internationales au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale.

Andler, Daniel

Professeur émérite de Sorbonne Université, membre de l'Académie française des sciences morales et politiques. Ils'intéresse particulièrement aux sciences cognitives et à l'intelligence artificielle ainsi qu'à leurs retombées dans l'éducation, la décision collective et les politiques publiques.

Andrews, John

Conseiller de rédaction à *The Economist* et *Project Syndicate*. Écrivain et journaliste, il est spécialisé en géopolitique. Depuis 2021, il est tuteur principal du premier cours en ligne de *The Economist* sur les tendances mondiales en géopolitique, avec un accent particulier sur la Chine et les États-Unis.

Andries, Karen

Directrice Déléguée Affaires internationales, Direction Affaires publiques, TotalEnergies. Elle a occupé plusieurs postes dans les directions Gas, Renewables & Power et Exploration & Production de TotalEnergies et dans différents pays, tels que l'Angola et l'Indonésie.

Antil, Alain

Directeur du Centre Afrique subsaharienne de l'Ifri. Il est notamment spécialiste de la Mauritanie et des questions de sécurité au Sahel. Il enseigne à l'Institut d'études politiques de Lille et à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Appert, Olivier

Président de France Brevets, conseiller scientifique du Centre Énergie et Climat de l'Ifri. Ancien président du Conseil français de l'énergie, il a été auparavant président-directeur général d'IFP Energies Nouvelles.

Aslan, Ali

Présentateur TV et journaliste international. Sa carrière l'a amené à travailler pour des chaînes d'informations internationales telles que CNN à Washington DC, ABC News à New York et Deutsche Welle TV à Berlin. Il a interviewé de nombreux leaders mondiaux et personnalités publiques.

Bader, Kristian

Directeur des opérations de Norge Mining. Fondateur de plusieurs entreprises, il possède une vaste expérience en tant que conseiller en exploitation. Il est passionné par les développements dans les domaines de la technologie, de la numérisation et de l'automatisation.

Badré, Bertrand

Associé gérant et fondateur de Blue like an Orange Sustainable Capital, ancien directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale. Il a été directeur financier de la Société Générale après avoir occupé le même poste au sein du Crédit Agricole.

Baptiste, Philippe

Président-directeur général du Centre national d'études spatiales. Il a occupé les fonctions de conseiller du Premier ministre Édouard Philippe. Scientifique venant du numérique, il est spécialiste en algorithmique, optimisation combinatoire, recherche opérationnelle et intelligence artificielle.

Bark, Taeho

Président du Lee&Ko Global Commerce Institute, ancien ministre du Commerce de Corée. Professeur émérite à la Graduate School of International Studies de l'université nationale de Séoul, il participe à la Task Force sur le capitalisme mondial en transition de la Commission trilatérale en tant que membre de la région Asie-Pacifique.

Barrault, François

Fondateur et président de FDB Partners, président de l'IDATE DigiWorld, think tank et cabinet de conseil leader européen dans le domaine d'Internet, des télécommunications et des médias. Il a eu des expériences professionnelles variées dans le domaine technologique.

SS Bartholomée I^{er}

Archevêque de Constantinople - Nouvelle Rome et patriarche ocuménique. Ordonné diacre en 1961 et prêtre en 1969, Sa Sainteté a été doyen auxiliaire à l'École Théologique de Halki, puis secrétaire personnel de son prédécesseur, le Patriarche Dimitrios I^{er}.

Bekele-Thomas, Nardos

Coordonnatrice résidente des Nations Unies en Afrique du Sud. Elle était auparavant directrice principale du Bureau du Secrétaire général. Elle a également occupé les fonctions de coordonnatrice résidente des Nations Unies et de représentante résidente du PNUD pour la République du Kenya et la République du Bénin.

Bel Hadj Soulami, Amine

Responsable Moyen-Orient et Afrique de BNP Paribas. Il a rejoint la région Moyen-Orient et Afrique après une carrière de 32 ans au sein de la banque, ayant occupé des postes de direction à Paris, New York, Londres et Tokyo. Il était auparavant conseiller principal auprès de BNP Paribas Global Markets.

Beltran, Jacques

Vice-Président du secteur public à Dassault Systèmes. Il a occupé les fonctions de conseiller spécial et directeur général adjoint chargé des affaires européennes, de l'international et du tourisme pour la région Ile-de-France. Il a également travaillé pour Airbus et Alstom.

Bingmann, Holger

Président de la section allemande de la Chambre de commerce internationale, président d'honneur du Conseil commun germano-émirati pour l'industrie et le commerce. Il est également associé directeur de Bingmann Pflüger International. Pendant de nombreuses années, il a occupé des postes de direction dans l'industrie et le domaine associatif.

Biot, Jacques

Administrateur de sociétés et consultant senior dans le domaine des télécommunications et de l'intelligence artificielle, ancien président exécutif de l'École polytechnique de Paris. Membre du conseil de plusieurs institutions académiques internationales, il est président non-exécutif du Conseil d'administration de Huawei Technologies France.

Benchoufi, Mehdi

Cofondateur et président-directeur général de EchOpen, un échographe portable, à bas-coût, connecté au smartphone. Docteur en mathématiques, il est médecin de santé publique à l'Hôpital Hôtel-Dieu à Paris et ancien chef de clinique en épidémiologie clinique.

Bittermann, Jim

Correspondant européen de CNN à Paris. Il a été correspondant pour ABC à Paris et correspondant pour NBC à Paris et Rome. Gouverneur de l'Hôpital américain de Paris, il est également coprésident et cofondateur du European-American Press Club.

Borrell Fontelles, Josep

Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, vice-président de la Commission européenne. Ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement espagnol, il a auparavant été ministre des Travaux publics et de l'Environnement ainsi que membre du Parlement européen et son président.

Breuillac, Arnaud

Conseiller principal du président-directeur général de TotalEnergies. Il a rejoint TotalEnergies en 1982 et a occupé différents postes au sein de la division Exploration & Production, notamment à Abu Dhabi, au Royaume-Uni, en Indonésie et en Angola, ainsi qu'au sein de la division Raffinage en France.

Bréchet, Christian

Président du Global Virus Network. Outre son rôle passé de président de l'Institut Pasteur, il a occupé des postes de direction à l'Institut Mérieux, à l'Inserm, ainsi qu'à l'Université Paris Descartes. Ses activités de recherche ont porté sur l'hépatite virale, les microbiomes et les infections virales.





Canal Forgues Alter, Eric

Doyen des affaires académiques de l'Anwar Gargash Diplomatic Academy. Avant d'assumer son rôle actuel, il y était maître de conférences associé en droit international pour les diplomates. Il était auparavant directeur de la faculté de droit, d'économie et de gestion de Sorbonne Université Abu Dhabi.

Charafeddine, Raed

Banquier central et commercial, ancien premier vice-gouverneur de la Banque du Liban. Professionnel de la finance de haut niveau, doté d'une expertise des secteurs public et privé au Moyen-Orient et en Afrique, il est un stratège international en matière de banque centrale, réglementation, supervision et marchés financiers.

Charbit, Stéphane

Associé-gérant au sein du département de conseil aux gouvernements de Rothschild & Co. Il conseille des gouvernements, des fonds souverains et des entreprises sur le développement économique, la politique financière et la gestion de la dette, en Europe, en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique centrale et en Amérique latine.

Chatel, Xavier

Ambassadeur de la France aux Émirats arabes unis. Il a été négociateur au Conseil de sécurité de l'ONU sur les dossiers de prolifération nucléaire et de désarmement, conseiller politique à l'ambassade de France à Londres et conseiller diplomatique de la ministre des Armées.

Cœuré, Benoît

Directeur du pôle innovation de la BRI, ancien membre du directoire de la BCE. Avant de rejoindre la BCE, il a assumé diverses fonctions au sein du ministère des Finances français, dont directeur général de l'Agence France Trésor.

Comănescu, Gabriel

Président-directeur général de Grup Servicii Petroliere, première société de construction et de forage offshore en mer Noire. Il a créé Grup Servi Petroliere en 2004 et occupe depuis le poste de président du conseil d'administration.

Cotte, Basile

Ingénieur-élève du Corps des mines. Diplômé de l'École polytechnique, il est en formation pour devenir haut fonctionnaire. Il suit désormais un master d'économie à la Paris School of Economics. Au cours de sa formation, il a travaillé pour la banque Morgan Stanley à Londres avant de rejoindre Neoen à Paris.

Coulibaly, Drissa

Ambassadeur de Côte d'Ivoire en Arabie saoudite. Il a précédemment occupé les fonctions de directeur de l'Asie pacifique au ministère des Affaires étrangères de Côte d'Ivoire.

Counsell, Benedict

Vice-président de JOKR, une startup de livraison rapide de produits alimentaires. Ancien vice-président de SoftBank Group International, il a occupé divers postes de direction au sein de start-ups et a acquis de l'expérience dans le secteur de la mobilité, de la livraison et du secteur à but non lucratif.

Delapalme, Nathalie

Directrice exécutive de la Fondation Mo Ibrahim depuis 2010. Elle a été inspectrice générale à l'Inspection générale des finances ainsi que conseillère Afrique auprès de plusieurs ministres des Affaires étrangères et ministres en charge de l'aide au développement.

Desouches, Christine

Maître de conférences honoraire de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, experte-consultante auprès d'organisations internationales et membre du Conseil stratégique de l'Ifri. Ayant occupé diverses fonctions au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie, elle est spécialiste des processus de démocratisation, de crise et de consolidation de la paix, notamment en Afrique.

Dossou, Robert

Président de l'Association africaine de droit international, ancien ministre des Affaires étrangères du Bénin, ancien président de la Cour constitutionnelle du Bénin. Ancien Bâtonnier, il est avocat au Barreau de Paris et actuellement au Barreau du Bénin.

Dredha, Ermal

Ambassadeur de la République d'Albanie aux Émirats arabes unis depuis 2016. Il a exercé différentes fonctions au sein du ministère des Affaires étrangères, il a été directeur du protocole d'État ainsi que consul général de la République d'Albanie à Bari, en Italie.

Drouin, François

Président d'ETI FINANCE (financement de PME et ETI), GAGEO (prêts sur actifs) et IFIMM (Immobilier). Il a occupé de nombreux postes de direction, dont celui de président de la Caisse d'Epargne de Midi-Pyrénées et du Crédit Foncier de France, ainsi que vice-président de Bpifrance.

Duçka, Dorian

Ancien vice-ministre de l'Industrie et de l'Energie d'Albanie. Depuis 2016, il est conseiller externe sur les investissements auprès du Premier ministre. Il a été directeur de l'Intégration européenne et des Projets internationaux au ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Energie.

Eizenstat, Stuart

Senior Counsel chez Covington & Burling LLP, ancien conseiller principal en politique intérieure de la Maison-Blanche auprès du président Jimmy Carter. Il a occupé divers postes à responsabilité, notamment ceux d'ambassadeur auprès de l'Union européenne, sous-secrétaire d'État du commerce en charge du commerce international et secrétaire adjoint du Trésor.

Ekué, Serge

Président de la Banque ouest-africaine de développement depuis août 2020. Auparavant, il dirigeait les activités de Banque de Financement et d'Investissement de Natixis pour le Royaume Uni à Londres. Il cumulait cette responsabilité avec celle des Solutions de Marchés pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique.

Elkhereiji, Waleed A.

Vice-ministre des Affaires étrangères d'Arabie saoudite. Ingénieur, il a occupé divers postes au sein du gouvernement saoudien, notamment ministre de l'Agriculture, ainsi qu'ambassadeur de l'Arabie saoudite aux Pays-Bas et en Turquie.

Etourneau, Matthieu

Cofondateur et président-directeur général de Royal Technologies Ltd, une entreprise insurtech basée à Dubaï qui entend redéfinir le secteur de l'assurance au Moyen-Orient. Il est également le représentant aux Émirats arabes unis de MEDEF International, la fédération française des entreprises.

Eyl-Mazzega, Marc-Antoine

Directeur du Centre Énergie et Climat de l'Ifri depuis 2017. Auparavant, il a travaillé à l'Agence internationale de l'énergie, où il a été en charge de la Russie et de l'Afrique sub-saharienne. Il a également animé un observatoire sur l'Ukraine à la Fondation Robert Schuman.

Fahmy, Nabil

Doyen fondateur de la School of Global Affairs and Public Policy à l'Université américaine du Caire, ancien ministre des Affaires étrangères d'Égypte. Diplomate de carrière, il a été ambassadeur aux États-Unis et au Japon. Il a également occupé de nombreux postes au sein de gouvernements et d'organisations internationales.

Gadio, Cheikh Tidiane

Vice-président de l'Assemblée nationale du Sénégal, président de l'Institut Panafricain de Stratégies, Paix-Sécurité-Gouvernance. Ancien ministre des Affaires étrangères de l'Union africaine et des Sénégalais de l'Extérieur, il a été ministre d'État, ministre des Affaires étrangères du Sénégal.

Galas, Godefroy

Ingénieur-élève du Corps des mines. Diplômé de Télécom Paris, du programme Grande École d'HEC Paris et de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, il est en formation pour devenir haut fonctionnaire. Il a travaillé pour General Electric, Alstom, TotalEnergies et Vesuvius, ainsi que pour le fonds d'investissement Astorg.

Gargash, Anwar Mohammed

Conseiller diplomatique du président, Émirats arabes unis. Il a occupé les fonctions de ministre d'État aux Affaires étrangères et ministre d'État aux affaires du Conseil national. Il est membre du conseil d'administration de l'Anwar Gargash Diplomatic Academy.

Gergorin, Jean-Louis

Maître de conférences à Sciences Po Paris, gérant de la société de conseil en cybernétique et aérospatiale JLG Strategy. Il a occupé plusieurs postes dirigeants tels que vice-président exécutif et membre du comité exécutif d'EADS (Airbus) ainsi que directeur du Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères.

Girard, Renaud

Grand reporter et correspondant de guerre du *Figaro*. Il couvre les grandes crises politiques et les principaux conflits armés mondiaux depuis plus de trente ans. Il est aussi professeur de stratégie à l'Institut d'études politiques de Paris et membre du comité de rédaction de la *Revue des deux Mondes*.

Gomart, Thomas

Directeur de l'Ifri, ancien directeur du développement stratégique et ancien directeur du Centre Russie/NEI. Ses travaux actuels portent sur la Russie, la gouvernance numérique, la politique étrangère française, le risque pays et les think tanks. Il a récemment publié *Guerres Invisibles. Nos prochains défis géopolitiques* (Editions Tallandier, 2021).

Halalai, Traian

Président exécutif de la Banca de Export-Import a României EximBank SA depuis 2012. Il a acquis une riche expérience dans le secteur bancaire en tant que directeur général adjoint et membre du conseil d'administration de Banca Romaneasca SA. Il poursuit une carrière d'enseignant à l'Académie des études économiques de Bucarest.

Gruffat, Jean-Claude

Président du Competitive Enterprise Institute, membre du Leadership Council of United Way Worldwide. Il est gouverneur de l'Hôpital Américain de Paris et préside sa fondation américaine. Il est également membre du conseil d'administration d'Atlas Network.

Guérin, Gilles

Directeur général de Bordier & Cie à Genève, trésorier de la Fondation WPC. Ancien directeur associé d'EFG Bank à Genève, il est spécialisé dans la gestion de patrimoines privés. Auparavant, il a occupé les fonctions de trésorier pour l'Europe à la National Bank of Abu Dhabi à Paris.

Guigou, Elisabeth

Présidente fondatrice d'Europartenaires, présidente de la Fondation Anna Lindh pour le dialogue des cultures euro-méditerranéennes, ancienne présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale de France. Elle a également été ministre déléguée aux Affaires européennes, ministre de la Justice et ministre de l'Emploi et de la Solidarité.

Halferty Hardy, Kerry

Conférencière et consultante. Sa carrière variée s'exerce dans les secteurs public, privé et à but non lucratif en Europe et aux Amériques, en particulier dans les domaines de la politique, l'agriculture et la santé. En tant que consultante et membre de conseils d'administration, elle conseille des entreprises et ONG internationales.

Jacquet, Pierre

Président du Global Development Network, ancien économiste en chef de l'Agence française de développement, ancien directeur adjoint de l'Ifri. Il est président du conseil scientifique de la fondation FARM, membre du Comité scientifique de Crédit Agricole SA et Non-Resident Fellow du Center for Global Development.

Handley, Peter

Chef de l'unité Industries à forte intensité énergétique et matières premières auprès de la direction générale de la croissance de la Commission européenne. Il a été responsable de la coordination des politiques pour l'Union de l'énergie, le paquet climat-énergie 2030, la stratégie de mobilité à faibles émissions et l'économie circulaire au Secrétariat général.

Hecker, Marc

Directeur de la recherche et de la valorisation de l'Ifri, rédacteur en chef de *Politique étrangère*. Docteur en science politique de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, il a enseigné plusieurs années à Sciences Po. Il a écrit différents livres dont *La Guerre de vingt ans* (Robert Laffont, 2021 avec Elie Tenenbaum).

Hosoya, Yuichi

Professeur de politique internationale à l'Université Keio. Directeur général et directeur de recherche à l'Asia-Pacific Initiative, il est également chercheur principal à l'Institut Nakasone pour la paix (NPI), Senior Fellow à la Fondation de Tokyo pour la recherche politique et Senior Adjunct Fellow à l'Institut japonais des affaires internationales (JIIA).

Jansen, Sabine

Professeure de relations internationales au Conservatoire national des arts et métiers à Paris. Chercheuse au Laboratoire interdisciplinaire de recherches en sciences de l'action, elle est vice-présidente du Comité d'histoire parlementaire et politique ainsi que présidente déléguée de la Société d'histoire de la Ve République.

Kagame, Paul

Président de la République du Rwanda. Élu président de la Communauté d'Afrique de l'Est, il mène la réforme institutionnelle de l'Union africaine (UA) depuis 2016. Il est président du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique de l'Agence de développement de l'UA et leader de l'Union africaine pour le financement domestique de la santé.

Kaiser, Karl

Associé principal du projet sur l'Europe et la relation transatlantique du Belfer Center for Science and International Affairs, Harvard. Professeur émérite de la Harvard Kennedy School, il a été directeur du German Council on Foreign Relations à Bonn et Berlin.

Karakullukçu, Memduh

Membre fondateur du conseil exécutif du Global Relations Forum, partenaire fondateur de Kanunum, président de Kroton Consulting. Ancien président du Global Relations Forum, il est spécialisé dans la technologie et le développement économique, la technologie et la sécurité, la dynamique énergétique mondiale et la gouvernance économique et financière mondiale.

Kassis, Elias

Directeur général de Total E&P UAE et TotalEnergies Country Chair aux Émirats arabes unis depuis mai 2021. Précédemment, il occupait le poste de vice-président Transition Énergétique dans la division Moyen-Orient Afrique du Nord de TotalEnergies Exploration & Production.

Kastouéva-Jean, Tatiana

Directrice du Centre Russie/NEI de l'Ifri depuis 2014. Avant de rejoindre l'Ifri en 2005, elle a enseigné les relations internationales pour le master franco-russe de l'université MGIMO. Elle dirige la collection électronique trilingue *Russie.Nei.Visions*.





Kazatchkine, Michel

Ancien directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, Senior Fellow au Global Health Centre de l'Institut de hautes études internationales et du développement, Genève. Conseiller spécial à l'ONUSIDA pour l'Europe de l'Est et l'Asie centrale, il est médecin, chercheur, décideur et diplomate.

Keller, Daniel

Président de l'Association des anciens élèves de l'ENA depuis 2017. Il est aussi directeur Support Métiers de la Retraite Complémentaire chez Malakoff-Humanis. Il a été membre du Conseil économique, social et environnemental de France en tant que personne qualifiée.

Kim, Sung-woo

Président-directeur général de MiCo BioMed Co. Ltd., une société coréenne de diagnostic innovante basée sur la technologie LabChip qui fabrique divers produits de diagnostic biochimique, immunologique et moléculaire, notamment des kits et des systèmes de détection du Covid-19. Il travaille avec des organisations internationales dont l'ONU, l'OMS et l'Institut Pasteur.

Kiviniemi, Mari

Directrice générale de la Fédération finlandaise du commerce, ancienne secrétaire générale adjointe de l'OCDE. Ancienne Première ministre de Finlande, elle a occupé différents postes au sein du gouvernement, notamment ministre de l'Administration publique et des collectivités locales, ministre du Commerce extérieur et du Développement et ministre des Affaires européennes.

Klich, Bogdan

Sénateur au Parlement polonais, président de la commission des affaires étrangères et européennes au Sénat polonais. Ancien député européen, il a été chef de la minorité du Sénat polonais ainsi que ministre de la Défense. Il a fondé le think tank Institute for Strategic Studies à Cracovie.

Kowal, Pawel

Professeur à l'Institut d'études politiques de l'Académie polonaise des Sciences. Il est politologue, historien, chroniqueur et expert en politique orientale. Membre du Parlement polonais, il est également vice-président de la Commission des affaires étrangères.

Koch, Christian

Directeur de recherche du Gulf Research Center, ancien chef des études stratégiques à l'Emirates Center for Strategic Studies and Research. Il dirige le projet Tafahum consacré à une feuille de route pour la sécurité en Asie occidentale et dans la péninsule arabique, parrainé par le ministère des Affaires étrangères allemand.

Koleilat-Khatib, Dania

Cofondatrice et présidente du Research Center for Cooperation and Peace Building, Chercheuse affiliée à l'Issam Fares Institute for Public Policy and International Affairs de l'Université américaine de Beyrouth, elle est consultante en plaidoyer du programme National Agenda for the Future of Syria de la CESAO (ESCWA).

Kotti, Randy

Ingénieur-élève du Corps des mines. Diplômé de l'École polytechnique, il a travaillé à la Mission de Défense de l'ambassade française en Côte d'Ivoire, Goldman Sachs à Londres et San Francisco, ainsi que Neoen en Australie. Il est étudiant en administration publique et développement international à la Harvard Kennedy School.

Kramarz, Jean

Directeur des activités Santé du groupe AXA Partners. Spécialiste du développement de services en santé en France et dans le monde, il a été directeur des nouveaux services du groupe Malakoff-Médéric, directeur du développement d'Europ Assistance et directeur des filiales internationales de santé du groupe Gras Savoye.

Lablanchy, Jean-Pierre

Médecin et psychiatre. Il est membre du comité de surveillance d'Edeis. Il est spécialisé dans la gestion des situations de conflit, et en particulier dans la prise en charge des syndromes post-traumatiques. Il exerce à Paris depuis 37 ans, avec une implication dans le travail en entreprise.

Laïdi, Zaki

Conseiller principal du Haut Représentant et vice-président de la Commission européenne, professeur à Sciences Po. Auteur de nombreux livres, travaux universitaires, articles et commentaires dans la presse, ses domaines de recherche sont l'Europe en tant qu'acteur mondial, le commerce et la politique, ainsi que la politique mondiale.

Lazrak, Omar

Directeur général à BNP Paribas. Cadre supérieur dans le secteur bancaire, il possède 20 ans d'expérience dans la direction de plateformes de couverture, de financement structuré et de produits au sein de banques de financement et d'investissement internationales et régionales de premier plan.

Lee, Hye Min

Conseiller principal de KIM & CHANG, professeur invité à l'université Hankuk des Études étrangères de Séoul. Ancien ministre adjoint du Commerce de Corée, il a également occupé les fonctions de sherpa du G20, négociateur en chef pour l'ALE Corée-Union européenne, ainsi qu'ambassadeur aux Philippines et en France.

León Gross, Bernardino

Directeur général de l'Anwar Gargash Diplomatic Academy. Il a été représentant spécial des Nations Unies et chef de la mission de soutien des Nations Unies en Libye. Sa carrière se concentre sur la médiation et les négociations, couvrant également le dialogue interculturel, la sécurité, l'énergie et la migration.

Loridant, Eponine

Ingénieur-élève du Corps des mines. Elle a étudié au Lycée franco-allemand et à l'École polytechnique. Dans le cadre de ses études, elle a travaillé pour une organisation humanitaire en Côte d'Ivoire et à l'ambassade de France en Suisse.

Makram Ebeid, Mona

Sénatrice égyptienne, conseillère du Haut Représentant des Nations Unies pour l'Alliance des civilisations. Ancienne députée du Parlement égyptien, elle est conférencière émérite au département des sciences politiques de l'Université américaine du Caire ainsi que membre du Conseil national pour les droits de l'Homme.

Mallikarjun, Manu

Entrepreneur social spécialisé dans les relations internationales et le développement. Il travaille à la postproduction d'une série de films qui vise à explorer des problématiques politiques et économiques mondiales. Il travaille également à l'écriture d'un livre dans le même but.

Mariton, Hervé

Maire de Crest depuis 1995. Il est également président du Conseil franco-britannique ainsi que de la Fédération des entreprises d'Outre-Mer (FEDOM). Ancien député de la Drôme, il a occupé les fonctions de ministre de l'Outre-Mer.

Meyer, Jean-Claude

Vice Chairman International de Rothschild & Cie. Avant de rejoindre Rothschild en tant qu'associé-gérant, il a été chargé de mission à la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale ainsi que gérant de Lazard Frères & Cie. Il est administrateur de l'Ifri.

Michel, Jacques

Président de BNP Paribas Middle East and Africa pour la banque des entreprises et des institutionnels. Il est membre de plusieurs conseils d'administration de BNP Paribas, notamment de BNP Paribas MEA, BNP Paribas Investment Company en Arabie saoudite et de la filiale de BNP Paribas Wealth Management à Dubai.

Mourtada-Sabbah, Nada

Secrétaire générale du University Leadership Council. Elle a été nommée vice-chancelière fondatrice pour le développement et les anciens élèves de l'Université américaine de Sharjah en 2009. Elle a été professeure invitée dans de grandes universités et institutions de recherche, notamment l'Université de Californie et l'Institut d'études politiques de Paris.

Monteiller, Pierre

Ingénieur-élève du Corps des mines. Diplômé de l'École normale supérieure de Paris, il est en formation pour devenir haut fonctionnaire. Il a contribué, au MIT et à la Humboldt Universität, à des projets de *machine learning* appliqué à l'industrie. Il a travaillé pour la division d'intelligence artificielle de Guerbet et M13h.

Moreira, Carlos

Fondateur et président-directeur général de WISeKey, ancien expert en cybersécurité aux Nations Unies. Reconnu dans le monde entier comme un pionnier d'Internet, il possède un profil unique qui combine une expérience de la diplomatie internationale de haut niveau et une expertise des technologies émergentes. Il a coécrit *The transHuman Code*.

Moulin, Jacques

Directeur général d'IDATE DigiWorld depuis 2017. Il a été directeur général de Sofrecom. Il a démarré sa carrière chez Thomson SA et a ensuite rejoint le groupe France Télécom-Orange. Il a occupé divers postes de direction et d'exploitation au sein du groupe Orange.

Mushikiwabo, Louise

Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie depuis 2019. Elle a occupé les fonctions de ministre de l'Information du gouvernement du Rwanda. Elle a précédemment travaillé au sein de la direction de la communication de la Banque africaine de développement en Tunisie.

Nguyen Van Mai, Manon

Ingénieur-élève du Corps des mines. Diplômée de l'École polytechnique, elle est en formation pour devenir haut fonctionnaire. Elle a effectué un service militaire sur une frégate de surveillance dans les terres australes et antarctiques françaises. Elle a travaillé pour la start-up biotech Embleema et les groupes Butagaz et EDF.

Narayanan, Mayankote Kelath

Président exécutif de CyQureX Systems Pvt. Ltd., une coentreprise de cybersécurité britannique et américaine. Ancien conseiller principal et conseiller en sécurité nationale du Premier ministre d'Inde, il a géré de nombreuses questions concernant la sécurité intérieure et extérieure, dont la lutte contre le terrorisme, le contre-espionnage et l'analyse stratégique.

Nasr, Samir

Président d'ECE Consultants SAL depuis 1982. Il est également président de Phoenician Funds Holding au Liban et directeur exécutif de Mouflon Fund à Chypre. Il a été consultant à l'OCDE ainsi que professeur d'économie.

Naumkin, Vitaly

Président de l'Institut d'études orientales de l'Académie des sciences russe, conseiller politique principal auprès de l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Syrie. Il est ambassadeur de bonne volonté pour l'Alliance des civilisations.

Nicolet, Patrick

Fondateur et partenaire principal de Line Break Capital SA. Il a travaillé à Capgemini, occupant successivement différentes fonctions globales. En 2020, il conclut son dernier mandat en tant que directeur des technologies en charge de l'agenda Technologie, Innovation et Ventures du groupe, ainsi que des fonctions Cybersécurité et IT.

Noland, Marcus

Vice-président exécutif et directeur d'études au Peterson Institute for International Economics. Parallèlement, il est Senior Fellow à l'East-West Center. Il a été économiste au Council of Economic Advisers du Bureau exécutif du président des États-Unis.

Oualalou, Fathallah

Senior Fellow au Policy Center for the New South, ancien ministre de l'Économie et des Finances du Maroc. Il a également été maire de Rabat, membre du Parlement marocain et président de l'Union nationale des étudiants du Maroc.

Palacio, Ana

Avocate internationale, spécialisée en droit international et de l'Union européenne. Ancienne ministre des Affaires étrangères d'Espagne, elle a été membre du Parlement européen. Elle a également été première vice-présidente et conseillère juridique principale du Groupe de la Banque mondiale.

Pannier, Alice

Responsable du programme géopolitique des technologies de l'Ifri. Ses recherches portent sur la dimension géopolitique des nouvelles technologies, les politiques technologiques européennes et les relations transatlantiques. Elle a également travaillé sur la sécurité européenne et les politiques étrangères et de défense des pays européens, notamment la France et le Royaume-Uni.

Perthes, Volker

Représentant spécial du Secrétaire général pour le Soudan et chef de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan. Ancien président exécutif et directeur de la SWP (Institut allemand des affaires internationales et de sécurité), il a été Sous-Secrétaire général des Nations Unies.

Ploquin, Xavier

Senior Associate et directeur de cabinet du PDG de Meridiam. Ancien conseiller en charge de l'énergie, de l'industrie et de l'innovation au sein du cabinet du ministre d'État français, ministre de la Transition écologique et solidaire, il a occupé diverses fonctions au sein du ministère de l'Économie et des Finances.

Qiao, Yide

Vice-président et secrétaire général de la Shanghai Development Research Foundation, une institution à but non lucratif dont l'objectif est de promouvoir la recherche sur les questions de développement. Il est aussi expert détaché en finances et économie internationales au ministère des Finances de Chine.

Rabinovich, Itamar

Vice-président de l'Institut d'études de sécurité nationale à Tel Aviv, ancien ambassadeur d'Israël aux États-Unis, ancien négociateur en chef avec la Syrie. Distinguished Fellow à la Brookings Institution, il est professeur émérite en histoire du Moyen-Orient à l'université de Tel Aviv et président émérite et conseiller de l'Israel Institute.

Rama, Edi

Premier ministre de la République d'Albanie. Il entre en politique en tant que ministre de la Culture, de la Jeunesse et des Sports. Ancien maire de Tirana et président du Parti socialiste d'Albanie, il a été élu Premier ministre pour la première fois en 2013.

Reynders, Didier

Commissaire à la Justice en charge de l'État de droit et de la protection des consommateurs à la Commission européenne. Au sein du gouvernement belge, il a été vice-Premier ministre, ministre des Finances, ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes et ministre de la Défense.





Richard, Philippe

Directeur exécutif des affaires internationales de l'Abu Dhabi Global Market. Auparavant, il a été directeur des affaires internationales de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, une institution intégrée à la Banque de France.

Robert, Virginie

Cheffe du service international du quotidien français *Les Echos*. Elle a été correspondante du journal à New York. Vice-présidente du European-American Press Club, elle est membre de l'Association française de la presse diplomatique.

Robin, Arnaud

Ingénieur-élève du Corps des mines. Diplômé de l'École polytechnique, il a travaillé dans la finance chez Jane Street puis la technologie chez Google. Il a aussi été impliqué à la gestion de crise au sein du groupe SNCF. Il est étudiant en recherche opérationnelle au MIT, en partenariat avec Wayfair.

Romain, Benjamin

Associé fondateur d'Okan Partners, cabinet de conseil en stratégie et finance dédié à l'Afrique depuis 2012. Ancien de McKinsey, PAI Partners et Ardian, il a développé une expertise en conseil financier et levée de fonds en Afrique. Chez Okan, il supervise les secteurs des infrastructures, de l'agriculture et des mines.

Rudd, Kevin

Président de l'Asia Society Policy Institute. Il est président-directeur général de l'Asia Society depuis janvier 2021. Il a exercé les fonctions de Premier ministre et de ministre des Affaires étrangères de l'Australie. Il est président du conseil d'administration de l'International Peace Institute.

Sakamoto, Haruka

Professeure adjointe à la faculté de médecine, département de la politique et de la gestion de la santé de l'Université Keio. Chercheuse de l'école supérieure de médecine de l'université de Tokyo, elle est consultante auprès du bureau régional du Pacifique occidental de l'OMS et du bureau de Tokyo de la Fondation Gates.

Sinapi-Thomas, Lucia

Directrice exécutive de Capgemini Ventures depuis 2019. Elle a occupé différents postes au sein de Capgemini, notamment ceux de directrice financière adjointe et directrice exécutive Business Platforms. Elle est membre des conseils d'administration de Capgemini SE, Bureau Veritas et de Dassault Aviation.

Schweitzer, Louis

Président d'Initiative France, représentant spécial du ministre des Affaires étrangères français pour le partenariat franco-japonais. Ancien commissaire général à l'investissement, il a été président-directeur général de Renault. Il a également occupé les fonctions de président du Conseil des Affaires étrangères français.

Shek, Daniel

Ancien ambassadeur d'Israël en France. Ancien responsable de la stratégie de communication du ministère des Affaires étrangères israélien, il est considéré comme expert en diplomatie publique. Cofondateur de NEXUS Elite Task Force, il enseigne la diplomatie à l'université de Tel Aviv. Il est membre du directoire de l'Israeli Regional Initiative.

Sigal, Robert

Directeur général de l'Hôpital américain de Paris. Il préside le groupe de travail « Patientèle Internationale » de French Healthcare. Ancien président et directeur commercial d'InSightec, il a été directeur général de General Electric Healthcare France.

Stoian, Marius

Président du Club România. Ancien sous-secrétaire d'État pour le Commerce extérieur, il a aussi été conseiller personnel du secrétaire d'État pour les Roumains de l'étranger ainsi que du ministre du Tourisme. Il est membre de la Chatham House et de l'Aspen Institute Romania.

Sulzberger, David A.

Marchand d'art spécialisé dans l'art islamique. Sa société, Ahuan Islamic Art, basée à Londres, a organisé de grandes expositions sur l'islam et fourni d'importantes œuvres d'art islamiques à de nombreuses collections privées. Il a été conseiller auprès de l'Arriyadh Development chargée de la planification du Musée national d'Arabie saoudite.

Sur, Serge

Professeur émérite de droit public à l'université Paris 2 Panthéon-Assas. Ancien directeur adjoint de l'UNIDIR, il a également été juge ad hoc à la Cour internationale de justice de La Haye. Il a aussi créé et dirigé le Centre Thucydide-Analyse et recherche en relations internationales.

Suzuki, Kazuto

Professeur de politique scientifique et technologique à l'École supérieure de politique publique de l'université de Tokyo. Senior Fellow à l'Asia Pacific Initiative, il préside l'Association japonaise de la sécurité et du commerce internationaux. Ses recherches portent sur la conjonction de la science, de la technologie et des relations internationales.

Tabet, Riad

Président de Berit International Holding SA, président de Batiliban-France Consortium franco-arabe pour le développement. Administrateur et membre du bureau exécutif de la Chambre de commerce franco-arabe à Paris, il est administrateur et membre fondateur de la Chambre de commerce libano-américaine à Beyrouth.

Tola, Dritan

Ambassadeur d'Albanie en France, ambassadeur non-résident à Monaco et au Portugal, représentant à l'Organisation internationale de la Francophonie. Il a travaillé à la Commission européenne et au Service européen pour l'action extérieure, où il a été en charge des questions politiques et des développements européens et régionaux.

Tonon, Clément

Membre du Conseil d'État français. Il a commencé sa carrière au Sénat français sur les questions de politique internationale. Il est l'auteur de plusieurs publications sur les enjeux géopolitiques de l'économie numérique.

Touraine, Agnès

Présidente et fondatrice d'Act III Consultants, un cabinet de conseil dédié aux transformations numériques. Conseillère principale de McKinsey, elle est également aux conseils de différentes organisations à but non lucratif telles que l'IDATE ou la French-American Foundation. Elle a été présidente de l'Institut français des administrateurs.

Touré, Aminata

Femme politique sénégalaise, militante des droits humains. Elle a été Première ministre, ministre de la Justice, envoyée spéciale du Président pour les Affaires intérieures et extérieures ainsi que présidente du Conseil économique, social et environnemental. Elle a occupé aux Nations Unies des postes d'experte au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Sénégal.

Trichet, Jean-Claude

Président de la Commission trilatérale pour l'Europe. Membre de l'Institut de France (Académie des sciences morales et politiques), il est président honoraire de l'Institut Bruegel et du Groupe des 30. Ancien président de la BCE, il a été gouverneur de la Banque de France et directeur du Trésor.

Tsakok, Isabelle

Économiste, consultante en agriculture et développement rural, Senior Fellow au Policy Center for the New South. Analyste des politiques et chercheuse, elle a enseigné les politiques et les institutions agricoles, notamment à la Banque mondiale et à l'École du département agricole et rural de l'Université Renmin de Chine.

Tuakli, Juliette M.

Présidente-directrice générale du groupe médical CHILDAccra, un conglomerat régional réputé, fournissant soins, services de santé publique et travaux de recherche et de développement en Afrique, en Europe et aux États-Unis. Leadreuse mondiale de la santé des femmes et des enfants, elle préside le conseil d'administration de United Way Worldwide.

Tuncer, Faruk

Cofondateur et président-directeur général de Polyteia. Partenaire de Quinoa, il est entrepreneur et professionnel des politiques publiques, passionné par la façon dont la technologie transforme les gouvernements et les villes. Son expérience professionnelle antérieure s'étend du secteur non lucratif au secteur public.

Tybring-Gjedde, Ingvil Smines

Directrice non exécutive chez Norge Mining. Représentante du Parti du progrès norvégien (FrP) et ancienne ministre adjointe au ministère norvégien du Pétrole et de l'Énergie, elle a également été ministre de la Sécurité publique au sein du ministère de la Justice et de la Sécurité publique.

Vergopoulos, John

Président-directeur général de Norge Mining. Ancien président-directeur général et directeur financier de sociétés cotées en bourse dans les industries de la technologie et des ressources minérales, il possède une solide expérience en matière de collecte de fonds sur les marchés des capitaux, des capitaux privés et des prêts consortiaux.

Véron, Nicolas

Économiste à Bruegel, chercheur invité au Peterson Institute for International Economics. Sa recherche porte sur la régulation financière, les politiques industrielles, et les transformations des systèmes financiers et des entreprises dans la mondialisation. Son parcours mêle des expériences dans l'administration publique et le monde de l'entreprise, principalement en France.

Villain, Jean-Paul

Directeur de la stratégie de l'Abu Dhabi Investment Authority. Il est également un invité permanent de son comité d'investissement. Il est membre du comité d'investissement de l'Abu Dhabi Benefits and Retirement Fund, le fonds de pension des citoyens d'Abou Dabi.

Wang, Jisi

Professeur à l'École des études internationales et président de l'Institut des études stratégiques et internationales de l'université de Pékin. Il est également président d'honneur de l'Association chinoise d'études américaines. Il a été membre du Comité consultatif de politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois.

Wurmser, David

Fondateur et membre exécutif du Delphi Global Analysis Group, ancien conseiller principal du vice-président des États-Unis pour le Moyen-Orient. Il est Senior Fellow et directeur du projet sur l'antisémitisme mondial et la relation USA-Israël au Centre de politique de sécurité.

Wurmser, Michael

Fondateur et directeur général adjoint de Norge Mining. Économiste et entrepreneur chevronné, il a conseillé des entreprises du secteur des ressources naturelles, des matières premières et de l'exploitation minière en Russie, au Moyen-Orient et en Mongolie sur le financement structuré.

Yasseen, Fareed

Ambassadeur d'Irak aux États-Unis. Il a également occupé ces fonctions en France. Il a travaillé et conseillé plusieurs agences des Nations Unies et think tanks. Il a été chef du département de la Prospective au ministère irakien des Affaires étrangères et conseiller diplomatique du vice-président Adil Abd al-Mahdi.

Yousseuffa, Estelle

Journaliste indépendante française et bilingue, consultante en affaires internationales. Forte de 20 ans d'expérience en tant que présentatrice de journal télévisé et journaliste d'investigation, elle est productrice exécutive et animatrice de la web TV AfriCanDo. Elle fournit également des analyses stratégiques globales aux dirigeants et anime des conférences internationales.

Montbrial (de), Thierry

Thierry de Montbrial est le président de l'Institut français des relations internationales qu'il a fondé en 1979. Il est professeur émérite au Conservatoire national des arts et métiers. En 2008, il a lancé la World Policy Conference. Il est membre de l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut de France depuis 1992 et membre associé de nombreuses académies étrangères. Il siège au conseil ou au conseil consultatif de plusieurs institutions internationales. Thierry de Montbrial a dirigé le département de sciences économiques de l'École polytechnique entre 1974 et 1992. Il a été le premier président de la Fondation de la recherche stratégique (1993-2001). Il a mis sur pied le Centre d'analyse et de prévision (actuellement Centre d'analyse et de prévision stratégique) du ministère des Affaires étrangères et en a été le premier directeur (1973-1979). Il est l'auteur de plus de vingt livres, certains traduits en plusieurs langues. Il est Grand Officier de la Légion d'honneur, Grand Officier de l'Ordre national du Mérite et titulaire de nombreuses autres décorations françaises et étrangères. Thierry de Montbrial est ancien élève de l'École polytechnique, docteur en économie mathématique de l'Université de Berkeley (Californie) et ancien ingénieur général au Corps des mines.



DISCOURS D'OUVERTURE ET DÎNERS
VERSIONS INTÉGRALES

14th EDITION GLOBAL GOVERNANCE October 1st - 3rd, 2021 • Abu Dhabi

WORLD
POLICY
CONFERENCE

14th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
October 1st - 3rd, 2021 • Abu Dhabi

www.worldpolicyconf.com



WORLD
POLICY
CONFERENCE

14th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
October 1st - 3rd, 2021 • Abu Dhabi

www.worldpolicyconf.com

WORLD
POLICY
CONFERENCE



Cheikh Nahayan Mabarak Al Nahayan

Ministre de la Tolérance et de la Coexistence, Émirats arabes unis

Vos Excellences, Chers Conférenciers et Invités, Mesdames, Messieurs,

C'est avec un immense plaisir que je vous transmets les salutations et meilleurs sentiments de Son Altesse Cheikh Mohamed bin Zayed Al Nahyan, Prince héritier d'Abou Dabi et commandant suprême adjoint des forces armées. C'est avec son soutien et ses encouragements que nous vous accueillons à Abou Dabi et aux Émirats arabes unis (EAU). Vous êtes un groupe renommé de dirigeants influents du monde des affaires, de la politique et de l'économie et votre présence nous honore. Nous savons déjà que nous allons beaucoup apprendre de vous durant cette conférence, comme nous avons déjà beaucoup appris de vos réussites et de votre vision de la gouvernance, de l'économie, de la géopolitique et des affaires. Votre présence à Abou Dabi souligne l'importance de cette ville dans le monde des affaires et de l'économie à l'échelle mondiale. Elle reflète clairement la prééminence des Émirats arabes unis dans les nations du monde.

Notre plus grande chance ici à Abou Dabi et aux Émirats arabes unis, c'est d'avoir à notre tête des dirigeants sages, doués d'une vision de grande envergure. Nous sommes infiniment redevables à notre président fondateur, le défunt Cheikh Zayed bin Sultan al Nahyan, qui fut un excellent dirigeant, plein de clairvoyance. Sa vision, empreinte de sagesse et source d'inspiration, a fait des EAU une nation du progrès, stable et prospère. Nos dirigeants nationaux ont continué à reconnaître la nécessité de changement et de développement durable. Et, point qui est particulièrement pertinent au vu de votre rassemblement ici aujourd'hui, c'est avec un plaisir tout particulier que je vous accueille dans une ville qui se transforme à grande vitesse du bien vers l'excellence.

Abou Dabi a su saisir toutes les opportunités pour devenir véritablement une ville d'envergure mondiale, pas seulement un centre pour la finance, les affaires, l'éducation, la santé, l'énergie, la technologie et la culture, mais également une source nourricière d'innovation et de créativité qui entend apporter ses bienfaits au monde entier. Son Altesse Cheikh Mohamed bin Zayed Al Nahyan a mis le plus grand soin à fixer les objectifs de notre ville, ainsi qu'à mettre au point les méthodes les plus efficaces pour atteindre ces objectifs. C'est sous sa direction qu'Abou Dabi avance avec des stratégies volontaristes pour maintenir une croissance vigoureuse, créer la prospérité pour tous et réunir la population, le gouvernement, les institutions publiques et privées en une société dynamique et équilibrée.

Dans cette ville et dans notre pays tout entier, nous sommes fiers de montrer au monde que des personnes issues d'origines, d'ethnicités, de religions et de cultures diverses peuvent effectivement vivre et travailler ensemble dans la paix et l'harmonie. Nous avons montré que la tolérance et la coexistence pacifique produisent un bénéfice tangible. Les pays qui mettent en avant la tolérance sont en général des pays plus paisibles où le coût des affaires est réduit et où les employés sont plus heureux. Typiquement, ces pays sont également plus sûrs, plus productifs et ont plus de ressources dédiées à des activités économiques utiles.

En outre, les sociétés tolérantes, avec une attitude ouverte et accueillante envers les nouvelles idées, produisent des terreaux fertiles au développement de l'innovation, de la créativité et du savoir. Ces sociétés réussissent souvent mieux la transition vers un fonctionnement et une économie fondés sur le savoir, et c'est cela que le monde d'aujourd'hui appelle. Notre ouverture et notre posture tolérante ont conduit les Émirats arabes unis vers une croissance économique sans pareille, ainsi qu'une stabilité sociale et politique, tout en fournissant toujours plus d'opportunités pour les résidents et citoyens de notre pays.

J'espère sincèrement voir cette vision s'étendre à tous les pays du monde. Cependant,

que ce soit à l'échelle mondiale ou régionale, cet espoir est encore et toujours remis en question. L'intolérance règne, parfois par manque de compréhension, parfois par une intention délibérée de tromper et duper. Nous voyons comment l'extrémisme se nourrit de l'échec et du pessimisme pour produire l'intolérance, et comment la réforme et la prospérité économique inspirent la confiance et un espoir tangible en un avenir meilleur.

Chers Invités, Amis et Collègues,

Le programme que vous avez devant vous aborde des questions vitales pour le futur, pas seulement pour les personnes qui se trouvent à cette conférence, mais bien pour le monde entier. Je note que vous avez prévu de passer du temps sur certains problèmes épineux de la scène mondiale. Par nature, les problèmes « épineux » sont traîtres et mal définis et pourtant certains d'entre eux, comme le changement climatique, sont des menaces existentielles pour le monde tel que nous le connaissons aujourd'hui. Votre présence ici atteste de votre volonté de comprendre les énormes défis auxquels nous faisons face. Vous souhaitez développer et approfondir vos connaissances. Je sais par expérience que l'acquisition de nouvelles connaissances requiert prise de conscience, compréhension, interprétation, évaluation et théorisation. Nous acquérons du savoir car nous sommes en quête de signification. Le savoir est une étape nécessaire sur la route vers la sagesse. Et avec la sagesse, nous pouvons manœuvrer et revitaliser les sociétés mondiales qui sont les nôtres.

J'ai l'intime conviction que c'est notre savoir et notre sagesse qui nous permettront d'exploiter l'extraordinaire potentiel de l'Expo 2020 Dubaï qui ouvre aujourd'hui. Nous faisons tout notre possible pour que cette exposition universelle, la première dans notre région, ne soit pas seulement un événement spectaculaire mais également un puissant unificateur, et une plateforme efficace pour forger la coopération internationale et les partenariats à l'échelle planétaire. L'Expo 2020 Dubaï est une opportunité unique de renforcer notre conviction que les défis auxquels le monde fait face ne se limitent pas aux frontières de chaque pays. Ensemble, par notre savoir et notre sagesse collectifs, nous pourrions promouvoir une culture de tolérance qui nous unira dans l'esprit du thème de l'Expo « Connecter les esprits, créer le futur ».

C'est également le savoir et la sagesse mis en avant ici à la World Policy Conference qui pourront aider nos communautés mondiales à faire face à toutes les tempêtes, qu'elles soient économiques, sociales ou politiques. À mesure que vous développez, affinez et approfondissez votre connaissance des problèmes mondiaux, vous développez cette sagesse dont le monde a tant besoin.

• La sagesse est à notre portée, et c'est par elle que nous pourrions résoudre les disputes et conflits internes.

• C'est la sagesse qui crée une économie et une société du savoir prenant en compte le bien-être de tous les citoyens, pas simplement l'enrichissement de quelques privilégiés.

• C'est la sagesse qui améliore l'éducation afin que tous puissent apporter leur pierre dans une économie fondée sur le savoir.

• C'est la sagesse qui reconnaît l'impératif moral de l'amélioration de la santé et de la sécurité de toutes les communautés dans le monde.

• C'est la sagesse qui nous aide à gérer efficacement les problèmes « épineux » et critiques de l'environnement tels que le changement climatique, la gestion des déchets, le recyclage, l'eau potable et les énergies renouvelables.

• C'est la sagesse qui nous permettra de préserver les forces de nos cultures traditionnelles tout en nourrissant notre affinité morale naturelle avec les autres peuples et les autres cultures.

• C'est la sagesse qui nous permet d'accepter le risque raisonnable quand nous faisons progresser la recherche scientifique et l'innovation entrepreneuriale.

• C'est la sagesse qui permet la coopération, la créativité, la compréhension et le soutien mutuel qui nous aide à confronter les défis posés par la pandémie de Covid-19.



• C'est la sagesse qui encourage une perspective optimiste pour l'avenir de notre monde, un avenir rempli de coexistence pacifique et de prospérité pour tous.

• Et c'est également le savoir et la sagesse partagés au cours de cette World Policy Conference qui mettent en avant le rôle primordial de la gouvernance dans la construction de l'avenir. Les bons dirigeants de notre époque doivent être innovants mais justes, stables, vifs, courageux, informés et sages.

Ensemble, et par le biais de notre sagesse collective, nous devons réaffirmer notre conviction que nous travaillons et vivons tous dans un monde interdépendant. Nous devons travailler tous ensemble pour créer et préserver un ordre mondial qui promeut la paix, l'espoir, la compréhension, la stabilité, la coopération et la prospérité pour tous.

Je voudrais tout particulièrement adresser mes remerciements aux efforts de Thierry de Montbrial pour organiser cette prestigieuse conférence. La sagesse collective que vous développez et partagez est essentielle à la création d'un avenir meilleur pour nous tous.

Laissez-moi conclure par cette remarque : les EAU célèbrent cette année leur cinquantième anniversaire. Pour les cinquante prochaines années, nous sommes déterminés à développer nos réussites, à rassembler les institutions publiques et privées, les citoyens du territoire et les expatriés, les partenaires régionaux et internationaux pour créer une société dynamique, équilibrée et paisible, concentrée sur l'amélioration de la qualité de vie pour tous. Nous voulons doubler nos efforts pour nous concentrer sur le développement durable, inclusif et à long terme. Nous voulons élargir le rôle des dirigeants de communauté, des penseurs et des innovateurs dans le façonnage de l'avenir. Nous voulons continuer notre engagement envers la paix et la coopération régionales et mondiales. Nous allons nous efforcer de mettre en œuvre la sagesse et les connaissances acquises pour construire, pour tous, un meilleur futur.

Je vous souhaite une conférence riche et fructueuse. Merci.

Thierry de Montbrial

Fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

Je suis particulièrement heureux de la tenue de cette quatorzième édition de la World Policy Conference, à Abou Dabi, près de deux ans après la douzième, à Marrakech. L'absence d'une treizième édition dans la chronologie de la WPC, comme celle d'un treizième étage dans les immeubles aux États-Unis ou d'une treizième rangée dans les avions de certaines compagnies aériennes, restera un signe de l'année 2020, si particulière dans l'histoire du monde contemporain.

Après le choc du 11 septembre 2001, la crise financière des subprimes et ses suites à partir de 2007-2008 ; le très mal nommé « printemps arabe » du début de la précédente décennie ; la pandémie de Covid-19 ; et bien sûr le changement climatique dont les effets se font maintenant sentir dans la vie quotidienne des peuples un peu partout dans le monde, sont quelques-unes des manifestations de ce début de siècle qui nous rappellent la fragilité de la condition humaine, dans ses dimensions collectives comme individuelles.

Sur le plan proprement géopolitique, le dégel du système international depuis la chute de l'Union soviétique, conjugué avec la montée foudroyante de la Chine, dont les ambitions sont de plus en plus explicites, rappellent à ceux qui avaient voulu croire à la mondialisation heureuse que le monde plat de ses idéologues n'était qu'une illusion. Le monde d'aujourd'hui ressemble à certains égards à celui du début du XXe siècle qui, en l'absence de toute gouvernance mondiale, pour utiliser le vocabulaire d'aujourd'hui, a débouché sur la Première Guerre mondiale.

Tandis que la pandémie (dont l'issue reste d'ailleurs très incertaine) accélère des transformations technologiques ou sociétales qui étaient déjà largement en cours, le durcissement soudain de la rivalité sino-américaine amplifie la mutation de la face du

monde et les incertitudes qui en résultent. Beaucoup d'observateurs même éclairés n'ont pas vu ou voulu voir que l'élection du président Joe Biden ne changerait pas le cours de la politique étrangère des États-Unis, désormais entièrement focalisée sur l'empire du Milieu. Sans doute le style du nouvel occupant de la Maison Blanche est-il plus classique que celui de son prédécesseur, mais son action n'est en réalité pas moins unilatérale et brutale que celle de Donald Trump. Les espérances en un retour au multilatéralisme, ou aux pratiques de la concertation entre alliés dans une instance comme l'OTAN, ont été déçues. Les conditions du retrait des forces américaines d'Afghanistan, ou encore celles de l'annonce de la nouvelle alliance entre l'Australie, la Grande-Bretagne et les États-Unis (AUKUS), en sont deux exemples récents. On doit s'attendre à ce qu'ils ne restent pas isolés.

Si des États comme le Japon ou la Corée peuvent raisonnablement se croire à l'abri de volte-face de Washington, c'est parce que les intérêts américains y sont d'ordre majeur. Beaucoup d'autres pays ressentent la nécessité de se préparer à de profondes reconfigurations voire à des conflits régionaux auxquels les États-Unis ne s'intéresseraient plus que sur le mode mineur. La géopolitique, comme la nature, a horreur du vide. On l'a encore vu récemment au Moyen-Orient sous la présidence de Donald Trump, quand les ambitions de la Russie ou de la Turquie se sont manifestées avec une certaine vigueur. Des affrontements de plus ou moins grande ampleur sont à prévoir partout où les intérêts fondamentaux des États-Unis ou de la Chine ne sont pas directement en jeu. Et là où ils le sont, comme à Taïwan, des chocs frontaux sont inévitables dans les prochaines années, à moins que les deux superpuissances du nouveau monde n'établissent un dialogue comparable à celui qui s'était instauré entre les États-Unis et l'Union soviétique après la crise des missiles de Cuba, en 1962. Mais peut-être pour en arriver là faudra-t-il justement une crise comparable à cette dernière.

Une autre source de préoccupation est la tendance croissante de la politisation de l'économie et de la finance, notamment à travers la pratique des sanctions. Cette pratique est jusqu'ici une arme essentiellement américaine, mais on peut s'attendre à ce que la Chine s'y engage elle aussi méthodiquement. Plus généralement, chacune des deux superpuissances rivales entend développer son propre système mondialisé, ce dont résulteraient deux sphères en concurrence dans le cyberspace, et de nouvelles formes de partage de la planète en zones d'influence.

Or la plupart des États de notre planète ne veulent pas se trouver contraints de choisir un camp dans lequel ils se trouveraient vassalisés. Tel est en particulier le cas de l'Union européenne, dans son ensemble et dans la plupart de ses composantes. Certes, les Européens portent un intérêt majeur à la préservation de la liberté de navigation dans l'espace aujourd'hui qualifié d'indopacifique, et ils y contribuent sans réserve. Ils attachent la plus grande importance à l'approfondissement de leurs relations de toute nature avec l'Inde mais aussi avec le Japon ou encore la Corée du Sud. Certes aussi les États membres de l'Union européenne se sentent, ne serait-ce que culturellement et donc politiquement, beaucoup plus proches des États-Unis que de la Chine. Les Européens ne sauraient se montrer « équidistants », et ils le disent. Pour autant, leurs intérêts vis-à-vis de l'Asie en général et de la Chine en particulier ne coïncident pas exactement avec ceux des Américains. Loin de là. Ils ne sauraient donc se résigner à se voir imposer une transformation, présentée comme préventive, de l'Alliance atlantique en une organisation de facto américaine dirigée contre la Chine, alors que les principales menaces qui pèsent immédiatement sur eux sont bien davantage liées à l'instabilité de leur voisinage.

En bonne logique économique, politique et géostratégique, les Européens devraient s'organiser pour structurer leurs liens dans leur voisinage du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique, naturellement aussi en Europe de l'Est, y compris à mon sens, j'insiste sur ce point, avec la Russie. C'est dans les relations de voisinage que nous devrions principalement tous concentrer nos efforts pour renforcer les chances d'un codéveloppement économique et social harmonieux, en nous donnant les moyens aussi autonomes que possible pour construire la sécurité collective de cette vaste région, dont les populations sont destinées par l'histoire et la géographie à vivre ensemble.

Il ne saurait s'agir de travailler dans ce sens en s'opposant aux États-Unis. Mais nous ne



voulons pas pour autant nous affronter avec la Chine au-delà de ce qu'exige la préservation de nos intérêts essentiels, tels que nous nous les représentons par exemple quand nous parlons de souveraineté technologique.

Ayant dit cela, il faut ajouter qu'une condition préalable pour le maintien de la paix globale dans les prochaines décennies est une entente entre les États-Unis et la Chine portant non pas sur une sorte de partage du monde, mais au contraire sur ce qu'on peut appeler les biens communs de l'humanité. À commencer par ceux qui se rattachent au climat et à la santé, comme nous sommes en train de le découvrir ou de le redécouvrir. Si cette condition n'est pas remplie, les autres États seront incapables de surmonter par eux-mêmes les immenses difficultés auxquelles on peut s'attendre notamment dans ces deux domaines au cours des prochaines décennies. Et avec un peu d'optimisme, on peut espérer qu'une coopération solide entre les deux superpuissances sur les biens communs de l'humanité pourraient s'étendre à d'autres sujets.

Ces quelques réflexions ne se veulent pas pessimistes, mais lucides. Je crois plus que jamais à la vocation de la WPC telle que nous l'avons formulée dès son origine en 2008 : les puissances moyennes doivent travailler ensemble pour exprimer leurs vues sur les conditions propres à assurer la pérennité d'un monde raisonnablement ouvert. C'est-à-dire : une mondialisation sans hégémonies, à l'écart de toute forme d'extrémisme. Il me semble que cette idée est partagée par les Émirats arabes unis qui nous reçoivent aujourd'hui au moment même où s'ouvre l'Exposition universelle de Dubaï, dont le symbole est justement une mondialisation équilibrée grâce à l'exploitation intelligente et raisonnée des ressources de la technologie.

Le Moyen-Orient dans son ensemble est une région actuellement en souffrance, mais qui dispose potentiellement de tous les atouts pour redevenir une aire de prospérité et de lumière. Chacun a par ailleurs pris conscience des immenses ressources de l'Afrique. Quant à l'Europe, à condition qu'elle parvienne à surmonter les difficultés inhérentes à la poursuite de son intégration, elle a pour vocation de devenir encore plus ce qu'elle est devenue après la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire un pôle de prospérité, de liberté et de paix, ayant définitivement renoncé à toute forme d'impérialisme.

Qui ne voit que dans un monde où les distances ont changé d'échelle, l'Europe au sens large, le Moyen-Orient et l'Afrique forment une communauté de destins ?

SS Bartholomée I^{er}

Archevêque de Constantinople - Nouvelle Rome et patriarche œcuménique

Éminences,

Excellences,

Honorables participants,

Cher Thierry de Montbrial,

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Nous tenons à remercier très chaleureusement les organisateurs de cette nouvelle édition de la World Policy Conference de m'avoir invité une nouvelle fois à participer à ses indispensables travaux, d'avoir donné la possibilité d'une rencontre, tellement inspirante pour notre « bonne lutte » commune. Nous félicitons les organisateurs d'avoir préparé cette conférence, d'avoir assuré la présence de nombreuses personnalités et d'avoir choisi la thématique multidimensionnelle et d'actualité.

Un regard, même rapide et succinct, sur l'état du monde d'aujourd'hui ne peut faire naître qu'un sentiment de crainte. Non seulement ne sommes-nous pas complètement sortis de

la crise sanitaire qui s'est abattue sur le monde il y a plus d'une année et demie, mais les nouvelles recombinaisons géopolitiques, le défi du fondamentalisme, ainsi que la crise climatique et environnementale sont autant de sources d'incertitude et d'inquiétude. Il ne s'agit pas cependant de jouer les Cassandra en se concentrant uniquement sur les difficultés qui nous entourent. Ces temps de crise sont une mise à l'épreuve de nos civilisations. Le mot crise, en grec , évoque une situation difficile, mais il indique en même temps que nous serons jugés, évalués, sur notre réaction, sur la qualité de notre réponse à ce défi.

La coopération et l'action commune sont l'impératif catégorique face à l'immense crise contemporaine. Aucun état, aucune religion, la science à elle seule, aucune institution, aucun leader à lui seul ne pourrait affronter les problèmes majeurs sans la collaboration des autres instances. Nous avons vraiment besoin l'un de l'autre, nous sommes appelés à jeter des ponts, à travailler ensemble. Notre avenir est commun et le chemin qui y mène l'est aussi.

La base de collaboration est le dialogue. Il est en soi un geste de solidarité et une source de solidarité approfondie. Il produit confiance et acceptation mutuelles. Il importe de comprendre que le dialogue diffère de la négociation, du débat, de la confrontation, de la remontrance, etc. La définition qui s'en rapproche le plus est certainement cette phrase magnifique de Claude Lévi Strauss : « Il n'y a pas, il ne peut y avoir, une civilisation mondiale au sens absolu que l'on donne souvent à ce terme, puisque la civilisation implique la coexistence de cultures offrant entre elles le maximum de diversité, et consiste même en cette coexistence. » Le dialogue apparaît comme une tension paradoxale entre la coexistence et l'exposition au maximum de la diversité.

Cette leçon vaut pour nous aussi dans le domaine interreligieux où le dialogue est théorique, tout en étant une praxis de la coexistence. Nous entendons par là que le dialogue ne peut être conçu seulement comme un moyen, comme un échange des paroles. Il s'agit aussi d'une fin en soi qui n'a de but que la rencontre dans sa capacité transformatrice. Lorsque le dialogue devient transformateur, c'est alors qu'il prend toute sa densité. Le dialogue permet de combattre les pré

jugés. Il décroïsonne. Il met en relation. Il nous permet de penser autrement notre rapport à l'altérité. Aujourd'hui, plus que jamais dans son histoire, l'humanité a vraiment la chance et la capacité de faire de nombreux changements à travers la communication et le dialogue.

À bien y réfléchir, ce que certains appellent depuis une trentaine d'années le « retour du religieux » n'est que la transposition d'un phénomène bien plus ancien, d'un « œcuménisme diplomatique » qui s'est développé dans le contexte de la guerre froide et qui visait à désenclaver les chrétiens pris au piège de l'autre côté du rideau de fer. Le Conseil Œcuménique des Églises avait, depuis 1948, permis de véritables avancées en lançant des ponts de part et d'autre de l'Europe. On se souvient par ailleurs de l'engagement du Pape Jean Paul II sur le terrain de la paix, notamment au cours de la première rencontre d'Assise en 1986. Il s'agissait de la première rencontre interreligieuse d'une telle envergure. Cette même année, les Nations Unies avaient d'ailleurs proclamé 1986 comme « année internationale de la paix » alors même que l'opposition Est-Ouest polarisait encore la planète et que la guerre du Liban faisait rage. L'année 1986 était donc déterminante, sur le plan interreligieux et international.

Mentionnons un autre exemple, celui de la Conférence des Églises européennes (CEC). Cette instance de dialogue proprement œcuménique, même si elle favorise le rapprochement des Églises, ne perd pas de vue l'importance des autres acteurs religieux. Dans sa Lettre ouverte « Quel avenir pour l'Europe ? » publiée en 2016, la CEC insiste sur l'importance d'une « attitude positive vis-à-vis des adhérents à différentes religions, cultures et visions du monde ». Abordant la question de la reconnaissance et du respect de la diversité, le même document note : « Au cours de son histoire, l'Europe n'a jamais été homogène (chrétienne) et l'Europe de l'avenir sera elle aussi pluraliste. Dans le passé, l'islam a influencé la culture, surtout dans la péninsule ibérique et dans certaines parties des Balkans et durant des décennies plus récentes, des vagues migratoires ont apporté l'islam et d'autres religions dans plusieurs parties de l'Europe. »



Le dialogue est alors un principe d'inclusion auquel nos Églises et tous les acteurs religieux sont appelés à contribuer. Ce qui est vrai pour l'Europe l'est aussi pour la scène internationale. Le dialogue interreligieux s'est imposé comme une dimension incontournable des processus de paix entre États et au sein d'une même société. D'ailleurs, la crise migratoire à laquelle nous sommes confrontés rend bien compte de cette double dimension.

La montée en puissance du fondamentalisme religieux comme un phénomène traversant l'ensemble des traditions religieuses avec des spécificités partagées comme l'interprétation littérale des textes sacrés, le rigorisme moral, l'instrumentalisation politique et finalement une opposition puissante à toute forme de dialogue qu'il soit œcuménique et interreligieux, est une réalité. Extrémisme et radicalisation entendent privatiser la vérité en favorisant l'affrontement. Le dialogue apparaît alors comme le seul moyen permettant de jeter des ponts, permettant d'œuvrer en faveur de la paix et de la compréhension mutuelle. Pour reprendre les mots d'une intervention que nous avions proposée au Caire, en avril 2017, je cite :

« Pour cette raison, le dialogue interreligieux reconnaît les différences des traditions religieuses et favorise la coexistence pacifique et la coopération entre les personnes et les cultures. Le dialogue interreligieux ne veut pas nier sa propre foi, mais plutôt changer son esprit ou son attitude envers l'autre. Il peut aussi guérir et balayer les préjugés, et contribuer à une compréhension mutuelle et à la résolution pacifique des conflits. Les partis pris et les préjugés proviennent d'une fausse représentation de la religion. Par notre présence aujourd'hui, lors de cette importante conférence, nous voulons nous opposer à un préjugé au moins : l'islam n'est pas égal au terrorisme, car le terrorisme est étranger à toute religion. C'est pourquoi le dialogue interreligieux peut chasser la peur et le soupçon. Il est central pour la paix, mais seulement dans un esprit de confiance et de respect mutuels. »¹

Telle est la voix du Patriarcat Œcuménique, centre de dialogue et promoteur des dialogues inter-orthodoxes, interchrétiens, interreligieux et interculturels, de rencontres fructueuses avec des institutions séculières, avec la philosophie et la science, un centre d'initiatives écologiques. Il porte « le projet » dialogue sur la scène mondiale avec beaucoup de force. Nous l'avons fait dernièrement à Bologne en Italie pendant un G20 interreligieux. Tous les dialogues servent la dignité humaine, la paix et l'avenir de l'humanité. Engager le dialogue est une conséquence de notre foi qui renforce toujours notre témoignage dans le monde. Ce qui menace notre foi n'est pas l'ouverture et le dialogue, mais le monologue aride, l'introversion asociale, le rejet de la communication. Nous soulignons encore une fois : à travers le dialogue sincère nous ne risquons pas de perdre notre identité. Au contraire, nous sommes enrichis et nous gagnons une conscience de soi plus profonde.

Nous sommes convaincus que les traditions des religions sont des trésoreries remplies de vérités centrales existentielles, lesquelles revêtent un sens spécial dans notre temps, confronté à des dilemmes moraux et des renversements axiologiques. La crise contemporaine interpelle les religions, appelées à témoigner de cette vérité en contribuant à la paix, à la réconciliation, à la promotion de la fraternité et de la solidarité, au respect de la dignité humaine. La paix n'est pas le résultat évident du développement économique et culturel, du progrès des sciences et de la technologie, de la qualité de vie. La paix est toujours un devoir, elle demande vision, effort, sacrifice et patience. Selon les mots de Hans Küng : « Aucune paix entre les civilisations, sans la paix des religions. Aucune paix des religions, sans le dialogue des religions. » Dans ce dialogue, ajoute-t-il, les valeurs morales fondamentales existant dans les traditions des religions peuvent être thématisées et discutées comme une « éthique mondiale » qui soutient la coexistence pacifique dans les sociétés multiculturelles et qui permet en même temps le développement des identités culturelles spécifiques.

C'est pourquoi, le Patriarcat Œcuménique soutient résolument l'importance du dialogue interreligieux. Il participe à de nombreuses rencontres interreligieuses. Notre dialogue avec le judaïsme a officiellement commencé en 1977 et avec l'islam en 1986. En 1994 nous avons initié des conférences tripartites avec le judaïsme et l'islam, et nous continuons résolument en coopération avec KAICIID, avec Interfaith Alliance for Safer Societies et

avec d'autres institutions. Un moment décisif dans l'engagement de notre Église pour le dialogue et la paix entre les religions était la Déclaration de Bruxelles « La Paix de Dieu dans le monde. Vers une coexistence pacifique et une collaboration entre les trois religions monothéistes : judaïsme, christianisme et islam » (20/12/2001), publiée peu après les attaques tragiques du 11 septembre 2001. Nous citons les articles 1 et 8 de cette Déclaration :

1. La volonté de Dieu est que la paix des cieux règne dans le monde. La paix de Dieu n'est pas l'absence totale de guerre ; c'est le cadeau d'une vie abondance. On a besoin de connexion immédiate et inséparable entre paix et justice. C'est pourquoi nous prions constamment pour la prévalence de la paix dans le monde et pour une coexistence pacifique des fidèles de toutes religions dans notre société globale moderne, multiculturelle et multiethnique.

8. Nous rejetons unanimement l'assomption que la religion contribue à une inévitable guerre des civilisations. Au contraire, nous affirmons le rôle constructif et instructif de la religion dans le dialogue entre les civilisations.

L'autre intervention très importante, ce sont les références du saint et grand Concile de l'Église orthodoxe, de juin 2016, exprimant la volonté commune des dix Églises qui y ont participé et soulignant le dialogue interreligieux comme une dimension centrale de la recherche de la paix. Nous citons un passage marquant de l'Encyclique du Concile :

« Aujourd'hui, nous vivons une recrudescence de la violence au nom de Dieu. Les exacerbations fondamentalistes au sein des religions risquent de faire valoir l'idée que le fondamentalisme appartient à l'essence du phénomène religieux. La vérité est que, en tant que « zèle que la connaissance n'éclaire pas » (Rm 10, 2), le fondamentalisme constitue une manifestation mortifère de religiosité. La véritable foi chrétienne, calquée sur la Croix du Seigneur, se sacrifie sans sacrifier ; c'est pourquoi elle est le juge le plus inexorable du fondamentalisme, quelle qu'en soit l'origine. Le dialogue interreligieux franc contribue au développement d'une confiance mutuelle dans la promotion de la paix et de la réconciliation. L'Église lutte pour rendre plus tangible sur terre la « paix d'en-haut ». La véritable paix n'est pas obtenue par la force des armes, mais uniquement par l'amour qui « ne cherche pas son intérêt » (I Co 13, 5). Le baume de la foi doit servir à panser et à guérir les plaies anciennes d'autrui et non pas à raviver de nouveaux foyers de haine. » (par. 17)

Dans cette perspective, nous regardons la crise actuelle mondiale comme une opportunité pour la solidarité, pour l'ouverture et le dialogue, pour la responsabilité et l'action commune. C'est sur cette note que nous terminerons cette modeste contribution. Nous vous remercions de votre invitation et nous réjouissons par avance de participer à ces débats.

Merci de votre attention.

(1) <https://fr.zenit.org/articles/la-religion-element-cle-du-processus-de-paix-par-le-patriarche-bartholomee-translation-complete/> (dernière consultation, le 10 novembre 2017).

Edi Rama

Premier ministre de la République d'Albanie

Chers Amis,

Comme vous vous en doutez, je fais partie des plus grands Premiers ministres au monde et la tentation de parler du monde est donc très grande, mais mon pays est un des plus petits au monde. C'est pourquoi j'ai aussi un grand besoin d'en parler.

Je vais essayer de résister à la tentation et de répondre à ce besoin sans être ennuyeux, j'espère y parvenir dans la limite de votre patience.



Je crois réellement que la mondialisation est là pour rester tant que nous vivons sur la même planète, tant que nous sommes chauffés par le même soleil, tant que nous devenons toujours plus dépendants d'interconnexions de plus en plus profondes.

Notre intérêt sincère pour la coopération au-delà des frontières ne cesse de grandir malgré les réticences et les rejets, et le multilatéralisme est et restera l'instrument essentiel de cette coopération.

Les problèmes auxquels nous faisons face aujourd'hui sont toujours plus entremêlés. Regardons le changement climatique, et, soit dit en passant, vous savez tous que le réchauffement climatique n'est pas juste un problème de climat : c'est un problème de développement, un problème de sécurité, un problème qui influe sur le renforcement ou l'affaiblissement de la paix dans le monde et dans diverses régions. C'est un problème avec un impact à long terme. Par conséquent, plus nous le gérons de manière efficace, plus nous pourrions éviter les catastrophes naturelles, les incendies, les inondations, les sécheresses prolongées, la montée des eaux, la perte de terres, etc.

La pandémie de Covid-19 que nous connaissons aujourd'hui, qui est un problème mondial, a pris tellement de vies comparée aux victimes des guerres mondiales. Avons-nous la capacité en tant que nations isolées de combattre cette peste des temps modernes ?

Nous en avons été témoins et la réponse est, bien sûr que non, nous n'en sommes pas capables. La même logique, selon moi, s'applique au problème de la sécurité, au combat contre le terrorisme international, la cyberguerre, ainsi qu'à l'accès à l'eau potable et à la nourriture pour tous, aux objectifs pour un développement durable à long terme en veillant à ne laisser personne de côté, et ainsi de suite.

Dans ces moments de défis mondiaux, qui sont aussi des moments où la confiance est mise à l'épreuve, une approche mondiale est nécessaire. L'implication de nous tous dans les structures que nous avons mises en place est nécessaire. Et bien sûr, l'adaptation de ces structures pour répondre aux défis d'aujourd'hui est une obligation qui ne doit pas être appliquée de façon homogène mais plutôt de façon harmonieuse, si je peux me permettre.

L'Albanie croit fermement que le renouvellement d'un engagement profond pour influencer sur le multilatéralisme est plus nécessaire que jamais pour que nous puissions remplir les objectifs en matière de paix, de démocratie, de droits humains et de développement. Au sein de ce cadre, nous soutenons fortement la vision et l'ambitieux agenda de réforme du système des Nations Unies ainsi que du Conseil de sécurité. Avec un engagement ferme sur les principes du multilatéralisme, l'Albanie a dirigé avec succès l'OSCE au cours de l'année dernière, offrant une contribution durable à la paix, aux droits humains et à l'égalité.

Sous notre houlette, le Conseil ministériel de l'OSCE a donné son accord sur plusieurs nouveaux engagements pour combattre le crime organisé transnational, la corruption et la torture dans la zone OSCE. Nous avons apporté des progrès plus que nécessaires dans toutes les dimensions de la sécurité de l'OCSE et en tant que fervent supporter du multilatéralisme au niveau mondial, l'Albanie va être pour la première fois depuis son entrée aux Nations Unies un membre du Conseil de sécurité de l'ONU pour le mandat 2022-2023. Nous sommes pleinement conscients des responsabilités que notre famille de l'ONU nous confie et nous apporterons au Conseil de sécurité la perspective d'un petit pays, avec une politique étrangère constructive et un engagement permanent dans le multilatéralisme. Avec un groupe de personnes partageant notre vision, nous avons entrepris de lancer un traité contre la pandémie, afin de faire face avec succès à ces situations pandémiques si coûteuses.

Nous sommes également inquiets des conséquences négatives de l'infodémie dans le contexte du Covid-19, qui peut augmenter le risque de conflits, de violence, de violation des droits humains et des atrocités de masse.

Nous avons besoin d'une plus grande intégration pour l'agenda de développement durable, pour la paix et la sécurité ainsi que pour les droits humains. L'Albanie considère que l'atteinte des objectifs de développement durable et la mise en œuvre de l'Agenda 2030 est une responsabilité partagée.

Nous sommes sur les rails des politiques de l'Union européenne et des documents internationaux pour l'engagement à développer le secteur énergétique en pleine harmonie avec l'environnement et dans son respect le plus total.

Le gouvernement albanais a entrepris de réformer son secteur énergétique en 2014 par des actions visant à répondre au cadre légal et réglementaire du troisième paquet de l'Union européenne sur l'énergie et en totale conformité avec les directives européennes sur l'énergie. Nous sommes concentrés sur la diversification des sources d'énergie, toujours avec du renouvelable comme l'eau, le soleil et le vent. Cela va indubitablement réduire la grande dépendance du pays à la météo car à l'heure actuelle, quasiment toute la production est d'origine hydraulique. Le gouvernement développe le nouveau plan national sur l'énergie et le climat selon les nouvelles lignes directrices politiques et l'agenda énergétique communautaire sur la décarbonisation du secteur énergétique. Ce plan projette la production d'énergie issue des capacités locales pour la période 2021-2030. Donc l'Albanie prévoit de devenir un exportateur énergétique net pendant cette décennie.

Cependant, si l'on parle des défis de notre époque dans cette ville, je ne peux oublier d'évoquer le modèle des Émirats arabes unis (EAU) en termes de paix, de coopération multilatérale et de solidarité humaine. La signature des accords d'Abraham entre les EAU et Israël fut une évolution surprenante mais positive, en rupture avec des années de paralysie dans l'un des plus longs et plus profonds conflits de notre monde, constituant un énorme pas en avant en direction de l'ennemi historique. Les EAU mènent par l'exemple dans une direction complètement nouvelle pour faire face à l'avenir, non pas en oubliant le passé, mais en regardant vers le futur avec enthousiasme. Faire cela, c'est transformer le futur en fondation pour gérer le passé et ne plus laisser le passé dicter le futur. Cette évolution capitale dans l'histoire de la paix est une véritable source d'inspiration pour le monde, ainsi que pour nous dans les Balkans, où, pendant longtemps, les conflits armés et sanglants ont empêché les peuples de différentes nations de se voir comme des humains et de se traiter comme tels.

D'un autre côté, nous autres en Albanie avons fait l'expérience directe de la solidarité humaine des Émirats arabes unis, après l'épouvantable tremblement de terre de novembre 2019, quand 15 000 familles ont perdu leur foyer en moins d'une minute. Son Altesse Cheikh Mohammed bin Zayed a été parmi les premiers dirigeants internationaux – et ils étaient nombreux – qui ont exprimé leur solidarité, non seulement à travers des paroles, mais également par leurs actions, et grâce à Lui et au gouvernement des EAU, un quartier résidentiel flambant neuf est en construction pour les familles qui ont tout perdu dans cette tragédie.

Je suis très fier de conclure mon discours en vous disant que l'Albanie s'investit solidement dans la protection des peuples afghans en danger à la suite des événements récents en Afghanistan et, dans cet esprit de solidarité que j'ai évoqué auparavant, le gouvernement albanais a immédiatement pris la décision de recevoir 4 000 citoyens afghans en Albanie. C'est un grand nombre comparé à d'autres pays bien plus grands et bien plus riches dont la contribution n'a pas été à la hauteur du défi. Pendant toute cette période, on m'a souvent demandé « pourquoi ? ». Et ma réponse est très simple : d'abord, ce faisant, nous honorons notre histoire et nos traditions. L'une des plus belles pages de notre histoire a été le sauvetage de juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale, où l'Albanie a été le seul pays comptant plus de juifs après la guerre qu'avant, car aucun d'entre eux n'a été livré aux nazis.

Deuxièmement, nous ne sommes peut-être pas riches, mais notre mémoire ne peut se permettre d'être courte. Il y a à peine 30 ans, nous étions les Afghans, quand nous devions quitter notre propre enfer, échapper à nos propres talibans, qui n'étaient pas des islamistes radicaux, mais des fondamentalistes de Staline, quand nous devions traverser la mer et débarquer sur les côtes d'Italie et d'Europe comme des extraterrestres d'apparence inconnue. Et si on ne nous avait pas offert le refuge, l'aide et l'espoir il y a 30 ans, nous ne serions pas là aujourd'hui, un pays avec un statut de candidat à l'Union européenne, espérant devenir un état membre.



Troisièmement, et c'est sans doute le point le plus important, nous l'avons fait car nous le devons à nos enfants. Ils ne doivent pas être élevés dans un environnement où on leur dit de fermer la porte, de vivre dans la peur, et de tourner le dos à ceux dans le besoin. Ils doivent apprendre de nos actions, et non de nos paroles, que dans cette vie, il y a un temps pour demander de l'aide et un temps pour donner.

Merci beaucoup !

Patrick Achi

Premier ministre de la République de Côte d'Ivoire

Mesdames et Messieurs,

C'est avec un réel plaisir et un très grand honneur que je prends part aujourd'hui, au nom du président de la République de Côte d'Ivoire, SEM Alassane Ouattara, à la 14^e édition de la World Policy Conference à Abou Dabi.

Je voudrais, avant tout propos, transmettre les salutations cordiales du président de la République, SEM Alassane Ouattara, à Son Altesse Sheikh Khalifa Bin Zayed Al Nahyan, pour les relations d'amitié et de coopération qui unissent nos pays, ainsi qu'à l'ensemble des invités et participants présents dans notre assemblée de ce jour. Je voudrais également remercier son Altesse pour l'accueil chaleureux et toutes les commodités mises à notre disposition depuis notre arrivée dans ce beau pays.

Je voudrais exprimer ici toute ma gratitude à Monsieur Thierry de Montbrial, président de l'Institut français des relations internationales, pour avoir une nouvelle fois associé la Côte d'Ivoire à ce cénacle géopolitique de premier plan, qui offre l'opportunité unique aux décideurs, chercheurs et leaders d'opinions des cinq continents, de débattre de la marche du monde et de confronter ensemble leurs options et solutions pour en dépasser les crises et en améliorer l'avenir.

Je voudrais enfin rappeler à notre souvenir, feu le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, qui s'était rendu à plusieurs reprises au nom de la Côte d'Ivoire, à cette tribune et qui nous a quitté l'année dernière. Qu'il me soit ici permis de lui rendre hommage.

Mesdames, Messieurs,

L'Africain que je suis vous parlera aujourd'hui avec sa raison, mais peut-être plus encore avec son cœur, tant les enjeux auxquels le continent fait face au sortir de cette pandémie sont historiques, aigus et saisissants. L'Afrique est en effet ce monde avec lequel doit s'écrire le futur :

(I) pour le bien commun de cette planète que nous partageons ;

(II) pour sa prospérité économique et sociale, à laquelle la jeunesse africaine contribuera centralement ;

(III) pour sa stabilité migratoire, en fixant sur le continent par une insertion socio-économique durable, la plus fantastique croissance démographique jamais connue dans un laps de temps aussi bref ;

(IV) pour ses ressources naturelles essentielles et indispensables à la marche du monde, en rappelant que l'Afrique est ce continent qui recèle plus de 60 % des terres arables non encore exploitées ;

(V) et enfin pour nos équilibres écologiques, avec la sauvegarde primordiale de nos forêts primaires, indispensables aux équilibres de notre planète et à notre vie à tous.

Mais si l'Afrique est ce continent de l'avenir, elle est aussi ce continent en émergence qui doit affronter les défis prodigieux d'un monde de crises qui s'enchevêtrent toujours davantage.

Mesdames, Messieurs,

Si le Covid a arrêté et perturbé gravement la marche du monde, force est de reconnaître qu'il a aussi changé le destin du continent. En quelques mois, la pandémie a en effet interrompu une dynamique de croissance qui s'était installée depuis plus d'un quart de siècle, désorganisé des chaînes de valeur et provoqué une recrudescence profonde des inégalités.

Car, si la situation de la Côte d'Ivoire apparaît comme un îlot de résilience avec une croissance à 2 % en 2020 qui témoigne de la solidité des fondamentaux de notre renaissance menée sous le leadership SEM d'Alassane Ouattara, l'Afrique subsaharienne a enregistré, selon les chiffres du FMI, une récession de près de 2 % en 2020, soit l'un des taux les plus faibles jamais relevé, avec près de 30 millions de personnes menacées de tomber dans l'extrême pauvreté.

Pour 2021, alors qu'une croissance de 6 % à 7 % est envisagée au niveau mondial, le potentiel estimé sera seulement de la moitié en Afrique. Et ce, alors même que le continent se doit d'enregistrer une croissance plus rapide que le reste du monde, pour répondre à ses nombreux défis, dont principalement celui de l'emploi de son immense et croissante jeunesse.

En redessinant la trajectoire du continent, la pandémie menace ainsi non seulement le progrès de nos peuples, mais aussi le monde entier qui pourrait perdre là, le futur moteur clé de la croissance planétaire.

Car regardons ici les choses avec lucidité : l'Afrique, ne dispose pas aujourd'hui des armes nécessaires pour triompher seule. Certes, beaucoup a été fait : suspension du service de la dette par le G20 pour certains pays, aides financières exceptionnelles du FMI et de la Banque mondiale ou programme Covax pour la vaccination... Mais cela sera-t-il réellement suffisant ? Nous ne le pensons pas.

En effet, concernant la stratégie de riposte sanitaire contre la pandémie, il semble désormais certain que l'objectif de vaccination en première dose de 40 % du continent ne sera pas atteint d'ici fin 2021, avec seulement 6,5 % des habitants d'Afrique ayant reçu au moins une dose de vaccin à ce jour, contre plus de 55 % en Europe et en Amérique.

Les grands décideurs mondiaux ont perçu l'urgence de l'action. Il nous faut ainsi saluer et remercier vivement les initiatives récentes du Président américain annonçant le 22 septembre qu'il comptait porter à 1,1 milliard le nombre de doses livrées dans le cadre de l'initiative Covax, soit un volume additionnel de 500 millions ; ou encore le doublement des dons français à 120 millions de doses annoncé par le président Emmanuel Macron le week-end dernier.

Mais il faudra faire plus et plus vite pour atteindre le taux de couverture vaccinale défini par le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies, entre 60 % et 70 % de la population d'ici à la mi-2022, au risque de voir apparaître et se diffuser de nouveaux variants, pouvant conduire in fine à un échappement vaccinal préjudiciable pour tous.

Mesdames, Messieurs,

Concernant la stratégie de relance permettant de faire face aux conséquences socio-économiques de la pandémie, au moment où l'Europe et les États-Unis déploient et avec raison des plans de relance cumulés supérieurs à 2 500 milliards de dollars, le FMI a pu estimer que les pays africains auront besoin de 285 milliards de dollars de financements additionnels d'ici à 2025.

Sachant qu'il s'agit là d'un minimum et que, pour remettre les pays africains sur la trajectoire des pays développés, il faudrait dégager une somme, en réalité, environ deux fois plus élevée.

Or à ce stade, comme vous le savez toutes et tous, il n'existe aucun plan de relance, ni aucun mécanisme de création monétaire en vigueur pour mobiliser de telles ressources au niveau du continent, alors même que les besoins en infrastructures liés à l'évolution rapide de la population demeurent immenses. Ces besoins, eux, n'ont pas été stoppé par



la pandémie et ils représentent un volume de l'ordre de 20 % du PIB.

Si je ne parle que de la situation de mon pays, la Côte d'Ivoire va passer d'environ 26 à 36 millions d'habitants entre 2020 et 2030, avec comme corollaire la nécessité absolue de créer 8 millions d'emplois d'ici la fin de la décennie pour intégrer cette jeunesse engagée, créative et bouillonnante dans le tissu économique national, afin de lui donner une perspective claire et durable.

8 millions d'emplois en aval et tout ce que cela suppose en amont en termes d'investissements dans les systèmes éducatifs, de santé, d'infrastructures de base (énergie, eau, transports...), dans la sécurité et la défense et, évidemment, dans les investissements permettant de lutter contre le réchauffement climatique.

Oui, Mesdames, Messieurs, sur cette ligne de front de l'emploi de notre jeunesse, cette mère de toutes les batailles pour l'Afrique, nous n'avons pas d'autre choix que celui de réussir. Pour notre nation, pour la sous-région, pour l'Afrique et pour tous les autres continents, avec lesquels nous avons destin lié, voyons avec franchise et responsabilité les choses telles qu'elles sont. À défaut, l'hydre terroriste et le spectre de l'immigration massive embraseront nos nations.

Dès lors, comment faire face ? En menant de front, je crois, trois transformations primordiales.

La première transformation, Mesdames, Messieurs, est celle du financement de nos économies. Nous l'avons dit les besoins sont immenses. Et les ressources financières propres limitées, conduisant à un recours aux marchés financiers où le coût des ressources pour nos nations, reste élevé. Surtout pour celles dont une part si importante du budget doit être consacrée doit de surcroît être consacrée à la lutte contre le terrorisme.

Cette contrainte à l'emprunt, l'Afrique dans son ensemble y a eu largement recours au cours de la dernière décennie. Avec une dette publique cumulée atteignant les 1 400 milliards de dollars à fin 2019 contre 650 milliards en 2010, les pays du continent sont dans une situation post-Covid encore plus exigeante, avec la baisse tendancielle de la croissance, alors même que les dons et l'aide publique au développement ont diminué, et que les prêts à taux préférentiels délivrés par les banques multilatérales sont toujours insuffisants.

Il faut donc à tout prix permettre aux pays africains d'accéder à des ressources de grande ampleur et à faible coût, pour leur permettre d'investir dans les secteurs sociaux et les infrastructures, afin de créer un écosystème favorable à l'accélération de son développement.

C'est pourquoi l'enjeu actuel autour des DTS du FMI, portés par le sommet de Paris est fondamental. La quote-part actuelle du continent, 33 milliards de dollars sur les 650 émis, couvrira à peine plus de 10 % des besoins identifiés d'ici 2025. La redistribution par les économies développées de 25 % de leurs DTS permettrait de tripler l'enveloppe, sans affecter les niveaux d'endettement de nos États. Ce n'est pas là une simple action morale ou altruiste. C'est un combat absolument majeur pour la réalité même de notre avenir et donc du vôtre. Comme le disait le Président français récemment, et je partage pleinement cette analyse : « C'est l'investissement avec le plus haut rendement qui puisse être fait à court terme ! ».

Mesdames, Messieurs,

La seconde transformation vise à faire du développement du secteur privé, une priorité absolue, une urgence nationale.

C'est en effet de la qualité du portefeuille des entreprises du secteur privé et de la rapidité de son développement que naîtront les solutions aux deux défis majeurs du continent :

- d'une part, la création de richesses et de revenus suffisants pour financer les besoins sociaux immenses des populations, ainsi que les infrastructures de transport et d'énergie indispensables à la croissance dynamique du secteur privé ;

- d'autre part, la création d'emplois en masse pour répondre aux besoins d'une jeunesse dynamique et avide de s'insérer dans le tissu économique, afin de jouir d'une vie digne et décente.

Cette transformation pourrait prêter à sourire, comme si elle était une banale évidence. Mais, comme toutes évidences, elle se doit d'être continuellement rappelée, afin que nos états insistent plus sur cette culture d'un entrepreneariat valorisé, organisé et accompagné, pour promouvoir notre jeunesse, l'une des plus dynamiques du monde.

Parce qu'il nous faut également le rappeler sans cesse aux esprits comme aux croyances : le secteur privé reste le véritable créateur de richesses et d'emplois.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la vision Côte d'Ivoire 2030, consacrée par le projet de société Côte d'Ivoire Solidaire du président de la République, SEM Alassane Ouattara, qui vise à :

(I) doubler à nouveau notre PIB/habitant en 10 ans ;

(II) réduire de moitié notre pauvreté en suivant la dynamique initiée depuis 9 ans ;

(III) faire progresser notre espérance de vie de 10 ans ;

(IV) et donc créer ces 8 millions d'emplois supplémentaires.

Avec comme leviers stratégiques, l'accélération de notre puissance agricole et son intégration dans les chaînes de valeurs mondiales ; la création d'une base industrielle puissante avec des champions nationaux dans l'agro-industrie, le textile et l'habillement, l'habitat, l'industrie pharmaceutique, l'énergie, les mines, le numérique, le tourisme et l'industrie culturelle... pour atteindre in fine une contribution cible du secteur privé à l'investissement de 25 % du PIB d'ici 10 ans.

Selon des travaux publiés récemment par le FMI, si le secteur privé africain suit de telles tendances, il sera en mesure d'apporter chaque année d'ici à la fin de la décennie, des financements supplémentaires en faveur des infrastructures physiques et sociales équivalant à 3 % du PIB de l'Afrique subsaharienne. Cela représente 50 milliards de dollars par an, sur la base du PIB de 2020, et donc près de 25 % de taux d'investissement privé, aujourd'hui limité à 13 % du PIB dans la région. Ce sera une révolution radicale, aux effets d'entraînements considérables.

Mesdames, Messieurs,

Il faut le reconnaître, les deux premières transformations précitées ne pourront advenir sans la réalisation, concomitante, d'une troisième transformation fondamentale : celle de l'adaptation rapide de notre administration et de notre gouvernance.

Il ne s'agit pas là seulement d'évoquer les réformes juridiques et fiscales destinées à l'amélioration du climat des affaires. Non, je veux parler ici de l'état d'esprit et des pratiques qui doivent changer à tous les échelons, pour s'adapter aux exigences de nos ambitions de développement et de prospérité.

En Côte d'Ivoire, sous l'impulsion du président de la République, SEM Alassane Ouattara, le gouvernement s'est doté d'un ministre de plein exercice en charge de la promotion de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption. L'ambition est claire, l'action sera conduite et les résultats à la hauteur des attentes.

Il faut véritablement insister sur le besoin impérieux d'une transformation culturelle de nos administrations, pour en faire toujours plus demain cet allié indispensable de la croissance des entreprises ; et bien moins quelquefois ce frein réglementaire ou humain qu'elles peuvent incarner aujourd'hui.

Mesdames, Messieurs,

« Les moments de crise produisent un redoublement de vie chez les hommes » écrivait François René de Chateaubriand dans ses Mémoires d'outre-tombe. Je veux croire que la période extraordinaire que nous traversons, qui impose à l'Afrique, mon continent, des enjeux inouïs par leur complexité, leur multiplicité et leur célérité, sera aussi celle du



redoublement des idées et des engagements.

Oui, dans ce temps des tempêtes, il y a aussi ce temps des ambitions, ce temps des réinventions, ce temps des solutions.

- Pour que ce siècle africain, qui s'ouvrait à peine, puisse tenir toutes ses promesses malgré le Covid.

- Pour les nations du continent,

- Pour leur jeunesse, leurs femmes et leurs actifs.

- Comme pour l'ensemble des autres acteurs de cette Terre partagée en commun et que l'Afrique de demain aura, avec son génie et son énergie, la lourde et délicate mission de faire grandir et de préserver.

« Cela semble toujours impossible... », disait Mandela. « Jusqu'à ce qu'on le fasse ! »

Je vous remercie.

Prince Faisal bin Farhan Al Saud

Ministre des Affaires étrangères d'Arabie saoudite

Laissez-moi commencer avec le message de l'islam, que la paix soit avec vous. Avant de vous lire l'intervention de Son Altesse le ministre des Affaires étrangères du Royaume d'Arabie saoudite, je voudrais profiter de cette opportunité pour féliciter les Émirats arabes unis sur trois points : le premier, la célébration de la 50^e Fête nationale, le deuxième, l'inauguration de l'Expo et le troisième, l'organisation de cette conférence dans leur capitale, Abou Dabi.

Vos Excellences, Mesdames et Messieurs, merci pour cette invitation à parler à l'ouverture officielle de la World Policy Conference. Une telle occasion est une opportunité unique d'améliorer le dialogue et les engagements sur certaines questions, sur les problèmes régionaux et nationaux. Les opinions échangées ici servent à informer les décideurs politiques en rassemblant officiels, chercheurs, chefs d'entreprise et experts de l'industrie en un même lieu. Un grand éventail de sujets sont discutés, des transformations dans la géopolitique mondiale aux défis pour la santé, l'énergie et le changement climatique. La variété et l'intensité des défis qui attendent la communauté internationale requièrent une attention et une délibération soignée, rendant les questions de gouvernance mondiale très opportunes.

Quand la pandémie de Covid-19 s'est déclenchée, le Royaume d'Arabie saoudite a pris plusieurs décisions pour répondre à ces défis de façon durable et inclusive. La méthode la plus effective d'y parvenir est de s'appuyer sur les efforts mondiaux au sein des cadres multilatéraux. Cette approche est l'extension d'efforts diplomatiques déployés sur de nombreuses décennies, qui ont eu à cœur de rassembler les pays, aplanir les différences afin de se concentrer sur la vue d'ensemble, les défis communs auxquels la communauté internationale fait face. Dans un monde de plus en plus connecté et interdépendant, la pandémie a mis en lumière les menaces communes et les défis toujours plus grands. Malheureusement, cela s'est également accompagné d'une polarisation renforcée autour des points chauds géopolitiques mondiaux. Les communautés sont en difficulté en termes de vie et de revenus. Ces facteurs qui améliorent la coopération internationale et préparent la voie pour une reprise économique durable sont devenus le chemin vital que nous avons choisi.

Les défis récents ont mis en avant l'importance de notre ambition, Vision 2030. Le besoin de diversifier les sources de revenu public, de développer le capital humain et de créer une économie durable est un défi qui concerne la plupart des pays. Nous avons investi dans la jeunesse saoudienne, lui offrant les compétences nécessaires et les opportunités

variées qui améliorent la qualité de vie dans notre société. Les différents programmes, tels que le récemment dévoilé programme de développement des capacités humaines et la stratégie nationale de transport et de logistique, aident notre économie à mieux intégrer les opportunités régionales et mondiales. Nous avons également ouvert de nouveaux secteurs pour l'emploi et l'investissement, tels que le tourisme, le divertissement, la technologie et les solutions vertes.

La politique étrangère du Royaume est motivée par l'engagement envers cette vision, une implication envers la sécurité régionale et la construction approfondie de notre partenariat mondial. Nous croyons fermement que tout cela va agir comme un catalyseur pour transformer toute la région, créant un environnement plus réceptif aux ambitions de notre jeunesse. Le Royaume est également impliqué dans la réponse aux défis de la durabilité énergétique et du changement climatique, et dans l'assistance aux pays dans le besoin. Le Royaume est fier d'être classé en troisième place pour l'aide humanitaire et nos valeurs à la fois musulmanes et humaines sont au cœur de notre solidarité envers les pays dans le besoin. La principale plateforme pour nos dons est le King Salman Humanitarian Aid and Relief Center, qui supervise plus de 1727 projets dans plus de 70 pays, pour un total de plus de 4 milliards de dollars. Un autre acteur clé de l'aide humanitaire saoudienne est le Saudi Fund for Development, qui opère en Afrique depuis quarante ans. Les bourses et prêts de ce fonds se sont élevés à près de 13,5 milliards de dollars au cours des 45 dernières années, dans 45 pays et pour des projets qui vont de l'alimentaire à la sécurité, en passant par la santé ou l'éducation.

Vos Excellences,

Se joindre au reste du monde pour une reprise durable signifie également travailler ensemble pour trouver des moyens créatifs pour résoudre le réchauffement climatique tout en maintenant la sécurité et l'efficacité énergétique. En plus de l'adhésion du Royaume aux accords internationaux sur le climat, comme les Accords de Paris, et du soutien à la COP 26, nous pensons pouvoir faire plus. C'est sur la base de cette conviction que son Altesse Royale le Prince Héritier a lancé des projets ambitieux tels que les Initiatives vertes du Moyen-Orient et de l'Arabie saoudite. Au sein du Royaume, nous avons l'ambition de réduire les émissions, augmenter considérablement la part des énergies renouvelables dans notre mix énergétique et planter plus de 10 milliards d'arbres. Nous organisons également un Forum de l'Initiative verte à la fin du mois, et nous avons invité nos amis et partenaires à y prendre part. Avec nos partenaires régionaux, nous nous lançons dans un projet de reforestation d'une ampleur inédite avec pour objectif la plantation de plus de 40 milliards d'arbres au Moyen-Orient. Ce projet fait partie d'un engagement plus large pour répondre aux besoins de la planète car nous soutenons l'innovation dans les énergies vertes et renouvelables, ainsi que les innovations de pointe pour la conservation terrestre et marine dans la mer Rouge, à Neom et dans tout le Royaume.

Faire de ce plan ambitieux une réalité et renforcer les partenariats mondiaux requiert un environnement régional stable, et nous travaillons en coopération sur les zones de tensions. Nous avons à cœur de mener la région vers la stabilité, la coopération et des partenariats mutuellement bénéfiques. La diplomatie saoudienne est pleine d'exemples prouvant son engagement à trouver des solutions pacifiques aux conflits et disputes. Les efforts du Royaume pour faciliter la paix et la transition au Soudan par le biais du groupe Les Amis du Soudan ont été vitaux. Nous avons soutenu la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan, pour une transition inclusive. Nous sommes toujours aux côtés des Soudanais pour protéger les institutions d'État et soutenir la stabilité et la prospérité du pays. J'aimerais également mettre en avant la Déclaration d'Al-Ula, qui affirme la solidarité et l'amitié avec le CCG. Ce fut un moment clé au cours duquel les dirigeants de la région ont choisi de se rassembler et travailler à un avenir plus radieux pour la région. Nous soutenons également les solutions pacifiques dans le conflit au Yémen, mais malheureusement les Houthis n'ont pas encore accepté notre cessez-le-feu unilatéral et ils semblent insensibles à la pression internationale. Nous leur demandons de cesser leur campagne, qui met en péril le futur du Yémen et empêche l'établissement d'une paix à long terme et de la stabilité dans la région. Faciliter la paix sera toujours la priorité absolue du Royaume, qui y voit le chemin pour améliorer la gouvernance mondiale



et permettre un monde plus ouvert.

Vos Excellences,

Le monde connaît à l'heure actuelle une profonde transformation et nous devons nous adapter si nous voulons être à la hauteur pour répondre aux attentes de notre jeunesse. Créer des opportunités, améliorer la connectivité et renforcer les partenariats devraient être nos guides pour l'avenir. Le Royaume va continuer de plaider fermement en faveur des structures multilatérales pour répondre aux défis communs et travailler à la construction d'un futur sûr et sécurisé pour la région, partout où cela peut devenir une réalité.

Merci.

Paul Kagame

Président de la République du Rwanda

Dr Thierry de Montbrial, fondateur et président de la World Policy Conference,

Excellences,

Honorables ministres et officiels gouvernementaux,

Mesdames, Messieurs,

Je suis ravi d'être de retour à la World Policy Conference, et je tiens à remercier tout particulièrement Thierry de Montbrial de m'avoir invité à vous rejoindre ici à Abou Dabi.

Les deux dernières années ont été cruciales. La pandémie de Covid-19 est un événement sans précédent, mais les failles systémiques qu'elle a exposées, que ce soit au niveau national ou mondial, ne datent pas d'hier. On trouve parmi elles des insuffisances dans le domaine de la santé publique et de la gouvernance. Cette crise a également révélé, et ce de façon plutôt frappante, les déséquilibres économiques et de pouvoir au sein de la communauté internationale. Alors que les grandes puissances sont occupées à se contenir et se contraindre les unes les autres, l'Afrique en fait les frais, dans tous les sens du terme. Cela signifie que, lorsque les stocks de vaccins sont faibles, l'Afrique est bien sûr la dernière à recevoir des doses.

L'Afrique est également, presque de façon banale, attaquée de toutes parts et sous de nombreux prétextes, dont la démocratie et les droits de l'Homme, comme si ces concepts ou valeurs étaient complètement étrangers à notre continent. Il semble qu'une des fonctions de l'Afrique dans les relations internationales est de servir de faire-valoir à l'importance des valeurs universelles, précisément parce que de nombreux États hors du continent africain continuent à ne pas être à la hauteur. Le sous-entendu est que seuls les pays riches et leurs élites politiques ont des intérêts. Les pays pauvres devraient laisser le soin de leurs intérêts aux autres.

Les droits et le bien-être des personnes ordinaires sont complètement oubliés. Nous ne pouvons pas parler d'une démocratie théorique si elle n'est pas construite sur ce que les citoyens de ce pays désirent pour eux-mêmes, leur famille et leur société. C'est parfois l'erreur, par exemple, de certaines démocraties libérales contemporaines qui privilégient fortement les libertés, identités et désirs individuels, et ce même au détriment du bien commun. Il n'est pas question d'affirmer que l'Afrique n'a pas de graves insuffisances, il y a beaucoup de questions à traiter en Afrique, comme partout ailleurs. Ce n'est pas du tout le propos ici. Mais le jugement partial et l'hypocrisie qui s'appliquent constamment à l'Afrique montrent bien que quelque chose d'autre est à l'œuvre. Néanmoins, lorsque les principaux acteurs mondiaux s'en tiennent à certains principes, les choses peuvent fonctionner, et concrètement, elles fonctionnent.

Il semblerait que, malgré les obstacles, nous ayons atteint un tournant de la pandémie. Par exemple, Covax était censé être la solution pour aider les pays à faibles revenus à avoir

accès aux vaccins et aux traitements. Cependant, dans la course à l'approvisionnement, Covax n'a pas fait le poids face aux pays riches et nous avons vu certains pays amasser les doses pour eux-mêmes. En réalité, ce sont les pays riches qui offraient des doses de vaccins par le biais de Covax. Pour ajouter l'insulte au préjudice, on parle à présent de restrictions de voyages selon le pays dans lequel les personnes ont été vaccinées, alors que les vaccins sont les mêmes. La question du pays de vaccination se pose donc maintenant, et une autre question pointe à l'horizon, celui du type de vaccin.

En dépit de cela, des progrès sont réalisés. L'accès aux vaccins s'améliore, à la fois grâce aux dons et aux doses que nous achetons nous-mêmes. Au Rwanda, nous avons administré plus de 2 millions de doses, et 90 % des citoyens, en particulier ceux de la capitale, Kigali, ont reçu une dose. Nous observons également la naissance d'une coopération entre différents partenaires commerciaux et de développement pour lancer un ambitieux programme de fabrication de vaccins et autres produits pharmaceutiques pour le marché africain dès l'an prochain. Ainsi, même s'il y aurait à redire sur la gestion de cette crise, nous savons apprécier la coopération efficace qui a vu le jour.

Un autre domaine où de bons partenariats peuvent produire des résultats efficaces est la lutte contre l'insécurité, le terrorisme, les idéologies extrémistes, y compris l'idéologie génocidaire. Il existe des défis transfrontaliers qui nécessitent une étroite coopération. L'engagement du Rwanda dans l'établissement et le maintien de la paix en Afrique entre dans cette catégorie. Les insurgés islamistes sont désormais en fuite dans le nord du Mozambique, dans la province de Cabo Delgado, grâce à un programme efficace de coopération entre les Forces rwandaises de défense et celles du Mozambique dans la région. De la même façon, notre engagement en République centrafricaine, à la fois bilatéral et multilatéral par l'intermédiaire des Nations Unies, vise à créer un espace permettant au pays de tracer sa propre voie vers la réconciliation politique, dans la paix. L'étape suivante consiste à consolider les réussites et à se concentrer sur l'offre de services et la garantie des droits des citoyens. Ce ne sont là que deux exemples pouvant se rapporter à certains des thèmes de discussion de cette conférence.

Une fois encore, je remercie la World Policy Conference pour ce merveilleux événement et cette opportunité. Et merci à tous pour votre attention et votre intérêt bienveillants. Je suis impatient de démarrer les discussions.

Merci.

Khaldoon Khalifa Al Mubarak

Président de l'Executive Affairs Authority,
président-directeur général du Groupe Mubadala

Bonsoir. Merci, Thierry, pour votre aimable introduction – et félicitations pour avoir organisé la 14^e édition de la World Policy Conference. La profonde des discussions sur trois jours est franchement extraordinaire, et je suis ravi de me joindre à vous tous ce soir.

Vos Excellences, Mesdames et Messieurs, c'est un honneur de vous accueillir à Abou Dabi et de pouvoir dialoguer en personne, face à face, plutôt que d'écran à écran. Je suis sûr que beaucoup d'entre vous apprécient cela autant que moi. Alors que nous continuons ensemble à nous adapter à cette période de pandémie qui dure, nous espérons sincèrement que votre arrivée aux Émirats arabes unis s'est déroulée sans heurts, et que les mesures de précaution prises par Abou Dabi vous ont permis d'être productifs, de vous sentir en sécurité et de vous rapprocher de notre merveilleuse ville.

En plus de ce rassemblement international, l'Expo 2020, l'Exposition de Dubaï, a ouvert ses portes hier, lançant des échanges mondiaux de six mois sur l'innovation pour l'avenir – et j'adresse bien sûr mes félicitations à la France pour sa Journée nationale de l'Expo, qui a lieu aujourd'hui. Des célébrations sont également en cours pour le jubilé d'or des Émirats arabes unis, avec la 50^e fête nationale du pays le 2 décembre.

Ce soir, si vous me le permettez, je parlerai de l'approche de notre gouvernement en

matière de politiques pour les 50 prochaines années. Plus précisément, j'aimerais vous faire part de la manière dont le pays a réagi au coronavirus et dont les valeurs, les priorités et les stratégies du gouvernement des Émirats arabes unis ont été non seulement testées et mises en pratique, mais aussi fortement nourries et enrichies pour l'avenir.

J'aimerais commencer par rappeler le contexte. L'approche de notre nation en matière de gouvernance est fondée sur la vision du père fondateur des Émirats arabes unis, feu Cheikh Zayed bin Sultan Al Nahyan. Cheikh Zayed a réuni les sept Émirats pour former la Fédération des Émirats arabes unis en 1971. Au tout début, nous étions un nouveau pays dans un voisinage instable, au climat rude et aux infrastructures rudimentaires.

Nous avons grandi en écoutant les histoires de nos ancêtres qui ont su atténuer les difficultés et s'adapter à des circonstances difficiles. Par la force des choses, ils avaient de la résilience, du cran et une approche prospective de l'avenir, qui restent dans notre mémoire collective et imprègnent toujours nos expériences actuelles. Même au début de son mandat, Cheikh Zayed avait une ambition clairvoyante, simple mais visionnaire. Il imaginait un pays où les gens auraient la possibilité d'apprendre, d'apporter leur contribution et de prospérer. Il a posé les jalons d'une économie stable et durable, et il aspirait à ce que les Émirats arabes unis soient des citoyens du monde responsables.

J'avais sept ans lorsque j'ai rencontré Cheikh Zayed pour la première fois. J'étais avec mon grand-père, qui était alors juge en chef des Émirats arabes unis, et Cheikh Zayed, qui était plus grand que nature pour un enfant de sept ans, est venu chez mon grand-père. Cheikh Zayed a souvent rendu visite aux familles de manière informelle tout au long de sa vie. C'était l'expression de l'importance qu'il accordait aux gens. Il disait, je le cite : « La richesse n'est pas l'argent. La richesse réside dans l'Homme. C'est là que se trouve le véritable pouvoir, le pouvoir auquel nous accordons de la valeur. C'est ce qui nous a convaincus d'orienter toutes nos ressources vers la construction de l'individu et d'utiliser la richesse que Dieu nous a donnée au service de la nation ». Le leadership de Cheikh Zayed s'est défini par son engagement à créer une société éduquée, prospère et généreuse.

Plus récemment, en 2015, Son Altesse Cheikh Mohammed bin Zayed Al Nahyan, prince héritier d'Abou Dabi et commandant suprême adjoint des forces armées des Émirats arabes unis, a réaffirmé ces valeurs lorsqu'il a déclaré : « Notre meilleur pari aujourd'hui, alors que nous avons de la richesse, est d'investir toutes nos ressources dans l'éducation car il viendra un moment, dans 50 ans, où nous chargerons le dernier baril de pétrole à bord de ce navire. Si notre investissement d'aujourd'hui est judicieux, nous célébrerons ce moment ».

Dans l'esprit et dans l'intention, ces principes pionniers restent le fondement de la stratégie du gouvernement des Émirats arabes unis. Les exemples sont nombreux. Le profond respect de Cheikh Zayed pour l'environnement oriente nos besoins et nos objectifs en matière d'énergie propre. La signature des Accords d'Abraham l'année dernière reflète sa foi dans la coexistence pacifique. L'Autorité d'investissement d'Abou Dabi, créée par Cheikh Zayed il y a 45 ans, a servi de référence en matière de diversification économique et d'investissements avant-gardistes.

Maintenant, avançons jusqu'en 2020. Pendant les jours les plus sombres de la perturbation mondiale due au Covid-19, cet héritage nous a propulsés ici, aux Émirats arabes unis. Fin janvier 2020, alors que le Covid-19 semblait être un risque lointain contenu en Chine, Son Altesse Cheikh Mohammed a demandé qu'une réunion d'information soit organisée avec toutes les autorités d'Abou Dabi. Dans la salle, nous avions des responsables de l'économie, du secteur de la santé, des chaînes d'approvisionnement, de la sécurité nationale, de la sécurité alimentaire. Nous étions tous là fin janvier 2020.

Pour être honnête, nous sommes tous arrivés à la réunion, moi y compris, assez détendus. Nous faisons régulièrement des comptes-rendus sur différents sujets à Son Altesse. Ce jour-là, j'ai moi-même parlé de l'impact économique des précédentes pandémies sur les marchés concernés. Chacun d'entre nous a présenté, de son point de vue, les scénarios les plus pessimistes et en faisant le tour de la salle, nous avons commencé à comprendre ce que Son Altesse Cheikh Mohammed savait déjà : le Covid-19 pourrait être perturbateur et dévastateur à bien des égards.

La réunion a porté sur la mobilisation précoce et sur l'obligation de devancer la propagation probable du virus. Nous avons parlé de choses inimaginables jusqu'alors, comme les confinements, les mises en quarantaine, les pénuries mondiales de matériel médical et les ruptures de chaînes d'approvisionnement. La question la plus pertinente ce jour-là était la suivante : « Comment nous testons-nous pour savoir si nous avons le Covid ? », et la réponse a été qu'il fallait faire un test PCR. Son Altesse a insisté sur le fait que nous avions le savoir-faire, les infrastructures et les dispositions nécessaires pour gérer un régime de tests complet dans le pays.

Nous sommes tous sortis de la réunion en état d'alerte, conscients de la réalité de la situation et du calendrier de préparation qui s'imposait à nous. Ce jour-là, notre responsabilité a été clairement définie : sauver des vies, protéger tous les habitants des Émirats arabes unis et sortir en toute sécurité de cette crise mondiale sans précédent aussi rapidement et aussi durablement que possible.

C'est grâce à cette réunion qui s'est tenue fin janvier 2020 que les Émirats arabes unis sont arrivés là où ils en sont aujourd'hui. Le pays a réalisé plus de 83 millions de tests de dépistage du Covid-19. Par habitant, c'est le troisième plus grand nombre de tests au monde. Au quotidien, nous testons plus de 3 % de notre population totale, ce qui représente environ 300 000 tests par jour. Nous avons le quatrième plus faible taux de positivité au monde, soit 0,1 %. À titre personnel, je fais sûrement deux à trois tests par semaine.

Les Émirats arabes unis ont également administré 20 millions de doses de vaccin, ce qui représente le nombre le plus élevé de doses de vaccin au monde par habitant. 83 % de notre population est entièrement vaccinée et 11 % l'est partiellement, nous avons donc le pourcentage de population vaccinée le plus élevé au monde. Notre campagne de vaccination se poursuit, des doses de rappel sont désormais prévues pour assurer une protection maximale à notre peuple et à notre population.

Il est légitime de se demander : « Comment avons-nous fait pour y parvenir ? ». Contrairement aux objectifs ambitieux énoncés dans notre programme politique national, le Covid-19 n'était pas un choix, mais nous réussissons à maîtriser les deux de la même manière. En tant que nation, nous sommes en position d'accélérer la réalisation de grands défis, ou de ce qui semble impossible, grâce à l'ingéniosité et aux ressources de notre peuple. Rester immobile n'est pas dans l'ADN de ce pays. Le Covid-19 est devenu le véritable carburant qui a propulsé chaque priorité de notre programme national. Nous sommes donc en train de sprinter vers nos objectifs à long terme.

Permettez-moi de vous donner quelques exemples. L'un des objectifs à long terme des Émirats arabes unis est de garantir l'existence d'une expertise et d'une infrastructure nationales dans les secteurs cruciaux. En réponse au Covid-19, les Émirats arabes unis sont devenus le premier pays en dehors de la Chine à mettre en place un laboratoire capable de traiter des dizaines de milliers de tests PCR par jour. En tant que premier producteur de vaccins contre le Covid-19 dans le monde arabe, nous disposons également d'une capacité de production nationale de vaccins de plus de 200 millions de doses par an. Tout cela est déjà en place.

En mars 2020, nous avons anticipé une pénurie de masques médicaux. En quatre semaines, Strata, notre usine de construction aérospatiale à Al Ain, a adapté ses installations pour fabriquer des masques N95 en partenariat avec Honeywell, pour une capacité de production de 30 millions de masques par an. Les Émirats arabes unis sont désormais exportateurs de masques à grande échelle, 80 % de notre production étant distribuée dans 10 pays, notamment aux États-Unis, au Japon et en Égypte.

Un écosystème virtuel transparent, sécurisé et personnalisé est au cœur du programme de transformation numérique des Émirats arabes unis. La pandémie a imposé un changement radical dans la façon dont nous menons nos opérations, formons les étudiants, interagissons avec les gens et offrons des services gouvernementaux. L'application Al Hosn (que beaucoup d'entre vous ont dû télécharger à leur arrivée) est un exemple de notre objectif visant à centraliser et à intégrer des informations essentielles sur les soins de santé de manière virtuelle et en temps réel.





L'infrastructure de télémedecine récemment développée en est un autre exemple. Au cours des 18 derniers mois, la clinique ambulatoire virtuelle des services de santé d'Abou Dabi a effectué un demi-million de rendez-vous en ligne, ce qui représente environ 10 % de l'ensemble de ses consultations ambulatoires.

Conformément à l'orientation définie il y a plusieurs décennies par feu Cheikh Zayed, le programme d'aide extérieure des Émirats arabes unis soutient de manière proactive les pays et les communautés dans le besoin. Les Émirats arabes unis sont toujours les premiers à réagir dans ce domaine ; et au cours des 18 derniers mois, nous avons fourni plus de 2 200 tonnes d'aide médicale à plus de 136 pays, dont 4,3 millions de kits de tests PCR et plus de 2 100 ventilateurs. 117 pays ont reçu de l'aide de la plateforme logistique de la ville humanitaire internationale de Dubaï, et nous avons installé sept hôpitaux et cliniques mobiles dans des pays en développement. Des millions de doses de vaccin sont données par le biais d'initiatives internationales comme Covax, et nous avons fait 10 millions de dollars de dons en nature à l'OMS.

En tant que passerelle entre l'Orient et l'Occident, les Émirats arabes unis sont profondément impliqués dans des liens diplomatiques forts dans le monde entier, qui se sont sans aucun doute renforcés pendant la pandémie. Nos relations bilatérales nous ont permis de partager des informations, d'apprendre des expériences des autres et de lancer des collaborations mutuellement bénéfiques. Au cours des premiers mois de l'année 2020, nous avons, par exemple, été en contact permanent avec nos homologues coréens pour pouvoir profiter de leurs connaissances en matière de gestion de la pandémie. Nous avons également coopéré avec nos homologues chinois dans le cadre de trois essais cliniques de vaccins contre le Covid-19 impliquant plus de 31 000 volontaires ici aux Émirats arabes unis ; et nous travaillons avec des partenaires en Israël sur des thérapies et des technologies révolutionnaires pour les maladies graves dont, bien sûr, le Covid-19.

Le baromètre de confiance Edelman 2021 souligne que 80 % des personnes interrogées aux Émirats arabes unis déclarent que le gouvernement est l'institution la plus digne de confiance du pays. C'est très significatif. J'en ai été surpris, mais cela montre le niveau de confiance de la population dans ce gouvernement. Tout au long de la pandémie, nous avons veillé à respecter ce contrat social en communiquant souvent et honnêtement avec nos citoyens et nos résidents, et en adoptant des mesures de précaution déterminantes, immédiates et transparentes, fondées sur la science, les données et les meilleures pratiques mondiales.

Comme nos ancêtres il y a plusieurs décennies, par nécessité, nous avons dû faire preuve de souplesse, d'imagination et d'innovation lorsque cette crise a frappé avec rapidité et intensité. Nous sortons maintenant de cette période avec un impact négatif minimal sur notre communauté et des perspectives optimales pour notre économie. Ce mois-ci, les Émirats arabes unis se sont placés au sixième rang mondial du classement Bloomberg Covid Resilience, qui analyse les pays où le virus est géré le plus efficacement avec le moins de perturbations sociales et économiques.

Le Covid-19 n'a pas été notre seule préoccupation au cours des 18 derniers mois. Nous avons progressé vers nos objectifs en matière d'exploration spatiale en lançant en juillet 2020 la sonde Hope en orbite autour de Mars et en étant seulement le cinquième pays de l'histoire à le faire. Nous sommes maintenant en train d'établir la première image complète de l'atmosphère martienne, pour soutenir les efforts de recherche mondiaux et la compréhension scientifique.

Nous avons renforcé notre leadership dans le secteur de l'énergie propre en devenant le premier pays arabe à produire de l'énergie nucléaire, lorsque la centrale nucléaire Barakah-1 a démarré ses activités commerciales en avril 2021. En pleine crise du Covid, nous avons pu lancer le fonctionnement de notre première centrale nucléaire de manière sécurisée et efficace. Nous continuons également à produire le kilowatt d'énergie solaire le moins cher du monde, à 1,35 centime par kilowatt.

Nous avons renforcé les relations diplomatiques, tout d'abord avec les Accords d'Abraham d'août 2020, un accord de paix historique entre les Émirats arabes unis, Bahreïn et Israël, qui ouvre la porte à un partenariat et à des échanges, mais aussi avec notre mandat

de deux ans au Conseil de sécurité des Nations Unies, qui vise à faire progresser la coopération mondiale et la résolution des problèmes.

Nous avons redoublé d'efforts pour attirer et retenir le capital humain en élargissant notre programme de résidence Golden Visa et en instaurant un parcours à long terme vers la citoyenneté émiratie. Nous nous sommes concentrés sur notre compétitivité en accélérant l'adoption d'importants textes de loi sociaux et commerciaux qui rendent la vie, le travail et l'investissement aux Émirats arabes unis plus gratifiants, plus agréables et plus faciles, notamment avec la possibilité pour les étrangers d'avoir dans notre pays la pleine propriété d'une entreprise.

Nous avons continué à investir dans les secteurs de croissance de l'avenir. Par exemple, chez Mubadala, que je dirige, le Covid-19 a permis d'augmenter le déploiement de nos capitaux dans des domaines moteurs du progrès mondial, comme les soins de santé, les sciences de la vie et, bien sûr, la technologie.

Par conséquent, à quoi ressembleront selon moi les 50 prochaines années pour nous ici, aux Émirats arabes unis ? Comme lors de cette réunion de janvier 2020 avec Son Altesse, il y aura à la fois des défis et des innovations que je ne peux pas imaginer. Mais je peux vous dire qu'en tant que nation, nous avons l'expérience et l'expertise nécessaires pour prendre des risques éclairés afin de défendre l'humanité et de la faire progresser. En tant que gouvernement, nous avons une confiance renouvelée dans le fait d'exceller face aux défis et de surmonter l'inattendu. Plus important encore, en tant qu'individus, nous avons les moyens de contribuer à notre avenir collectif.

Je vous quitterai ce soir sur une citation de notre père fondateur, Cheikh Zayed, qui déclarait : « Les générations futures vivront dans un monde très différent de celui auquel nous sommes habitués. Il est essentiel que nous nous préparions, ainsi que nos enfants, à ce nouveau monde ».

Merci beaucoup pour votre attention. Je vous demande de m'excuser si j'ai été trop long mais, comme vous pouvez le constater, je trouve que ce que nous avons accompli en tant que nation au cours des 50 dernières années est absolument passionnant, tout comme ce que nous avons accompli au cours des deux dernières années face à ces incroyables défis mondiaux et évidemment, je suis très enthousiaste par rapport à ce que notre pays a l'intention de faire et, espérons-le, fera effectivement dans les 50 prochaines années.

Merci d'être ici avec nous aujourd'hui. Merci d'avoir pris le temps d'un voyage en avion et d'être venus de nombreux endroits différents. J'espère que vous passerez un agréable séjour ici aux Émirats arabes unis et surtout, je vous remercie, Thierry, pour votre aimable invitation. Cela a vraiment été un plaisir pour moi d'être avec vous aujourd'hui. J'espère que nous aurons de plus en plus de réunions comme celle-ci, et je vous souhaite une excellente soirée.



Royaume-Uni – Reuters – 03/10/2021

"Part of what we need to do is manage our region better. There is a vacuum and whenever there is a vacuum, there is trouble," Anwar Gargash told the World Policy Conference.

France – Les Echos – 01/10/2021

Pour Thierry de Montbrial, président-fondateur de l'Institut français des relations internationales et de la World Policy Conference qui se tient cette année à Abu Dhabi, la nouvelle donne mondiale impose à la France de revoir les fondements de sa politique étrangère.

France – L'Obs – 18/10/2021

Comme tous les ans, ce raout réunissait des responsables politiques, diplomates, chercheurs ou économistes plutôt « solutionnistes », convaincus que la technologie et la finance devraient nous sortir par le haut de la crise climatique, sans trop de douleur ou de décroissance. L'édition 2021 de la conférence se tenait à Abu Dhabi où, plus que partout ailleurs, on s'accroche à ce dogme.

Espagne – Agencia EFE – 01/10/2021

"Hasta ahora Estados Unidos hacía frente al terrorismo islamista, lo que ha estado marcado evidentemente por el 11-S. Hace 20 años que están 'luchando contra el terror' y ahora han cambiado radicalmente y el problema para ellos es China", afirmó Borrell durante su intervención en la World Policy Conference, celebrada esta año en Emiratos Árabes Unidos.

Italie – Formiche – 05/10/2021

Parlando alla World Policy Conference ospitata ad Abu Dhabi, il consigliere per la politica estera della casa regnante emiratina, Anwar Gargash, ha detto che gli Emirati Arabi Uniti stanno cercando il modo per appianare divergenze storiche con la Turchia e l'Iran.

Suisse – Le Temps – 05/10/2021

La World Policy Conference, créée et animée par Thierry de Montbrial, a traité notamment des questions telles que la tournure que prend la rivalité systémique entre les Etats-Unis et la Chine, la situation en Afrique, les effets de la pandémie.

Côte d'Ivoire – Abidjan.net – 02/10/2021

Le Premier Ministre ivoirien, Patrick Achi, a fait un plaidoyer le 1er octobre 2021 à Abu Dhabi (Emirats arabes unis) en faveur d'un financement plus important des économies des pays africains, pour leur permettre d'accélérer leur développement. C'était à l'ouverture de la 14ème édition de la World Policy Conference.

Grèce – Naftemporiki.gr – 02/10/2021

Τη σπουδαιότητα του διαλόγου ως μέσου για την επίλυση των προβλημάτων επεσήμανε ο Οικουμενικός Πατριάρχης Βαρθολομαίος χθες στην επίσημη ομιλία του κατά την έναρξη των εργασιών της διεθνούς συναντήσεως «World Policy Conference», που πραγματοποιείται στο Άμπου Ντάμπι.

Yémen – Al-Sahil – 03/10/2021

تايلاولا نيد تجيتار تسلاو قداصتقلا اسفانملا ن ا ، يظويا يف تميلعلا تاسايسلا رشع عيارلا متوملا نم يثالثا مويلا يف دوقرلا يوتسملا عيقر يثاراملا لوؤسم لاق ن ا ، تيجراخلا نوؤسلا قداصلا كلودلا ريزوو يثاراملا يساترلا يساموليدلا راشتسملا ، شاقرة رونا لاق يبرعلا جيلخلا لود ياع لكاه اطوخض ضرقت نيسلاو كتختملا لشه دضه متوصد عفر ياع ياوللا عمتجملا شاقرة شحو .تيراجتلاو تجيتار تسلاا ميثاكار شد قلعنو اميف تليختسم تارايخ داختا ياع كتظنملا لود ريجو يسايسويجلا سقاتنلا كتيدج كدرا ببرد يف قدايب اإلا لوحنلا مدعو طوخضلا هذ



Côte d'Ivoire – Nord Sud – 03/10/2021

Le Premier ministre ivoirien Patrick Achi a participé à l'ouverture de la 14ème édition de la World Policy Conference, le 1er octobre 2021 à Abu Dhabi (Émirats Arabes Unis). Représentant le Président Alassane Ouattara, le chef du gouvernement a plaidé pour un financement important des économies africaines.

Égypte – Roayah News – 02/10/2021

سينرلا يساموليدلا راشتسملا ،شاقرة رونا روتكتلا داتشا يد تيريدبعه رمثلاو يرثلا هراوح ،تجيسلا مويلا ،يثاراملا رمثومو كلودلا تشاقلاعل يسنوقلا دهعملا سسومو سينر ،لأيرنوم .يظويا يف ماعلا اذه دقعو يثلا ،تميلعلا تاسايسلا

Albanie – Albanian Daily News – 01/10/2021

Prime Minister Edi Rama has met Friday with the High Representative of the European Union for Foreign Affairs and Security Policy, Josep Borrell at the 2021 World Policy Conference in Abu Dhabi, where they talked about politics of the moment.

Sénégal – Dakaractu – 01/10/2021

La World Policy Conference qui rassemble tous les deux ans, décideurs, chercheurs et dirigeants de grandes entreprises tient sa 14ème édition à Abu Dhabi après le report de 2020 imposé par la pandémie Covid-19. Participant à un panel animé par l'ancien Premier ministre du Bénin Lionel Zinsou, Aminata Touré, ancienne Présidente du CESE a demandé les excuses de la part de ceux qui au début de la pandémie, annonçaient des millions de morts en Afrique.

Liban – An-Nahar – 01/10/2021

رصة يف عمتجو شيد ،ترشع عيارلا ،تختس يف تميلعلا تاسايسلا رمثوم يظويا فيضتست ،مليا تمللا دم .ياع عيصاوما رمثوملا دنجا ياعو ،كلودلا شاحيلا زكارمو داصتقلاو تاسايسلا مباء نم تيصخت ٣٠٠ نمرثا تاراملا يثقت ياع نيماء دعو يماعلا عضولا ن ع لاضف ،ادهش يثلا تيسايسويجلا تاريغتملا دعو مويلا ملعلا لغشت يثلا تخاسلا يثلا عوصوملا لود لولا مويلا تاسلج رمثوملا صمص .يماعلا داصتقلا ياع ابتكرت يثلا تاساكندلاو ،لوروك محتاج دعو تميلعلا قداصتقلاو تاسايسلا تاعقوتلاب لصتملاو ،أمومع يماعلاو أصوصص يرخلا مامتلا ن ا أريبك أريد لثشو محتاجلا

Taiwan – China Times – 04/10/2021

在近期举行的第14届世界政策会议（World Policy Conference）中，Anwar Gargash 谈及了他的国家在疫情后将如何復甦经济。此外，他也坦言对美国针对中东区域的承诺，还有美中之间迫在眉睫的冷战感到担忧。阿联与其他阿拉伯海湾国家一直以来都与中国在经济上有紧密联繫（因中国有大量採买石油的需求），而与美国在军事上有牢固的关系。

Japon – Nikkei – 21/10/2021

アラブ首長国連邦(UAE)のアブダビで10月上旬、著名シンクタンクのフランス国際関係研究所(IFRI)が主催する国際会議「世界政策会議(WPC)」が開かれた。産官学の登壇者が議論の中心としたのは米中の覇権争いで、世界のデカップリング(分断)がビジネスに及ぼす影響の行方についても発言が相次いだ。

Indonésie – Republika.co.id – 04/10/2021

Di acara World Policy Conference, penasihat presiden UEA bidang diplomasi, Anwar Gargash mengatakan belum ada kepastian mengenai komitmen Amerika Serikat (AS) di kawasan. Ia juga mengungkapkan kekhawatiran 'perang dingin' antara Washington dan Beijing.

Inde – The Rahnuma Daily – 02/10/2021

Sheikh Nahyan bin Mubarak Al-Nahyan, UAE tolerance and coexistence minister, officially opened on Friday the World Policy Conference (WPC) in Abu Dhabi. "We welcome you again to the United Arab Emirates and Abu Dhabi, as a distinguished group of influential political, economic and business leaders".

Arabie saoudite – Arab News – 02/10/2021

Economic and strategic competition between the US and China is putting immense pressure on the Arab Gulf states, a top Emirati official told delegates on the second day of the 14th World Policy Conference in Abu Dhabi.

Émirats arabes unis – The National – 04/10/2021

UAE ministers and officials have taken part in the World Policy Conference hosted in Abu Dhabi. The conference brings together decision makers and academics from more than 40 countries. It is the first time the event has been held in the UAE and attendees took the opportunity to share geographical, cultural and economic priorities of the country, Wam state news agency reported.

Émirats arabes unis – Al-Bayan – 02/10/2021

ليروبه فيزوج نم لأك تيلخاندلا ريزو هارزولا سلجم مريئر بجان نايحل لأ ديار نه فيجيد عيشلا ومس قيرظا لبقسا تمقلسا مريئر لولا سويلمثر ب يوكسما لكر يوطيلا تسانقو يورولا داختاب نملأاو تيجراخلا نوؤسلا لعلأا ضروقملا .يظويا فيضتست يثلا يماعلا تاسايسلا رمثوم ١٤ للا قودلا يف ناكراشو نيللا ،تميتطنطسقا



“

Thierry de Montbrial

L'objectif de la WPC est de permettre aux puissances moyennes de discuter des grandes questions mondiales, de leur point de vue, et non en fonction de la vision des superpuissances du moment. Je pense que cette conférence a été une grande réussite pour les nombreux pays représentés ici, parce qu'ils se sont exprimés avec authenticité, ont fait part de leurs difficultés et de leurs avis, dans un esprit commun, ce qui est en soi un beau succès, mais elle a aussi reflété la réalité du monde d'aujourd'hui, qui est un peu désespéré.

“

Didier Reynders

En matière de sécurité, je crois que nous devons réfléchir à nouveau à un renforcement important du pôle du pilier européen de sécurité au sein de l'OTAN. Nous devons continuer à travailler dans des alliances.

“

Élisabeth Guigou

La Chine montre un nationalisme et un impérialisme croissants. Heureusement, les Européens n'ont plus de naïveté à cet égard. Cependant, nous devons aussi dialoguer car je ne vois pas comment nous pouvons résoudre le problème du climat si nous n'avons pas à une entente, un accord, avec la Chine qui est le premier émetteur de CO2.

“

Robert Sigal

Nous ne pouvons pas imaginer qu'à l'avenir une partie du monde soit protégée alors que l'autre partie ne le serait pas. Il est évident qu'il existe le risque de voir des variants se développer, nous l'avons déjà vu, et qui vont revenir en boomerang si je puis dire vers ce monde qui aura cru se protéger. Il faut donc avoir une meilleure coopération avec les pays qui le méritent complètement.

“

Daniel Keller

Le sujet qui me challenge le plus personnellement est l'avenir des relations sino-américaines. Allons-nous vers une nouvelle guerre froide entre la Chine et les États-Unis au XXIe siècle? Est-ce que ce sera le lointain successeur de Sparte et Athènes à l'époque de Périclès? Nous nous trouvons dans cette optique, et Thierry de Montbrial, en organisant la World Policy Conference, essaye modestement d'être le Thucydide des temps modernes.

“

Jean-Claude Trichet

Au cours de ces deux dernières années, nous avons pris beaucoup plus profondément conscience du fait qu'il y avait des biens publics mondiaux qu'il fallait à tout prix préserver. Je crois que la communauté internationale, avec toutes ces innombrables difficultés actuelles, reconnaît qu'il est nécessaire et indispensable de préserver ces biens publics mondiaux grâce à une bonne gouvernance mondiale.

“

Josep Borrell

La guerre froide était une confrontation strictement militaire entre l'Union soviétique et les États-Unis. La confrontation est maintenant aussi économique et technologique. Nous, Européens, devons trouver notre place dans cette nouvelle réalité géopolitique dans laquelle nous sommes plus proches de Washington que de Pékin, cela va sans dire.

“

Patrick Achi

Le Covid est venu au pire moment pour le continent africain, un moment où ce continent prenait son envol. Tout le monde voyait bien que l'Afrique était la nouvelle frontière du développement où les taux de croissance étaient parmi les meilleurs au monde.

“

Randy Kotti

En tant que jeune, il est important de montrer à quel point le changement climatique est une cause importante pour notre génération. Il est essentiel pour nous d'essayer d'avoir un message unifié, de montrer que nous pouvons avoir des bonnes idées et d'apporter quelque chose à la table des négociations.

“

Mari Kiviniemi

Nous devons faire en sorte que les fruits de la mondialisation soient partagés plus équitablement et que chacun ait la possibilité d'apporter sa contribution à la société. Cela signifie que nous devons consacrer davantage d'efforts à l'éducation et aux politiques sociales. La confiance dans le gouvernement est importante, et les responsables politiques doivent donc faire beaucoup pour garantir que leurs citoyens s'impliquent également.

“



“

Jim Bittermann

L'une des premières choses à dire sur l'administration Biden est que beaucoup pensaient qu'à son entrée en fonction, il allait y avoir des changements immédiats en matière de politique étrangère. Il y a eu sans aucun doute des changements de politique intérieure et un changement de ton, mais la politique étrangère est parfaitement identique à ce que nous avons vu au cours des quatre dernières administrations américaines, et elle maintient une position de plus en plus dure à l'égard de la Chine.

“

Faruk Tuncer

Il est très important qu'une conférence mondiale parle de la technologie gouvernementale, sur laquelle je travaille. Je voudrais appeler à la coopération entre les gouvernements européens, mais aussi entre l'Europe et le reste du monde, pour faire progresser l'innovation gouvernementale.

“

Anwar Mohammed Gargash

La communication et le dialogue sont fondamentaux. Si on prend les accords d'Abraham, ils sont clairement nés de la compréhension du fait que ne pas s'être parlé pendant des décennies n'avait pas vraiment résolu les choses.

“

Ingvil Smines Tybring-Gjedde

Il faut toujours essayer d'aller un peu plus loin pour avoir une meilleure technologie, un meilleur produit avec moins d'émissions et un meilleur prix. Toutefois, le prix n'est pas toujours l'élément le plus important, c'est la façon dont c'est produit qui compte le plus.

“

Mayankote Kelath Narayanan

L'Inde n'a pas l'intention, ni la capacité, de dominer toute l'Asie. Elle veut être une puissance importante, mais elle ne vise certainement pas la domination de l'Asie du Sud ou de l'Est. Elle a la plus large population dans cette partie du monde, elle occupe donc une certaine position, mais la rivalité vient du fait que la Chine veut faire savoir au reste du monde qu'elle est supérieure à l'Inde.

“

Nabil Fahmy

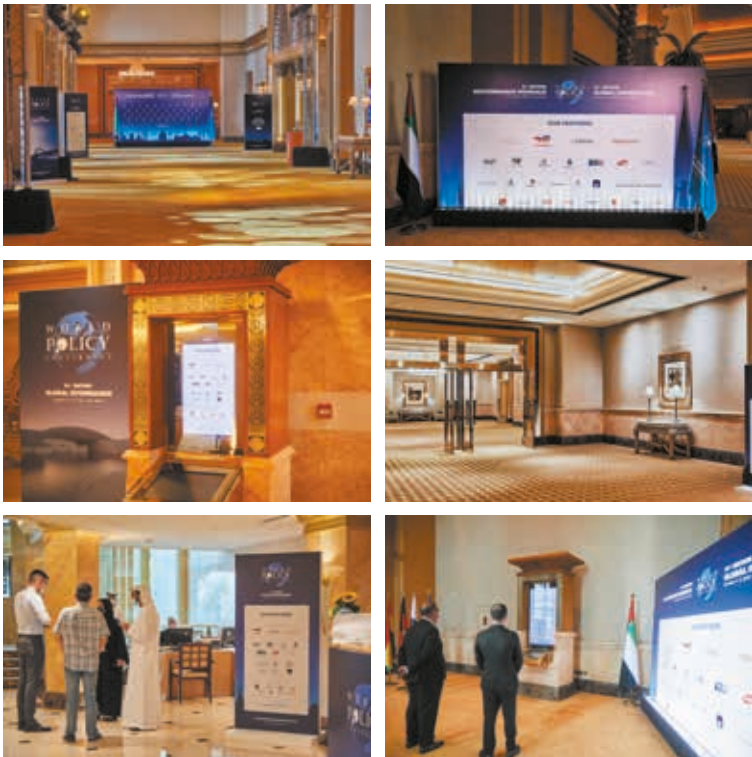
Nous devons gérer les conflits régionaux, mais aussi nous occuper de construire les nations, de définir un nouveau contrat social entre les populations du Moyen-Orient et leurs gouvernements, et également entre les différents États du Moyen-Orient. Nous ne pouvons plus vivre en vase clos au détriment des uns et des autres. Le message est donc de se montrer proactif, de s'engager, d'être inclusifs et d'essayer de construire l'avenir, car plus de 65% de nos citoyens sont des jeunes, et c'est ce qu'ils recherchent.





Partenaires

- TotalEnergies
- L'Oréal
- Poongsan
- Renault Group
- Norge Mining
- Sanofi
- KNGK-INPZ
- Capgemini
- United Way
- GSP
- Alcen
- CNES
- EximBank
- AXA
- Policy Center for the New South
- Nuclearelectrica
- Abu Dhabi Convention and Exhibition Bureau



Médias

- France Inter
- An-Nahar
- CNN
- Le Journal du Dimanche
- Les Echos
- RFI
- Nikkei
- L'Obs



Avec le soutien de

- Financière de l'île
- IDATE
- André Lévy-Lang



Partenaires



Médias





L'Institut français des relations internationales

Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est, en France, le principal institut de recherche et de débat indépendant consacré à l'analyse des questions internationales et de gouvernance mondiale.

L'Ifri a pour mission d'éclairer et de mettre en perspective les principaux problèmes internationaux. Il s'adresse prioritairement aux décideurs politiques, économiques, aux milieux académiques et aux leaders d'opinion.

Classé depuis une dizaine d'années dans le peloton de tête des think tanks les plus influents au monde par le Global Go To Think Tank Index Report de l'Université de Pennsylvanie, l'Ifri occupe en 2021 le 5^e rang du classement général et le 4^e en Europe.

WPC

Thierry de Montbrial
Fondateur et président

Song-Nim Kwon
Directeur exécutif

Nicolas de Germay
Vice-président

Florent de Chantérac
Producteur exécutif

Guillaume Foucault
Directeur de la communication



Contact :

Dr Song-Nim Kwon : +33 (0)1 40 61 72 81

E-mail : kwon@worldpolicyconference.com

Pour plus d'informations :

www.worldpolicyconference.com

www.worldpolicyconferencetv.com



Crédits

Direction artistique et éditoriale

Song-Nim Kwon

Traitement de données et relecture

Laura Lenoury

Delphine Dumon

Charlotte Canal

Réalisation graphique et mise en page

Studio Ellair

Crédits photos

©**Christophe PEUS**

©**Fabrice DE SILANS**

©**Bahi ABDELMALEK**

Photo de couverture : ©Adobe Stock

Imprimé en France - Février 2022

Tous droits réservés

ISBN : 979-10-373-0484-1





www.ifri.org

www.worldpolicyconferencetv.com

www.worldpolicyconference.com